La Révolution Roosevelt

Georges Boris – 1934

Introduction

Il y a maintenant plus d'un an que les États-Unis d'Amérique se sont transformés en un laboratoire social où se poursuit, sur un peuple de cent vingt-cinq millions d'êtres, une expérience ou plus exactement une série d'expériences, dont le double objectif est de trouver les remèdes à la crise économique et de découvrir les règles d'un ordre nouveau, mieux équilibré, plus harmonieux, plus juste.

La méthode expérimentale appliquée à une telle matière, pour une telle recherche, quelle occasion unique pour l'économiste et le sociologue d'observer et de s'instruire! Et pour les gouvernants et les gouvernés de tirer profit des tentatives d'autrui, selon leurs résultats.

Tout autre est malheureusement l'attitude de l'immense majorité des Français face à la révolution Roosevelt. Elle va de l'ignorance à l'hostilité, en passant par l'indifférence et le dédain. Les docteurs avaient par anticipation prononcé leur sentence et déclaré l'échec certain ; car il y a des remèdes qui n'ont pas le droit de guérir, mais seulement le devoir de tuer.

L'opinion française, dont la docilité aux mots d'ordre et la crédulité sont un sujet permanent de surprise, et qui accepte indéfiniment les informations tendancieuses et fausses, s'est laissé annoncer, chaque jour pour le lendemain, la fin de l'Amérique Rooseveltienne. De même, des années durant, on lui avait quotidiennement prédit l'écroulement de la Russie Soviétique.

Encore l'U.R.S.S. a-t-elle eu de tout temps des partisans qui se chargeaient de rectifier et de polémiquer.

Les États-Unis continuent de vivre sous le régime de Roosevelt. Mieux encore, ils se relèvent rapidement. Qui le sait? Qui le dit?

Précisément parce qu'il ne se réclame d'aucune discipline économique et sociale, parce que sa politique se meut en dehors des cadres d'un système ou d'une doctrine, parce qu'il fait, à proprement parler, de l'expérience, M. Roosevelt a soulevé contre lui les tenants d'une école comme de l'autre. À propos des juges qu'il trouve de ce côté de l'Atlantique, il pourrait reprendre le mot de Montaigne : « Je fus pelaudé à toutes mains ; au Gibelin j'étais Guelphe, au Guelphe, Gibelin. »

Or, le Français, tout au moins, devrait observer l'expérience américaine avec un intérêt singulier et en l'absence de toute passion dogmatique. N'est-ce point la seule révolution qui se poursuive aujourd'hui dans le respect des formes démocratiques et des libertés publiques auxquelles il est lui-même attaché?

C'est dans cet esprit — et sans que l'objectivité exclue la sympathie — qu'a été tenté le présent essai de mise au point et d'interprétation.

Avril 1934.

Chapitre I : Bilans comparés

Le 6 février 1934, c'était aux nouvelles de France que les journaux américains donnaient la première place ; d'ordinaire ils les relèguent dans les pages intérieures. Ce jour-là, dans toutes les éditions successives elles faisaient les frais de manchettes à sensation. Signe que pour une fois — pour un instant — l'intérêt et l'émotion du public se détournaient des affaires purement nationales, et que l'émeute, le sang versé dans les rues de Paris frappaient l'imagination d'un peuple indifférent, en général, à ce qui ne le touche pas directement.

D'une conversation surprise par hasard à Washington, j'ai retenu ce mot : *Voilà ce qui nous serait arrivé si nous n'avions pas eu le New Deal.*

Rien de plus significatif que ce commentaire d'un inconnu. Il traduit la conviction, non pas d'un individu seulement, mais de la nation tout entière, que la nouvelle politique, instaurée par le président Roosevelt, a sauvé les États-Unis du désespoir, des convulsions sanglantes et de l'anarchie.

C'est là une opinion à laquelle, là-bas, nul ne contredit : ni l'ouvrier, bien que le chômage l'atteigne ou le menace encore ; ni le fermier, bien que l'ère des restrictions ne soit pas close pour lui ; ni le chef d'entreprise, bien que la stabilité de ses bénéfices ne lui paraisse nullement assurée ; ni même le magnat de Wall Street, encore qu'il se voie déchu de sa toute-puissance, et qu'il sache devoir renoncer

définitivement à une bonne part de ses privilèges ; ni même le politicien républicain, si avide qu'il soit de revanche, quelque hâte qu'il ait d'attaquer et de supplanter son adversaire démocrate.

Il va de soi que, prise séparément, chacune des mesures de l'Administration est l'objet de critiques plus ou moins sévères ; l'avenir paraît incertain à la plupart, sombre à quelques-uns. Mais sur l'amélioration actuelle de la situation, sur le retour, sinon de la confiance absolue, tout au moins du courage et de l'espoir, on n'entend pas de voix discordante. D'ailleurs au programme du gouvernement ne s'oppose aucun autre programme.

La popularité inouïe dont jouit M. Roosevelt, popularité dont on peut à tout instant recueillir le témoignage dans les conversations particulières et dans les lieux publics, popularité qui, dit-on, n'a de comparable dans l'histoire américaine que celle de George Washington, ne s'explique que par les résultats d'ores et déjà obtenus ou par les espoirs entretenus. La docilité du Congrès — elle aussi sans précédent, en dépit de quelques accès d'indépendance passagers — constitue d'ailleurs à elle seule un indice suffisamment probant. Sénateurs et députés ne font qu'obéir à la volonté du peuple, telle qu'elle s'exprime dans leur courrier quotidien, dans les milliers de lettres où les électeurs leur enjoignent « de suivre notre président ». Un humoriste n'a-t-il pas été jusqu'à prétendre que si M. Roosevelt demandait le vote d'une loi prescrivant la stérilisation des membres du Congrès, ceux-ci n'oseraient pas la repousser?

***

Ainsi donc un homme, une politique, dans lesquels, il y a un an, l'espérance suprême — celle du salut — fut placée, ne l'a point déçue. Or, les aspirations qu'il fallait satisfaire n'étaient pas de cet ordre, ou négatif ou abstrait ou

prestigieux, où les clientèles d'un Mussolini et d'un Hitler ont choisi les leurs. Ni l'écrasement de l'ennemi intérieur, ni l'exaltation d'une mystique politique, ni l'embrigadement des foules, ni les défilés en uniforme, ni les manifestations à grand spectacle n'eussent apaisé le peuple des États-Unis. N'oublions pas que la Déclaration de l'Indépendance, cette charte de la nation américaine, reconnaît, comme un droit imprescriptible de l'homme, au même titre que *la vie* et *la liberté*, *la poursuite du bonheur*. En 1933, dans la quatrième année d'une affreuse détresse, c'est l'exercice de ce droit que revendiquait le citoyen américain. Il voulait *moins de souffrances*, et *plus de justice*. De telles exigences, ce n'est pas qu'avec des harangues et des mots d'ordre qu'on arrive à les satisfaire.

Le degré auquel les promesses sont remplies se mesure par des chiffres, et ces chiffres se lisent, noir sur blanc, dans le livre de comptes familial, comme sur les statistiques publiques.

Ce que le *New Deal* a donné à ce jour, chacun est donc à même de le calculer, soit pour sa propre personne, Soit pour la communauté. En ce qui concerne celle-ci, une simple comparaison de la situation au début de 1933 et au début de 1934 va nous permettre d'apprécier.

Dans cette confrontation liminaire, les faits actuels ne pourront être présentés qu'à l'état de statistiques et non dans leur devenir. Or l'Amérique est en pleine évolution, sinon en révolution ; c'est une matière mouvante ou plastique, dont l'aspect et la forme se modifient incessamment. L'impression qui se dégage du tableau varie donc infiniment selon le moment où on le peint. En juin 1933 ce ne sont que notes d'éblouissantes lumières, en septembre l'incertitude reparaît, en novembre une obscure anxiété domine, pour faire place quelques semaines plus

tard à une sorte d'optimisme tempéré, et comme dépourvu de nervosité.

C'est pourquoi ce premier examen ne comportera pas de conclusion ; de la constatation d'un progrès, même considérable, et d'un mieux-être général on ne devra point déduire de pronostic. Deux simples coupes pratiquées dans le temps n'y autorisent pas. Sans doute en observant et en retenant les points clairs ou sombres du champ d'investigation, on apercevra déjà les issues et les écueils, les alternatives possibles de l'expérience Roosevelt ; on verra peut-être même se dégager certaines des lignes de force qui mènent une Amérique, plus ou moins consciente, dans une direction déterminée davantage par la logique des événements que par la volonté des hommes

Mais ce n'est qu'en reprenant ensuite l'analyse des faits et des institutions suivant une méthode qui impliquera une première interprétation, et en les interprétant chacun tour à tour que des jugements et des prévisions deviendront possibles.

Signalons encore dès maintenant combien il est malaisé de distinguer exactement entre les satisfactions - acquises ou escomptées - à la double aspiration du peuple américain, aspiration que nous résumions à l'instant dans la formule bivalente *moins de misère* et *plus de justice*, et qu'un grand journaliste américain, M. Walter Lippmann, désignait un jour par les mots *recovery* (redressement) et *reform* (réforme sociale). Aspirations dont le même auteur a montré qu'elles sont parfois opposées ; car le redressement, à moins qu'il ne se pratique en dehors du régime capitaliste, implique, au bas d'une courbe de dépression, un certain appel à l'esprit de spéculation qui ne s'harmonise guère avec les règles d'éthique et de morale proposées par l'esprit de réforme. Si bien que lorsque le moment viendra de procéder à la

critique de l'œuvre réalisée ou en cours, on pourra hésiter sur le choix du critère à adopter. Toutefois, la nécessité primordiale à laquelle obéit l'Amérique étant celle d'échapper au désastre, on commettrait une erreur à vouloir se placer hors des contingences ; le souci des réalités commande, dans les jugements à formuler, de donner le pas au redressement sur la réforme.

La situation au début 1933

Sans entrer dans les détails, dont la plupart sont présents à la mémoire du lecteur et qui peuvent en tout cas être trouvés dans de nombreux articles et ouvrages, on peut résumer de la façon suivante la situation des États-Unis au début le 1933.

I. *Les prix et le pouvoir d'achat.* — C'est par la chute profonde des prix des matières premières que se caractérise la crise.

L'indice des prix des produits agricoles est tombé de 100 en 1926 à 44,1 en décembre 1932. Les principales denrées sont tombées au tiers ou même au quart de leur valeur. Le coton est au coefficient 34,9, le maïs à 30,5, le blé à 29,9, les porcs à 24,8. Parmi les autres produits naturels des États-Unis, le pétrole est au coefficient 45, le cuivre 34,6.

Dans le même temps les prix de détail ont baissé, mais dans une bien moindre proportion. Le coût de la vie n'a diminué que de 24,8 %, soit à peine d'un quart.

Le décalage entre les prix des matières premières et les prix de détail a bouleversé l'économie : en tant que producteur, le citoyen américain ne reçoit que le tiers ou le quart de ce qu'il obtenait pour ses marchandises il y a six ans ; mais ce qu'il achète, en tant que consommateur, lui coûte encore plus des trois quarts du prix ancien. En d'autres termes, le pouvoir d'achat de la population active s'est contracté dans des proportions inouïes.

II. *Les dettes et la situation des fermiers.* — Cependant le poids des dettes hypothécaires ou bancaires, dont la production est grevée, est devenu intolérable. Le montant de ces dettes était énorme ; il s'élevait à 14 milliards de dollars, et la charge des intérêts dépassait 900 millions de dollars.

Ces dettes, écrit M. Lindley, avaient été contractées au moment où le niveau général des prix était le double de celui du début de 1933, et quand le prix des denrées agricoles était quatre fois plus élevé. Exprimée en blé ou en coton, la dette du fermier représente quatre fois ce qu'il a reçu de son créancier. En fait, certains produits ne rapportent même plus sur le marché ce qu'ils ont coûté en semences, en engrais et en main-d'œuvre pour les récolter.

La détresse est telle dans les campagnes qu'un peu partout éclatent des révoltes, et que des de violence se produisent chaque jour à l'occasion de la mise en vente de propriétés hypothéquées.

III. *Le commerce et l'industrie.* — Par suite de la réduction du pouvoir d'achat de la population active, le commerce intérieur a périclité, et l'industrie, privée de commandes, a dû réduire ses fabrications et licencier une grande partie de sa main d'œuvre.

Travaillant à perte, elle a cessé de servir des dividendes à ses actionnaires et, dans un grand nombre de cas, ne peut même plus servir d'intérêt à ses obligataires. De même les chemins de fer, qui, pour la plupart, ont cessé de payer les coupons d'une dette obligataire dont le montant total s'élève à 11 milliards de dollars.

IV. *Le chômage.* — Il n'existe point de statistique exacte du chômage en Amérique, et les évaluations faites par divers organismes sont fondées sur des sondages dont les conclusions sont naturellement discutables. Les estimations variaient, au moment de la prise du pouvoir par M. Roosevelt, de 14 à 17 millions. Si le chiffre le plus fort peut paraître exagéré (d'autant qu'au 1er mars, par suite du moratoire la courbe a fait une pointe) il faut néanmoins observer qu'aucune statistique ne tient compte du très grand nombre d'employés licenciés par les États, les comtés et les municipalités.

Il résulte d'études faites ultérieurement que le nombre total des sans-travail devait, au début de l'année 1933, être supérieur à quinze millions. En temps normal, on compte de deux à quatre millions de chômeurs en moyenne, la plupart temporaires.

V. *Les banques.* — La baisse générale des actions et des obligations, résultat du marasme économique, et la carence générale des débiteurs, outre qu'elles frappent directement les rentiers, propriétaires et possédants de toutes catégories, a mis en posture périlleuse les caisses hypothécaires, les caisses d'épargne, les compagnies d'assurance et les banques. Avant même le moratoire général, et depuis de longs mois, nombre de ces établissements se sont vus contraints de cesser leurs paiements et de fermer leurs

guichets. D'ailleurs, si l'on établissait des bilans sincères, presque tous apparaîtraient en état de faillite.

Situation que soupçonnent tout au moins les déposants. Aussi les runs succèdent-ils aux runs à travers le pays. Une véritable psychose s'est emparée du public qui, estimant que le seul refuge réside dans l'or ou la monnaie, accumule les pièces et les billets, et thésaurise à un degré dont l'histoire n'offre pas de précédent.

Pour faire face aux retraits des dépôts, les banques à leur tour réalisent leur portefeuille, refusent le renouvellement des emprunts et exigent le remboursement de leurs créances, précipitant les faillites commerciales et industrielles, forçant à des liquidations désastreuses, enfonçant encore les prix et les cours.

VI. *Coups d'oeil général* - Quinze millions de chômeurs représentent, si l'on tient compte des familles dépendant d'eux, quarante-cinq millions d'individus dans le dénuement. Il faut y ajouter quelque quinze millions d'agriculteurs dont la détresse n'est pas moindre.

Au total, soixante millions de personnes —un Américain sur - deux privés de leurs moyens d'existence. En outre, au sein même de la classe bourgeoise et capitaliste, les cas de ruine totale ne se comptent plus et tout un prolétariat nouveau est apparu, non moins misérable, non moins désespéré que l'autre. Les États, les comtés et les municipalités aux finances banqueroutières ne peuvent même plus payer leurs fonctionnaires et se trouvent dans l'incapacité de secourir les chômeurs, qui s'en vont mendier dans les rues, et souvent de ville en ville, ou vagabonder dans les campagnes.

Tout le système économique et financier se disloque :

l'endettement dépasse la fortune publique, et chaque Américain, en moyenne, doit plus qu'il ne possède.

Aussi les contrats, devenus, d'une manière générale, inexécutables, ont-ils perdu leur valeur même juridique.

Dans certaines régions, où toutes les banques ont fermé leurs portes, et où le numéraire a cessé de circuler, la population est réduite à user de la méthode primitive du troc.

À la veille de l'avènement de M. Roosevelt, une série de runs et de moratoires dans les États de l'Union oblige le gouvernement fédéral à proclamer le moratoire général. La paralysie gagne l'économie américaine tout entière ; et la ruine imminente menace ceux qui dans le naufrage général avaient réussi à surnager jusqu'alors.

La situation au début 1934

Et voici maintenant le tableau de la situation présente. Faute de statistiques plus récentes les chiffres cités ici sont, pour la plupart, ceux du mois de décembre 1933 et l'on devra tenir compte du fait qu'au cours du premier trimestre de 1934 une nouvelle et notable amélioration s'est produite.

Sans s'attarder à des considérations reposant sur des apparences, il convient de marquer néanmoins le progrès qui saute tout de suite taux yeux de l'observateur.

D'une manière générale la mendicité est devenue très rare dans les rues, de même que le vagabondage a presque disparu dans les Campagnes.

Les *breadlines* (files de miséreux à la porte des soupes populaires) — spectacle encore courant il y a quelques mois — ne se rencontrent plus guère que dans les quartiers où la misère a de tout temps été grande. Il est juste de dire que dans une certaine mesure la chose doit être attribuée à une meilleure organisation de l'assistance et au fait que maintenant les secours sont souvent portés à domicile.

Mais seules les données statistiques peuvent exprimer dans quelle mesure ces apparences correspondent aux réalités.

I. *Les prix et le coût de la vie* — L'objectif immédiat de la politique de redressement était de provoquer une reprise des prix de gros et des prix agricoles sans hausse correspondante du coût de la vie.

L'indice général des prix de gros s'établissait le 3 février 1934 à 72,8 (1926 = 100) contre 60,0 à pareille époque l'an dernier, soit une hausse de 21,5 %.

En ce qui concerne les produits agricoles, l'indice est de 60,5 contre 40,2 l'an dernier, à pareille époque. L'amélioration est donc de plus de 50 %, le niveau actuel se rapproche sensiblement de celui atteint pendant un très court laps de temps en juillet dernier au moment de la poussée spéculative qui a suivi la première dévaluation du dollar (62,7).

Pour les indices individuels, il nous faut, pour les raisons

déjà dites, nous référer aux statistiques de décembre dernier.

L'indice du blé était alors de 55,1 contre 29,9 en décembre 1932, celui du maïs 63,0 contre 30,5, celui de l'avoine 84,1 contre 38,6, celui de l'orge 89,7 contre 45,0, celui du seigle 62,2 contre 36,2, celui du coton 58,3 contre 39,4, celui du pétrole 51,6 contre 45, celui du cuivre 57,1 contre 46.

Par contre, le coût de la vie ne s'est relevé que dans de très faibles proportions, contrairement à ce qui a été affirmé en France.

L'origine des erreurs commises à ce propos vaut d'être recherchée. Elle paraît devoir être trouvée dans les indications publiées à intervalles réguliers par l'*American Federation of Labor*, laquelle se borne, pour des raisons compréhensibles, à mettre en vedette l'augmentation du coût de la nourriture et du vêtement.

Il va de soi que les prix des denrées alimentaires ont suivi dans une certaine mesure celui des produits agricoles. Il a passé de 94,6 à 105,2 de janvier 1933 à janvier 1934, soit environ 11 % d'augmentation. Quant au vêtement, les prix de vente en ont augmenté par suite de la situation particulière de l'industrie textile, où la N. R. À. a mis fin, comme on le verra, à une situation tout à fait anormale, et à une exploitation scandaleuse de la main-d'œuvre. Les statistiques de décembre accusent une hausse voisine de 10 % en un an.

Mais le prix de la nourriture et du vêtement ne sont que des éléments isolés du coût de la vie. Il ne faut pas perdre de vue notamment qu'en Amérique les dépenses pour

l'alimentation représentent une proportion bien plus faible que chez nous du budget familial.

Le département du Travail publie depuis fort longtemps un indice pondéré du coût de la vie qui tient compte non seulement de la nourriture et du vêtement, mais aussi du loyer, de l'éclairage, du chauffage, des articles de ménage, des services (transports, blanchissage, etc.).

Cet indice accuse de décembre 1932 à décembre 1933, une hausse de 2,2 % seulement (135 contre 132,1). Sur le point le plus bas qui ait été atteint (juin 1933) la hausse n'est encore que de 5,2 %. Le niveau actuel est le même qu'en juin 1932.

Il reste de 20 % inférieur à ce qu'il était en 1927-28.

Les chiffres ci-dessus sont relatifs à la population urbaine, pour laquelle, comme on voit, la hausse du prix de la vie est presque insensible.

En ce qui concerne les agriculteurs la situation est un peu moins favorable, l'élément loyer, qui joue un rôle si important dans les villes, et surtout en Amérique, n'entrant pas en ligne de compte. Par contre, les prix d'achat des outils et des machines agricoles interviennent dans leur cas. Or, ces prix, loin d'avoir augmenté, sont encore légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente, leur indice étant de 83,5 contre 84,5 (chiffres de décembre). De même, l'indice des autos est de 96,7 contre 99.

L'augmentation du pouvoir d'achat global de la population est donc très importante.

II. *La situation des fermiers et leurs dettes.* — La hausse des prix des produits agricoles, qui ont en moyenne doublé,

tandis que les prix de détail augmentaient à peine, indique assez que la situation des fermiers s'est considérablement améliorée.

Sans doute leur a-t-on demandé de réduire leur production. Mais ils ont reçu des versements en espèces et d'autres avantages, dont nous verrons le détail, en compensation du manque à produire et à vendre.

Aussi, bien que les effets du *New Deal* ne se soient fait sentir que dans la seconde partie de l'année 1933, et pour une partie seulement des récoltes de l'automne, estime-t-on que leur revenu global a passé de 5 milliards 143 millions de dollars en 1932 à 6 milliards 400 millions en 1933.

En outre, l'aménagement des dettes hypothécaires et bancaires a apporté un soulagement très sensible aux agriculteurs. Par le rachat des anciennes hypothèques en échange d'obligations garanties par l'État fédéral, les intérêts à la charge des fermiers ont été réduits en moyenne d'un quart (6 % à 4,50%) ; des exploitations agricoles saisies ont été rachetées et rendues à leurs propriétaires ; de nouvelles facilités de crédit à bon marché ont été offertes ; des prêts sur récolte consentis.

La détente qui en est résultée dans des régions, où en automne encore la situation était grave, n'est contestée par personne. Planteurs de coton et de tabac, producteurs de céréales, connaissent des jours infiniment meilleurs. L'amélioration, quoique plus récente, est certaine pour les producteurs de sucre et les éleveurs de porcs. Toutefois, les conditions restent sérieuses chez les éleveurs de bétail.

III. *Le commerce et l'industrie*. — La reprise est très marquée dans le commerce de détail aussi bien que dans le commerce de gros. Les chiffres de ventes publiés par les

magasins à succursales multiples sont de l'ordre de 20 % supérieurs à ceux de l'an dernier.

L'indice de l'activité des affaires a passé de 61,7 en février 1933 à 78,5 en mars 1934.

D'après les indications publiées dans le *New York Times* en février dernier, sur la base des moyennes de 1923-25, la production atteignait l'indice 95 dans l'industrie de la chaussure, la consommation du coton se chiffrait par 89, les livraisons de soie par 103, l'activité dans l'industrie des conserves de viande par 98, la production de l'essence par 184, la production des pneus par 93, celle des cigarettes par 118. En mars 1934 l'industrie de l'automobile a fabriqué autant de voitures qu'en septembre 1929, dernier mois de l'ère de prospérité.

Par contre, l'indice de l'industrie du ciment n'était que 39, de même que celui des chantiers navals, celui du bois 30, celui de la fabrication des locomotives 0.

D'une manière générale on peut dire que l'activité des industries de consommation n'est plus très loin de la normale, que l'industrie de l'automobile marche à plein, mais que les industries de capital, bien qu'en reprise, elles aussi, sont encore loin l'industrie du bâtiment en particulier — d'avoir retrouvé leur activité ancienne. Cependant, l'industrie métallurgique, qui, au début de 1933, ne travaillait qu'à 16 % de sa capacité, et qui, après avoir connu une très brève période de prospérité en juillet dernier, était retombée à 25 % en automne, s'est graduellement rétablie depuis décembre et atteint au début de mars le coefficient 49 %.

La statistique des faillites est également instructive. On en avait enregistré 305 dans la semaine terminée le 1er

février 1934 contre 660 dans la semaine terminée le 2 février 1933.

En janvier 1934 les recettes nettes des chemins de fer marquent un accroissement de 190 % sur janvier 1933 et de 207 % sur janvier 1932.

Un indice du mouvement des bénéfices industriels et commerciaux est donné par les changements dans les déclarations de dividende. En janvier 1934 on en a enregistré 188 modifiés dans un sens favorable contre 64 en janvier 1933 et 73 en janvier 1932. Il y en a eu 58 modifiés dans un sens défavorable en janvier 1934 contre 135 et 264 respectivement.

D'après une étude de la National City Bank, qui porte sur 1.475 sociétés relevant de 55 industries, il a été réalisé par ces entreprises 97 millions de dollars de bénéfices en 1933, contre 97 millions de pertes en 1932. L'amélioration s'est accentuée au début de 1934 : toujours d'après la même source, un sondage opéré sur 210 sociétés industrielles, choisies parmi les plus importantes, indique que 75 % d'entre elles ont réalisé des bénéfices pendant le premier trimestre de l'année, contre 63 % pendant le dernier trimestre de 1933, et contre seulement 40 % pendant la période correspondante de l'an dernier. Le bénéfice net global de ces 210 sociétés a été de 930 millions de dollars de janvier à mars 1934, contre 720 millions pour le trimestre précédent, alors qu'une perte nette de 23 millions avait été enregistrée pour le premier trimestre de 1933.

IV. *Chômage et les feuilles de salaire.* — Le Département du Travail publie des études détaillées relatives au chômage et aux bordereaux de salaires. Les statistiques répartissent les industries en deux catégories, à savoir, d'une part, les *industries manufacturières* (*manufacturing industries*) qui

comprennent l'alimentation, le textile, le vêtement, le fer et l'acier, les machines, la métallurgie, l'auto et les instruments de transport, les bois, le cuir, le papier, l'industrie chimique, l'industrie du caoutchouc et celle du tabac.

Un second groupe, dit des industries non manufacturières, comprend les mines, les carrières, l'extraction du pétrole, les services publics, le commerce de gros et de détail, les hôtels, l'industrie des conserves, la blanchisserie, la teinturerie, les banques, les assurances.

En ce qui concerne les industries manufacturières, l'indice de l'emploi est en décembre 1933 de 70,1 contre 58,3 un an auparavant. L'amélioration est de 20 %. Comparée au chiffre de mars 1932 elle atteint 27,20 %.

De son côté, le bordereau des salaires accuse une augmentation de 32,10 % sur décembre 1932 et de 49 % sur mars 1933. La reprise est la plus marquée dans la métallurgie, dans l'industrie chimique, dans celle des machines agricoles (où le relèvement est de 69,9 % pour l'indice de l'emploi et de 118,3 % pour l'indice du bordereau des salaires).

Pour les industries dites non manufacturières, il y a hausse des indices dans 11 cas sur 15, hausse particulièrement marquée dans l'industrie des conserves (46,6 % pour l'emploi et 52,3 % pour le bordereau de salaires), l'extraction du pétrole (31,1 % et 27,6 % respectivement), le commerce de détail (10,7 % et 9,1 %), les mines métalliques (21,9 et 40,1 %), les mines bitumineuses (7,7 et 34,7 %). Il n'y a de baisse sensible que dans deux cas : les mines d'anthracite (-12,6 % et - 21,2 %) et les télégraphes et téléphones (- 7,2 % et - 7,9 %).

On doit noter ici que la situation était nettement meilleure

au début qu'à la fin de l'automne et que du 15 octobre au 15 décembre on a enregistré une baisse des divers indices. Tandis que dans le second groupe la baisse ne dépassait pas celle que déterminent chaque année, à la même époque, les influences saisonnières, elle était légèrement supérieure dans la catégorie des industries manufacturières.

Or, il semble que le redressement général de l'économie aurait dû au contraire annuler les facteurs saisonniers. Le déclin enregistré a donc inspiré une assez vive anxiété et même provoqué dans certains milieux un accès de pessimisme au mois de novembre dernier. Seule une analyse plus détaillée et une interprétation des faits nous permettront de nous former une opinion sur la cause de ces difficultés et sur le bien-fondé de ces inquiétudes.

Toutefois, en s'en tenant aux chiffres seulement, on doit observer que certaines branches, notamment la métallurgie, les machines-outils, les machines agricoles, l'éclairage, l'industrie chimique, ont continué de progresser en novembre et décembre et que ces industries étant en général considérées comme des baromètres de l'activité future, les indications qu'elles donnaient annonçaient un avenir plus favorable.

Effectivement, si le ralentissement a persisté et s'est même légèrement accentué jusque vers la mi-janvier, les statisticiens, se fondant sur de premières données en leur possession, prévoient que les chiffres postérieurs accuseront une très vive reprise.

Si maintenant, au lieu d'adopter la classification des statistiques du ministère du Travail, on répartit les industries en industries de consommation et en industries de capital, on aboutit à des conclusions d'un autre ordre et qui corroborent entièrement les indications données au

paragraphe 3. On trouve en effet qu'en novembre dernier les industries de consommation employaient 3.730.000 personnes contre 4.468.000 en novembre 1929 (et 3.231.000 en novembre 1932). Une augmentation de 17 % était suffisante pour revenir à l'ancien niveau.

Par contre, les industries de capital employaient 2.654.000 personnes en novembre 1933 contre 4.207.000 en novembre 1929 (et 2.082.000 en novembre 1932). Pour rétablir la situation, une augmentation de 37 % était encore nécessaire.

Ce retard dans la reprise des industries de capital vaut d'être souligné dès maintenant. Il faut ajouter qu'à l'heure présente ces industries travaillent surtout pour l'État. Les mesures législatives votées sous la nouvelle administration ont, en effet, eu pour résultat de fermer à peu près complètement le marché des capitaux aux entreprises privées, qui sont donc dans l'impossibilité de financer de nouveaux investissements.

Si l'on en vient maintenant aux chiffres globaux du chômage, on doit se souvenir que les estimations n'en peuvent être que très approximatives.

Cependant il était généralement admis au mois de février qu'il y avait 6 à 7 millions de personnes sans travail aux États-Unis (contre 15 ou 16, en février 1933).

Parmi les travailleurs embauchés depuis un an on comptait 340.000 jeunes gens enrôlés dans les camps de travail du C*ivil Conservation Corps*, 267.000 employés et ouvriers engagés sur les chantiers des Travaux publics et 3.500.000 personnes auxquelles la *Civil Works Administration* donnait du travail à titre temporaire et payait des salaires normaux.

Certaines statistiques rangent ces quatre millions de travailleurs au nombre des chômeurs, dont ils fixent alors le chiffre à 10 ou 11 millions. Cette manière de calculer est tout aussi abusive que celle qui consisterait à les considérer comme ayant retrouvé des situations définitives.

On a seulement le droit de dire qu'approximativement le tiers des chômeurs a été résorbé de façon normale et qu'en outre trois à quatre millions de personnes ont été embauchées par l'État à des titres divers, grâce à des mesures de crise.

V. *Les banques.* — Les changements intervenus dans la situation bancaire et financière sont au moins aussi importants que dans l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Depuis le moratoire, la plupart des établissements ont été rouverts. Ceux dont les dépôts restent gelés ne constituent plus qu'une très petite minorité. Graduellement d'ailleurs, ils sont renfloués par la grande banque d'État qui a nom *Reconstruction Finance Corporation*, laquelle les oblige à procéder à des augmentations de capital qu'elle souscrit en tout ou en partie.

En outre, par le jeu d'une assurance à laquelle participent les Banques elles-mêmes, d'une part, et la *Reconstruction Finance Corporation* de l'autre, tous les dépôts inférieurs à 2.500 dollars sont actuellement garantis. On estime que le bénéfice de cette mesure s'étend à 95 % du montant total des dépôts.

Ainsi, la structure bancaire du pays, qui inspirait tant d'inquiétudes au temps de l'administration Hoover, et qu'on avait vu s'écrouler à la fin de février 1933, se trouve rétablie

et consolidée. La thésaurisation, devenue sans objet, est matée.

Un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales, qui accusaient des pertes il y a un an, enregistrent actuellement des bénéfices. Les autres montrent pour la plupart des bilans améliorés. Le service des intérêts des obligations est repris dans un grand nombre de cas, ou paraît pouvoir l'être dans des délais plus ou moins rapprochés. Beaucoup de Sociétés ont pu recommencer à distribuer des dividendes ou en augmenter l'importance.

La hausse des titres, qui en a été la conséquence, ainsi que la revalorisation des créances ont assaini la situation des caisses d'épargne, des caisses hypothécaires, des Compagnies d'assurance et des banques.

D'une manière générale, la solvabilité et la liquidité des individus et des Sociétés ont été rétablies ou améliorées.

VI. *Coup d'oeil général.* — À la fin de l'hiver 1933, la situation économique des États-Unis peut être caractérisée de la manière suivante :

Hausse considérable des matières premières sans hausse correspondante du coût de la vie. Amélioration importante de la situation des fermiers et de l'endettement. Reprise commerciale et industrielle très vive pour tout ce qui a trait à la consommation, sensiblement retardée en ce qui concerne les industries de capital. Résorption du chômage jusqu'à concurrence d'un tiers et, si l'on tient compte des embauchages par l'État, jusqu'à concurrence de moitié.
Rétablissement complet de la situation bancaire.

Tels sont les premiers résultats obtenus par

l'administration Roosevelt. Comparée à ce qu'elle était il y a un an, la situation apparaît transformée.

La crise, à n'en juger que par les faits et les chiffres, semble sinon résolue, du moins en voie de solution rapide.

Mais les adversaires du New Deal, tout en reconnaissant les progrès réalisés, en dénoncent le caractère artificiel. Les uns y voient l'effet d'un mécanisme d'inflation dont ils prévoient l'accélération jusqu'à ce qu'il échappe à tout contrôle. D'autres insistent sur le fait que le redressement actuel tient uniquement à l'action constante de l'État dans tous les domaines ; cette intervention, assurent-ils, ne saurait se poursuivre durant plusieurs mois encore sans provoquer un désastre financier suivi d'un désastre économique, et, si elle est interrompue, l'effondrement ne sera ni moins rapide, ni moins total.

Ce n'est pas encore le moment de discuter ces opinions. J'ai exposé les faits sans les interpréter. Seul, un examen plus approfondi du New Deal permettra d'apprécier la valeur des critiques et de formuler un pronostic.

Mais, en même temps que je présentais un tableau qui ne pouvait être que très favorable, il convenait de faire entendre l'avis des pessimistes, de ceux qui croient à la fragilité et même au danger d'une amélioration, dont aucun, cependant, ne nie la réalité présente.

Chapitre II : À la recherche d'une méthode

Si l'on veut interpréter les mesures de redressement et de réforme qui constituent le *New Deal*, il faut essayer au préalable d'en démêler les intentions, les directions générales et les méthodes.

Rien de plus malaisé que cet effort de systématisation. La matière, comme d'ailleurs le tempérament américain, y est réfractaire. Il est facile, au contraire, de railler les incohérences et les contradictions de la politique de M. Roosevelt, de montrer qu'il procède toujours par tâtonnements et presque jamais avec un propos lointain dans l'esprit. Ne s'est-il pas réclamé, dès avant son accession au pouvoir, de la méthode expérimentale? N'a-t-il point annoncé qu'il tenterait successivement des remèdes divers, abandonnerait ceux qui ne donneraient pas les effets espérés, retiendrait ceux dont les résultats apparaîtraient favorables ?

C'est à tort qu'on a représenté le *New Deal* comme une construction imaginée par une poignée d'intellectuels, constitués en un trust du cerveau par le président. Si quelques-uns de ces conseillers font en Amérique figure de doctrinaires, comparés aux théoriciens européens de l'économie et de la sociologie, aux tenants des écoles libérales ou sociales, ce ne sont encore que des empiristes.

À peine si un ou deux des professeurs du *Brain Trust* ont tracé les plans d'un régime idéal. Pas d'unité de vues au surplus dans l'entourage du président ; les conservateurs

sociaux voisinent avec les réformateurs et au sein de ce dernier groupe, il y a des monétistes, des autotarchistes, des libre-échangistes, des partisans de l'économie dirigée, et enfin des socialisants qui ne croient pas à la possibilité de survie d'un régime capitaliste même amendé.

On serait tenté dans ces conditions, d'exposer sans ordre préconçu, au hasard de la chronologie, l'évolution du *New Deal*, laissant au lecteur le soin de rechercher les analogies, les correspondances et les harmonies d'un monde en gestation.

Je crois, au contraire, que sous la pression des événements et des lois économiques, s'opère presque inconsciemment, une synthèse des buts et des moyens, et qu'à condition de la percevoir, on possède une méthode d'investigation et d'exposition de l'expérience Roosevelt.

Dans ce labyrinthe du New Deal aux corridors jalonnés de mystérieuses initiales (À.À.À. — P.W.À. — C.W.À. — R.F.C.) des fils conducteurs doivent permettre de découvrir les avenues principales, et leurs points de rencontre ou d'aboutissement. Le premier et le principal de ces fils nous conduira à travers les méandres de la politique monétaire et financière ; un second nous fera connaître la politique agricole, un troisième, la politique industrielle.

Réforme monétaire et financière, réforme agraire, réforme industrielle, tels sont les volets du triptyque dont l'ensemble donnera une image du New Deal. Au centre, on doit se représenter la réforme monétaire et financière, comme l'élément fondamental sur lequel les deux autres viennent s'étayer. Du moment que M. Roosevelt ne réalisait pas du jour au lendemain la révolution totale et n'abolissait pas le régime du profit, la question des prix, donc de la monnaie et de la finance, devait dominer sa politique. Sans la réforme

monétaire, toutes les autres lui seraient restées interdites, faute de moyens financiers pour les réaliser. Il eût été dans l'incapacité de s'attaquer au problème bancaire et au problème de l'endettement, comme à celui du pouvoir d'achat des fermiers, et à celui de la répartition des profits de l'industrie.

Ce n'est que parce qu'il s'est libéré de la tutelle des principes orthodoxes qu'il a pu entreprendre de modifier la structure économique et sociale de son pays.

Aussi, est-ce à la réforme monétaire et financière et à ses corollaires que sera consacrée la première partie de cette interprétation.

Chapitre III : La réforme monétaire et financière

L'abandon de l'étalon-or

L'importance du fait monétaire échappa longtemps à M. Roosevelt. D'autres sujets apparemment le préoccupaient bien davantage. Dans ses discours de candidature à la présidence, on ne trouve que des références imprécises à la question, et fort différentes, en esprit, de ce que sera ultérieurement sa politique. Jusqu'au mois de juin, ses paroles et ses écrits s'inspirent des thèses, généralement admises, sur la nécessité d'équilibrer le budget et de conserver une « monnaie saine » ; tout au plus, de temps à autre, fait-il quelques concessions verbales aux partisans d'une politique monétaire de hausse des prix.

On a fait observer que, de par ses origines sociales, ce grand bourgeois, ce rentier, ne pouvait qu'incliner vers les conceptions hostiles à la dévaluation du dollar et aux « manipulations monétaires ». Si en dépit de ses propres répugnances, aussi bien que des résistances de la majorité de ses conseillers, le président a fini par adopter une attitude toute contraire, c'est sans doute que les événements l'y ont contraint.

Dès son accession au pouvoir, survenue au lendemain d'un *run* général sur les banques, d'un exode fantastique de capitaux et d'or, quelques heures après la déclaration d'un moratoire général, de graves et immédiates décisions s'imposaient à lui.

Le premier choix de la nouvelle administration fut nettement orienté dans le sens de la déflation. Sans doute l'embargo sur les exportations d'or équivalait-il à un abandon de l'étalon-or, mais la mesure était qualifiée de provisoire, et nul doute que le président et ses amis ne la considérassent comme telle. Tout au plus envisageaient-ils de renoncer à la convertibilité *intérieure* de la monnaie ; mais, dans leur esprit, la convertibilité extérieure devait être rétablie à très bref délai.

Même encore quelques mois plus tard, lorsque les membres de la délégation américaine à Londres s'expliquaient au sujet de l'embargo, ils ne manquaient pas de s'en excuser, insistant sur le fait — d'ailleurs rigoureusement exact — que la mesure avait été rendue nécessaire par l'importance colossale des sorties d'or pendant les derniers jours de février.

Durant tout le mois de mars et une partie du mois d'avril, le Président crut pouvoir persister dans son attitude déflationniste. L'émission de nouveaux billets, bien qu'autorisée par une loi qu'il avait lui-même proposée, lui faisait visiblement horreur. Pour n'avoir pas à y recourir, il préférait laisser clos les guichets d'environ 5.000 banques, et congelés quelques 5 milliards de dollars de dépôts. En même temps il sacrifiait à la mystique de l'équilibre budgétaire l'intégrité du traitement des fonctionnaires, et n'hésitait pas à réduire les pensions, il est vrai en partie abusives, des vétérans.

Le résultat ne se fit pas attendre.

En dépit d'une première impression de confiance donnée par le sang-froid et l'énergie du Président, la crise, loin de s'atténuer, s'accentuait.

En même temps que les banques, nombre d'usines avaient dû fermer leurs portes. De nouveaux bataillons de chômeurs étaient venus rejoindre les anciens. Les titulaires des dépôts gelés avaient grossi la foule des miséreux. Les fermiers menaçaient de se soulever. Au Congrès, les représentants des États agricoles manifestaient une opposition qui, sourde d'abord, devenait bientôt ouverte et se traduisait soit par des manœuvres d'obstruction aux lois proposées par la Maison Blanche, soit par le vote d'amendements inflationnistes.

Dans la seconde semaine d’avril, la tension était devenue extrême. On parlait d'une révolte imminente du Sénat. Les milieux financiers, naturellement informés de la situation politique, jouaient la baisse du change, et la fuite des capitaux, un moment ralentie, reprenait de plus belle. Le dollar s'inscrivait en baisse.

C'est alors que les grandes banques de New-York, sollicitèrent et obtinrent de la Trésorerie l'autorisation d'exporter de l'or afin d'arrêter la chute du dollar. Mais dans l'espace de quelques jours, les demandes de métal, se mirent à croître suivant une progression géométrique, évoquant le danger imminent d'un exode comparable à celui de fin février. Avertissement dont M. Roosevelt ne put manquer de comprendre la signification. Il convoqua quelques sénateurs influents, et, à l'issue de l'entretien qu'il eut avec eux, annonça sa résolution d'abandonner officiellement l'étalon-or, par l'abrogation de la clause-or de la loi monétaire.

Ainsi fut prise la décision historique du 19 avril 1933.

Bien que commandé par les événements, l'abandon du *gold standard* ne fut pas moins sévèrement critiqué en

Amérique qu'en Europe. Économistes et financiers l'accueillirent par une tempête de protestations. Dans l'entourage même du Président, on le déplora ouvertement : « C'est la fin du monde occidental », alla jusqu'à dire M. Douglas, directeur du budget.

M. Roosevelt lui-même ne s'était résigné à la dévaluation qu'à contre-cœur. Il demeurait foncièrement hostile à l'inflation monétaire et même à l'inflation de crédit.

Si, quelques semaines plus tard, il accepte que dans la loi de réadaptation agricole soit inséré l'amendement Thomas qui prévoit l'émission de 3 milliards de dollars de billets, c'est uniquement pour apaiser les inflationnistes du Congrès et avec la ferme intention de ne pas user de cette autorisation.

Si les divers textes législatifs qu'il propose engagent plusieurs milliards de dépenses à couvrir par l'emprunt, il n'entend pas que, pour y souscrire, les banques fassent de nouveaux crédits, mais seulement qu'elles mobilisent les capitaux existants.

Il ne croit pas à l'efficacité de l'arme monétaire et l'idée de diriger la monnaie, soit par des interventions sur le marché des changes, soit au moyen d'une politique de crédit, n'est même pas envisagée. On abandonne le dollar à la spéculation dans l'espoir qu'il trouve de lui-même un niveau d'équilibre auquel on pourra le stabiliser.

Les événements cependant vont se charger d'instruire M. Roosevelt et prépareront l'évolution de son esprit.

En effet l'abandon officiel de l'étalon-or a déclenché la hausse générale des prix des matières premières, cette hausse si ardemment souhaitée par les fermiers, par les

producteurs, par les débiteurs de toute catégorie et par l'administration elle-même. L'économie américaine est brusquement soulagée du poids qui l'écrase.

Renversement d'origine essentiellement psychologique et qu'il est facile d'expliquer.

Aussi longtemps que l'emportait la doctrine de la « saine monnaie » et de son lien indissoluble avec l'or, la monnaie métallique, fiduciaire ou scripturale apparaissait aux Américains comme le meilleur et même l'unique refuge contre la crise. Par suite de la baisse persistante des prix, tout investissement, tout placement, tout achat aboutissaient à des pertes ruineuses. Seul le thésauriseur avait raison, qui, retirant la monnaie de la circulation, accélérait encore la baisse, et trouvait dans les effets mêmes de son action une justification et une récompense. Fuir les biens réels, être « liquide », ne rien acquérir, ne rien stocker, ne rien entreprendre, tel était le fin mot de la sagesse.

Mais dès l'abandon de l'étalon-or la confiance se détourna de la monnaie pour se reporter sur les biens réels ; on y découvrit à nouveau des garanties de sécurité et des possibilités de profit. C'est donc vers eux qu'on se mit à fuir. La hausse commencée, le thésauriseur se trouva pénalisé. Se débarrasser de l'argent liquide, acheter, stocker, entreprendre redevint conforme à la ligne de conduite raisonnable.

Mouvement *spéculatif* à la hausse évidemment, mais qui succédait à une attitude tout aussi *spéculative* à la baisse, suivant un rythme bien connu du système capitaliste.

Le gouvernement Roosevelt y assista tout d'abord avec un mélange de satisfaction et de crainte, sans en saisir exactement les causes et la signification. S'il les avait

comprises, il eût profité du démarrage psychologique pour procéder le plus vite possible à une expansion monétaire, rendue indispensable par la longue et terrible période de déflation que l'Amérique venait de traverser. Il l'eût fait en accélérant les dépenses extrabudgétaires, en procédant à des émissions massives d'emprunts, en obligeant les banques de créer de nouveaux crédits pour y souscrire, bref en répandant l'argent à flots dans le pays. En tout cas, il n'eût pas risqué d'arrêter net la reprise, vers la mi-juin, en engageant prématurément à la Conférence de Londres des pourparlers en vue de la stabilisation du dollar.

On n'a pas oublié les fausses manœuvres auxquelles se livra, dès son arrivée en Angleterre, la délégation américaine, laquelle n'était d'ailleurs composée — à l'exception du sénateur Pittman — que de partisans du retour immédiat à l'étalon-or. Le 16 juin, on annonça qu'un accord de stabilisation était en vue ; aussitôt les cours des matières premières s'écroulèrent sur les marchés de Chicago, de la Nouvelle-Orléans et de New-York.

On aurait pu le prévoir. Toute déclaration officielle en faveur d'un rattachement du dollar à l'or restituait en effet, son prestige et son attrait au refuge monétaire. La reprise était encore trop récente, trop fragile, les facteurs purement psychologiques trop importants, pour que la thésaurisation ne prît pas aussitôt sa revanche.

C'est alors que M. Roosevelt commença de voir clair. Il refusa de souscrire à l'accord élaboré à Londres par les experts américains, anglais et français. Quelques jours plus tard, néanmoins, la délégation américaine, tenace dans son incompréhension, reprenait les négociations sur une base à peine différente. Cette fois le président se fâcha. Il lança le 30 juin le fameux message où il posait les principes d'une

réforme monétaire et proclamait sa volonté de *diriger* le dollar.

Répudiant les « vieux fétiches » il précisait en effet que les « États-Unis recherchent un dollars tel que, passée une génération, il ait le même pouvoir d'achat et la même valeur que celui que nous voulons assurer dans un avenir prochain ». Ainsi définissait-il sa future politique monétaire comme devant tendre d’abord à relever les prix jusqu'au niveau de 1926, puis à l'y maintenir.

Par quelles « manipulations monétaires » M. Roosevelt comptait-il atteindre ce résultat ? Ni son message à la Conférence de Londres, ni ses autres déclarations de la même époque ne permettaient de le dire.

On assure que quelques jours avant sa retentissante proclamation, étant seul sur son yacht, il avait lu un récent livre de sir Basil Blackett, administrateur de la Banque d'Angleterre, grand partisan de la monnaie dirigée, et que cette lecture avait produit sur lui une impression profonde. Sir Basil Blackett estime avec M. Keynes que c'est par l'inflation ou la déflation de crédit que la monnaie doit être dirigée.

D'autres indices semblent prouver au contraire que c'est à la théorie du dollar-marchandise (*commodity dollar*) des professeurs Irving Fisher et Warren que sont d'abord allées les faveurs du Président des États-Unis : ces économistes, comme on sait, préconisent de faire varier le prix d'achat de l'or, c'est-à-dire le contenu-or du dollar pour agir sur le niveau général des prix.

Quoi qu'il en soit, après avoir lancé sa profession de foi monétaire, le président Roosevelt, pendant près de quatre mois, ne fera rien pour la mettre en pratique. Il ne tentera de

diriger la monnaie ni par l'inflation de crédit, ni par des achats d'or, ni même par des interventions sur le marché des changes. Il se bornera à renouveler son refus de stabilisation, et à maintenir sur le dollar une menace permanente de dévaluation destinée à effrayer et à décourager les thésauriseurs.

Mais ce geste purement négatif ne saurait tenir lieu d'une politique monétaire active ; il n'empêchera pas l'élan spéculatif, déterminé par l'abandon de l'étalon-or, de se briser vers la mi-juillet, les cours de baisser et l'activité économique de marquer un recul.

Il est vrai que le gouvernement de Washington ne se souciera guère de cet accident. Hanté par le souvenir des booms précédents et de leurs suites, il se réjouira au contraire de l'échec subi par la spéculation. Il continuera de négliger le levier monétaire, ou de le considérer comme accessoire.

C'est qu'à ce moment son attention et ses espoirs sont exclusivement concentrés sur la réforme industrielle (N.R.À.). L'application des codes, la réduction des heures de travail et le relèvement des salaires doivent assurer le redressement économique et permettre d'occuper d'ici l'automne cinq ou six millions de chômeurs. Le général Johnson et son état-major l'affirment. Le peuple américain en est convaincu, et le président aussi.

On verra plus loin les raisons pour lesquelles les résultats de la N.R.À. ont déçu cette attente.

Retenons ici qu'au début d'octobre la situation apparaissait sérieuse, voire menaçante. Non seulement le nombre des chômeurs demeurait considérable, mais, à la campagne, les fermiers, rendus furieux par la faiblesse

persistante des cours de leurs produits, reprenaient leurs manifestations violentes et s'opposaient par la force au ravitaillement des villes. De nouveau, le problème des prix des denrées agricoles revenait au premier plan des préoccupations de l'administration.

M. Roosevelt se souvint alors qu'en avril et mai, il avait pu mesurer la puissance de l'arme monétaire. Une dévaluation avait alors déterminé une hausse générale des cours. Une nouvelle dévaluation — voulue et méthodiquement conduite, celle-là — obtiendrait sans doute le même résultat. Le professeur Warren, disciple lui-même du professeur Irving Fisher qui soutenait cette thèse, devint le conseiller écouté de la Maison Blanche.

Le Commodity-Dollar

MM. Fisher et Warren partent de la notion qu'à un moment déterminé l'or possède un certain pouvoir d'achat. Si donc, par le moyen de la dévaluation on augmente le poids de l'or contenu dans le dollar, on diminuera le pouvoir d'achat de la monnaie et l'on fera monter les prix. Plus tard, lorsque aura été atteint le niveau désiré, on pourra le fixer rien qu'en accroissant ou en réduisant la quantité d'or représentée par le dollar, suivant que les cours des matières premières auront tendance à baisser ou à monter. À ce moment, le dollar aura une valeur-marchandise stable et une valeur-or variable. Ce sera un *commodity-dollar*, un dollar-marchandises et non plus un dollar-or.

M. Roosevelt décida donc à la fin du mois d'octobre de faire l'essai de cette théorie. Usant du droit, que lui confère l'amendement Thomas à la loi du 12 mai, de réduire la valeur-or du dollar jusqu'à concurrence de 50 %, il résolut de pratiquer une dévaluation volontaire et graduelle en effectuant des achats d'or à des prix de plus en plus élevés.

À cette nouvelle des protestations indignées s'élevèrent, non pas seulement en Europe, mais en Amérique : plusieurs collaborateurs du président, dont M. Warburg, ainsi que le principal conseiller technique du *Federal Reserve Board*, M. Sprague, donnèrent leur démission et commencèrent une campagne d'articles et de conférences contre la théorie de Warren et de Fisher.

Etant donnée la confusion que ces discussions ont jetée

dans les esprits, il n'est pas inutile de procéder brièvement à un examen critique de la théorie Warren-Fisher, afin de démêler les difficultés réelles qu'elle a rencontrées dans les faits, d'avec les fausses objections qui y ont été opposées dans les controverses.

On a présenté les idées de Warren et Fisher comme d'affreuses hérésies. Or, il suffit de les rapprocher de celles que M. Rist a exposées dans un article de la revue *Foreign Affairs*, en janvier 1934, pour reconnaître leur étroite parenté avec les thèses classiques.

En effet, M. Rist admet l'origine monétaire de la crise et l'attribue précisément à une anomalie dans les variations du pouvoir d'achat de l'or. Selon l'éminent économiste français, la comparaison du niveau des prix des matières premières de 1913 et en 1926 montre que ces prix avaient monté en treize ans — donc que le pouvoir de l'or avait baissé — dans des proportions que ne justifiait aucun facteur naturel, tel que la découverte de nouvelles mines d'or. M. Rist en conclut que le pouvoir d'achat de l'or était destiné à remonter (et par conséquent les prix des matières premières à baisser) ; la crise ne serait donc que l'expression économique d'un phénomène de réadaptation monétaire, par lequel les charges et les prix de revient sont maintenant ramenés au niveau des prix des matières premières.

Il ne rentre pas dans mes intentions de discuter l'explication donnée par M. Rist. Mais M. Walter Lippmann a très justement fait ressortir l'analogie frappante qu'elle offre avec celle de M. Warren, lequel pense, lui aussi, que tout le mal vient de la baisse excessive du pouvoir d'achat de l'or pendant et immédiatement après la guerre, baisse anormale que devait nécessairement suivre une hausse subite.

Une fois admis ce principe, on aperçoit deux manières de

rétablir l'équilibre rompu entre les prix des matières premières qui ont baissé et les charges fixes (dettes, salaires, etc...) qui n'ont guère bougé. L'une — c'est celle de M. Rist — consiste à réduire ces charges par la déflation, c'est-à-dire par les faillites et le chômage. L'autre — celle de M. Warren —consiste au contraire à dissocier le dollar de l'or, de façon à faire remonter les prix en dollars des matières premières, jusqu'à les mettre en harmonie avec le montant des charges fixes.

Partis du même principe, se fondant sur le même diagnostic, MM. Rist et Warren concluent à des thérapeutiques opposées. Mais à l'appui de sa proposition, M. Warren peut faire valoir que trois années durant, de 1930 à 1933, l'Amérique s'était soumise à la déflation, sans autre résultat que de plonger tout un peuple dans la misère et le désespoir ; à bout de force, ce peuple n'accepterait jamais de renouveler la cruelle expérience.

M. Roosevelt mit en application le remède de M. Warren à partir du 21 octobre 1933, et fit effectuer par le Trésor des achats d'or à un cours qu'il relevait de temps à autre. Le premier effet de la manœuvre fut de raffermir les prix. Mais la hausse attendue ne se produisait pas : contrairement aux prévisions de M. Warren, on n'observait pas de concordance exacte entre le relèvement du prix de l'or et celui des cours des matières premières.

Les partisans de la théorie d'Irving Fisher firent observer que la méthode d'application était défectueuse. En effet, le Trésor n'achetait que le métal nouvellement extrait des mines américaines ; faute des autorisations législatives nécessaires, il n'intervenait pas ou presque sur les marchés étrangers ; en conséquence, le dollar continuait de valoir davantage à l'extérieur que sa parité-or officielle, ainsi qu'en témoignaient les cours des changes. Mais cette explication

ne suffit pas à expliquer l'échec relatif de la tentative.

En réalité, la théorie de Fisher ne saurait se vérifier avec une rigueur mathématique que dans le cas d'un petit pays, dont l'économie n'influe guère sur les prix mondiaux, donc sur le pouvoir d'achat de l'or. Ainsi, la Suède a pu par des moyens similaires, diriger avec une grande précision le niveau de ses prix intérieurs. Mais, s'agissant des États-Unis, vu la masse des échanges qui s'y produisent, les prix en dollars ont une inertie propre et n'obéissent qu'incomplètement ou qu'avec retard au mécanisme de Fisher, cependant que les prix-or mondiaux se trouvent eux-mêmes ébranlés par cette action.

Tout se passe comme si on voulait soulever un fardeau considérable (les prix intérieurs libellés en dollars) au moyen d'un levier, dont le point d'appui (les prix mondiaux libellés en or) ne résiste pas suffisamment à la pression et tend à s'enfoncer dans le sol.

Effectivement, durant la période où le Trésor américain a procédé à des achats de métal, les prix mondiaux, exprimés en or, ont faibli. La politique monétaire des États-Unis parvenait à maintenir les prix-dollars, mais faisait baisser les prix-or. Les achats d'or contre dollars provoquaient — et c'est d'ailleurs naturel une revalorisation de l'or, donc une aggravation de la crise dans les autres pays. Résultat dont nul n'avait à se féliciter.

Le nouveau Gold Act

À la fin de 1933 l'expérience poursuivie sur les conseils du professeur Warren était toujours l'objet de furieuses attaques. Les partisans de la stabilisation du dollar menaient une campagne violente, cependant que les inflationnistes préparaient, pour la réunion du Congrès, une offensive non moins vigoureuse en faveur d'une émission pure et simple de billets. Un tiers parti s'agitait pour l'expansion de crédit.

Entre ces divers courants, M. Roosevelt sut naviguer avec une suprême habileté. Le projet de loi monétaire, qu'il fit voter le 27 janvier, fut politiquement un coup de maître, car il réalisait un compromis susceptible de satisfaire les trois tendances.

Le nouveau *Gold act* fixe à la valeur-or du dollar une limite supérieure, soit 59,06 % de l'ancienne. À ce taux, il est immédiatement procédé à une réévaluation du stock d'or. Mais le président conserve le droit de poursuivre la dévaluation jusqu'au niveau de 50 %, limite inférieure prévue par l'amendement Thomas.

Ainsi, les stabilisateurs et les défenseurs de la « saine monnaie » reçoivent de sérieux apaisements, puisque les possibilités de fluctuation du dollar sont désormais réduites. D'autre part, la marge de « manipulation » du prix de l'or entre 59,06 % et 50 % est une concession faite à la théorie Fisher-Warren. Quant aux partisans de l'inflation fiduciaire et à ceux de l'expansion de crédit, ils savent que, grâce à la réévaluation des réserves, ils pourront avoir satisfaction, sans que leurs adversaires puissent rien trouver à redire.

Enfin, le Gold Act transfère la propriété des stocks d'or au Trésor fédéral, et les banques de réserves n'ont plus en

mains que des certificats représentatifs. Cette clause est significative. Elle veut dire que c'est désormais le gouvernement fédéral qui, ayant pouvoir de fixer la valeur-or du dollar entre certaines limites, est le maître de la politique monétaire du pays et possède le droit et les moyens de diriger la monnaie.

Nous verrons dans un instant que tout indique qu'il entend le faire par le moyen de l'expansion ou la reflation de crédit.

Notons pour le moment que les effets psychologiques du vote du *Gold Act* ont été particulièrement heureux. Les controverses monétaires ont cessé, et, avec elles, la méfiance qu'elles entretenaient. Les cours des obligations ont vivement remonté, et cette hausse facilite les émissions de fonds d'État en même temps qu'elle entraîne une nouvelle détente du loyer de l'argent.

Les capitaux émigrés depuis le mois de février ont reflué rapidement vers l'Amérique. Il en résulte une aisance monétaire dont l'économie ne peut que bénéficier.

M. Roosevelt est maintenant en mesure d'aborder le problème monétaire et financier fondamental, problème dont il n'a que trop longtemps retardé la solution ; à savoir celui de la *reflation de crédit*.

Vers la reflation de crédit

On parle souvent de l'inflation dont l'Amérique est menacée, et jamais de la déflation dont elle souffre encore actuellement. Autant parler d'inondation dans une maison qui brûle.

Il suffit de quelques chiffres pour le montrer.

Dans un pays, comme l'Amérique, où les paiements se font en général par virements ou par chèques, l'importance de la déflation se mesure en effet à la diminution du volume de monnaie bancaire ou scripturale en circulation.

Or, le montant total de la monnaie scripturale était le 3 octobre 1928 de 47.977 millions de dollars. Le 4 octobre 1929, il s'élevait à 48.279 millions.

Mais à partir de cette date, il commençait à diminuer et bientôt se produisait une chute verticale dont voici les étapes :

24 septembre 1930	47.743 millions
29 septembre 1931	42.859 —
30 septembre 1932	35.436 —
30 juin 1933	30.045 —

Ainsi d'octobre 1929 à juin 1933, la destruction de monnaie scripturale atteignait 18.234 millions de dollars, soit 37,8% du montant primitif.

Depuis le 30 juin 1933, il n'a pas été publié de nouvelle statistique d'ensemble. Mais on connaît les chiffres arrêtés au 9 novembre dernier pour les banques affiliées au système de réserve fédérale dans les 90 villes principales des États-Unis. Ils ne dénotent aucun changement. On est en droit d'en conclure qu'au milieu de l'automne, la déflation était

encore à son point maximum.

Sans doute doit-on faire état, en regard de cette contraction de la monnaie bancaire, d'une augmentation des billets en circulation. Mais elle est, en comparaison, presque négligeable, puisque, de 1930 à 1933, elle n'a pas même atteint 1 milliard de dollars.

Les économistes de toutes les écoles, même s'ils nient la valeur rigoureuse de la théorie quantitative de la monnaie, sont d'accord pour penser qu'il ne saurait y avoir de relèvement important du niveau des prix, ni de reprise durable de l'activité économique, sans une reflation de crédit substantielle.

Ils ne diffèrent que sur le point de savoir si cette reflation peut être délibérément provoquée, ou si c'est seulement de façon spontanée qu'elle peut s'opérer.

C'est ici qu'il faut introduire une première interprétation des faits américains, ainsi que des mesures dont l'ensemble constitue le *New Deal*. Cette interprétation peut être formulée de la manière suivante :

Conscients ou inconscients, la plupart des efforts de l'administration Roosevelt pour le redressement économique tendent à déterminer la reflation de crédit, et c'est de l'échec ou de la réussite de cette tentative que dépend en fin de compte le succès ou la faillite de ce qu'on appelle l'expérience américaine.

Cet axiome étant admis, on possédera la clef des préoccupations et des attitudes du gouvernement de Washington, on apercevra la ligne générale de sa politique.

Reflation de crédit signifie constitution de nouveaux

dépôts, c'est-à-dire de capitaux liquides qui, s'ils pénètrent et circulent dans l'économie, vont être répartis entre les membres de la collectivité sous forme de revenus nouveaux, donc de nouveau pouvoir d'achat. Or, c'est au développement du pouvoir d'achat national qu'aspire le gouvernement américain. La reflation de crédit est donc forcément son objectif.

À vrai dire, ce fut aussi, un moment, celui de M. Hoover, en dépit de son conservatisme. À la fin de l'année 1931 et au début de 1932, il avait créé, précisément, à cette fin, plusieurs institutions d'État et notamment la *Reconstruction Finance Corporation* (R. F. C.). Leur but était de faire des prêts aux Chemins de Fer et aux Banques, aux Sociétés et aux individus ; pour se procurer les fonds, elles étaient autorisées à émettre des obligations munies de la garantie fédérale ; les Banques de Réserve pouvaient faire l'acquisition de ces titres, et créer en contre-partie de nouveaux crédits, par le jeu de l'*open market policy*.

Ce mécanisme a fonctionné à partir de janvier 1932. Et, pendant l'été qui a suivi, on a même pu croire que la reflation de crédit allait être effectivement réalisée et porterait ses fruits. Une reprise se dessina.

Mais bien vite les espoirs furent déçus. Dans le même temps, en effet, une défiance croissante s'emparait du public à l'égard des banques ; et celles-ci, pour assurer leur liquidité, révoquaient les crédits anciens plus vite qu'il n'en était créé de nouveaux. Dans la course engagée entre la thésaurisation privée et la reflation due à l'initiative de l'État, la première l'emportait. Elle devait, à la fin de février 1933, gagner une victoire complète. Le président Hoover avait totalement échoué dans sa timide tentative de reflation.

Après un faux départ, après de nombreuses tergiversations, M. Roosevelt s'est remis à la tâche. Il la poursuit aujourd'hui avec des moyens infiniment plus puissants que son prédécesseur.

Non seulement la R. F. C. multiplie les prêts ; mais elle renfloue les banques qui ont suspendu leurs paiements. Mais aussi, par le jeu des dépenses extraordinaires, par l'aggravation voulue du déficit budgétaire, par le financement des grands travaux publics, le gouvernement s'emploie directement à augmenter le volume du crédit.

Le résultat obtenu n'est encore, au début de l'année 1934, que l'arrêt du processus de déflation et non pas une reflation effective. Résultat important, mais incomplet : il ne suffit pas que la création de nouveaux crédits compense l'annulation des anciens, il faut qu'elle la dépasse en importance.

On verra plus loin les causes de ces difficultés. Au préalable, quelques éclaircissements sont nécessaires au sujet des répercussions de cette politique d'expansion de crédit sur le problème de l'étalon monétaire international.

Reflation et étalon international

Si la question de la reflation intérieure est passée au premier plan, il s'ensuit que l'aspect international du problème monétaire a perdu de son intérêt pour l'Amérique.

Occupée avant tout de reconstituer le marché national,

elle s'inquiète beaucoup moins de ce qu'il advient des monnaies des autres pays.

Elle possède une réserve métallique que la réévaluation vient de porter au-dessus de 7 milliards de dollars. Sur cette base, elle peut édifier un édifice de crédits bancaires largement supérieur à 200 milliards : en d'autres termes, le chiffre actuel peut être multiplié pour le moins par le coefficient 7. Et c'est beaucoup plus qu'il n'est nécessaire.

Telle est la liberté d'action du gouvernement américain aujourd'hui qu'il peut, tout en demeurant attaché à l'étalon-or, procéder à une inflation colossale. Ce qui revient à dire qu'il peut, sans enfreindre les règles de l'étalon-or, faire monter les prix en dollars, donc aussi en or, dans d'énormes proportions.

Il y a un précédent historique à cette situation : après la guerre, et jusqu'en 1925, comme l'a montré M. Rist dans l'article déjà cité, les États-Unis ont pu, en accumulant de puissantes réserves de métal, pratiquer une vaste inflation, sans abandonner l'étalon-or, et provoquer une hausse des prix-or.

Cette éventualité et ses conséquences possibles peuvent paraître une menace pour un lointain avenir, si les États-Unis répètent aussi les fautes de 1928-29. Mais dans le présent immédiat, ce qui importe aux Américains, c'est qu'ils possèdent les moyens monétaires propres à rétablir chez eux les prix et l'activité économiques ; et ces moyens, bien entendu, ils les utiliseront.

Néanmoins, ils redoutent, dans l'intérêt de leur commerce extérieur, que l'Angleterre ne fasse fléchir la livre. La constitution, en vertu du *Gold Act*, d'un vaste fonds d'égalisation des changes, répondait à cette crainte. Au cas

où le sterling eût trop baissé au gré des États-Unis, ils eussent employé cette masse de manœuvre sur le marché des changes pour en arrêter la chute .

Les grands arrivages d'or venus de l'étranger ne sont pas non plus considérés sans quelque appréhension. Ils dénotent un afflux de capitaux, en quête de placements, dont l'apparition sur les marchés risque de provoquer un boom spéculatif, suivi, comme toujours, d'un choc en retour. On voudrait que la reflation de crédit justifiât la hausse, et non qu'un mouvement de pure spéculation, dû à des causes extérieures, la déterminât.

Quant au rétablissement d'un étalon monétaire international, il semble encore lointain, voire problématique. Il présuppose une répartition des stocks d'or entre les divers pays du globe. Ces stocks sont limités, et il n'est même pas sûr que, si chacun se contentait de ce qui est strictement nécessaire à ses besoins, il y en aurait assez pour tout le monde. Mais les États-Unis — comme la France — tiennent à posséder des réserves dépassant largement leur part proportionnelle. D'autre part, le *Gold Exchange Standard* — qui était un expédient commode pour remédier à l'insuffisance d'or ou à sa mauvaise répartition — est définitivement discrédité.

Le vieil étalon-or est mort, le nouveau n'est pas encore conçu, disait récemment l'un des meilleurs experts monétaires d'Amérique.

Le bimétallisme, il est vrai, pose sa candidature ; il compte en Amérique des défenseurs énergiques et influents. M. Roosevelt leur a déjà donné des satisfactions. Il est fort possible qu'il aille bientôt plus loin dans cette voie, et même qu'il adopte, comme base monétaire, un lingot comportant à

la fois de l'or et de l'argent dans une proportion fixe (*symmetallism or bimetallism on a fused basis*).

Mais ce serait une erreur de croire que ce projet ait pour but primordial de rétablir un étalon international ; avant tout, il s'inspire de l'intérêt particulier des États producteurs d'argent. Encore moins compte-t-il, comme facteur de redressement de l'économie intérieure générale des États-Unis. L'adoption du bi- ou du symmétallisme ne modifierait en rien les données du problème de la reflation, tel qu'il se pose actuellement. On a vu en effet, qu'avec l'étalon-or l'expansion de crédit pourrait dépasser 200 milliards, alors que l'objectif actuel n'est même pas 50 milliards. Dans ces conditions, que servirait-il de relever de quelques dizaines ou même d'une centaine de milliards une limite théorique qu'il n'est pas question d'atteindre ?

Les voies et les difficultés de la reflation

Un gouvernement qui désire pratiquer la reflation de crédit sans recourir à une inflation de billets brutale et dangereuse n'a guère de choix sur la méthode à suivre : il est conduit à dépenser plus d'argent que le contribuable ne lui verse d'impôts, donc à déséquilibrer volontairement son budget, et à emprunter pour combler le déficit. Les obligations et les bons sont offerts en souscription aux banques ; soit aux Banques Fédérales de Réserve (lesquelles correspondent aux Banques Centrales des autres pays) et qui, par le mécanisme de l'*Open market policy*, peuvent mettre en portefeuille des titres d'État en couverture d'émissions de billets ou de crédit. Soit encore aux banques affiliées au Système de Réserve (lesquelles correspondent à

nos établissements de crédit et à nos banques commerciales) et qui, lorsqu'elles possèdent des réserves suffisantes , peuvent à leur tour émettre des crédits.

Les deux moyens ont été appliqués. Mais depuis quelque temps, comme les banques affiliées disposent de réserves considérables, on n'emploie guère plus que le second. Le système est donc le suivant : les banques achètent les obligations ou bons de l'État fédéral, et les payent en ouvrant dans leurs livres des crédits en faveur du gouvernement ; ces crédits servent à payer les dépenses extrabudgétaires et entrent de cette manière dans la circulation.

Dans la pratique, ce mécanisme n'a pas fonctionné exactement comme on l'avait prévu. D'abord, durant de longs mois, les grandes dépenses extrabudgétaires, bien que décidées en principe, n'ont pas été effectuées en réalité ; puis, vers le mois de novembre, quand le gouvernement s'est enfin mis à emprunter et à mettre de l'argent en circulation, on a vu se produire un phénomène inattendu : à mesure que les nouveaux crédits étaient ouverts et utilisés par l'État, d'anciens crédits étaient remboursés aux Banques par leur clientèle, soit que celle-ci profitât de l'aisance monétaire pour payer spontanément ses vieilles dettes, soit plutôt que les banques, soucieuses d'assurer leur liquidité, exigeassent ces règlements. Finalement, la reflation de crédit demeure imperceptible, ou tout au moins, ne se réalise qu'avec une extrême lenteur.

On verra, au chapitre *Pronostics*, ce qu'il faut penser d'un état de choses qui n'est pas sans inquiéter les experts monétaires et financiers, et contre lequel le gouvernement tente de réagir en pressant les banques de proroger les crédits anciens de leur clientèle et de lui en ouvrir de nouveaux à court et à moyen terme.

Outre cette première difficulté, il en existe une seconde, et qui tient au régime actuel du marché des crédits à long terme ou marché des capitaux. Pour que crédits ou capitaux entrent et demeurent dans la circulation, il faut, bien entendu, que ceux qui sont prêts à s'investir à long terme, aient l'occasion et la possibilité de le faire ; en d'autres termes l'épargne doit trouver des placements.

Or le jeu d'une des réformes les plus importantes du *New Deal* — le *Federal Securities Act*, loi de protection de l'épargne — entrave actuellement cette fonction essentielle du régime capitaliste.

Le *Federal Securities Act* impose aux sociétés émettrices d'actions ou d'obligations, des engagements sévères qui s'inspirent pour la plupart de ceux que prévoit la loi anglaise.

Toutefois, les responsabilités que cette dernière fait encourir aux Sociétés émettrices, le *Federal Securities Act* les étend, en les aggravant, à tous les intermédiaires qui placent les titres dans le public, c'est-à-dire aux banquiers et aux courtiers. L'énumération des renseignements à fournir dans les déclarations à remettre à l'administration et dans les prospectus d'émission comporte une multitude de précisions qui ne visent pas seulement les commissions prévues à l'occasion du placement, mais encore le nombre de titres détenus par les administrateurs et directeurs, les noms de tous actionnaires détenant au moins 10 % du capital, les traitements de tous directeurs ou administrateurs touchant plus de 25.000 dollars par an, toutes les sommes versées depuis deux ans à des *promoters* (lanceurs d'affaires), la date et le résumé de tout contrat passé depuis deux ans dont l'objet ne se rattache pas aux affaire courantes de la Société émettrice, tout prêt fait par la

Société à l'un des directeurs ou associés, etc., etc., et d'une manière générale « tous les faits nécessaires pour rendre la déclaration complète et non équivoque ».

En cas d'inexactitude ou d'omission sur un point quelconque dans la déclaration ou le prospectus, les administrateurs de la Société émettrice, les comptables, ingénieurs ou experts auteurs des rapports ayant servi de base, les banquiers et les intermédiaires s'exposent, pendant dix ans, de la part de tout porteur de titre, è une action civile en remboursement des sommes versées par lui, augmentées des intérêts courus depuis la date d'émission.

En dehors des sanctions civiles, tout contrevenant peut être condamné à une peine pouvant s'élever à 5.000 dollars.

La rigueur de ce texte effraie aussi bien les Sociétés qui seraient désireuses de faire appel à l'épargne que les banquiers eux-mêmes. Ceux-ci sont en outre empêchés, par une clause de la loi Steagall, laquelle interdit certaines activités aux banques de dépôts, de souscrire à des émissions aux fins de placer ultérieurement les titres dans leur clientèle.

Il faut ajouter que la haute finance américaine profite peut-être de l'occasion, en exagérant ses craintes et ses difficultés, en faisant une sorte de grève des bras croisés, pour manifester son mécontentement et sa puissance.

Dans ces conditions, le marché des capitaux est pratiquement fermé à l'initiative privée. Les épargnes individuelles, au lieu de s'investir et de rentrer dans la circulation par le financement des entreprises, tendent donc à retourner vers les banques, dont elles servent à rembourser les anciens prêts.

Les obstacles que rencontre actuellement la tentative américaine de reflation de crédit sont donc sérieux. Ils ralentissent et risquent même d'arrêter dans un avenir prochain le redressement économique du pays. On verra cependant qu'ils ne sont pas impossibles à surmonter.

Chapitre IV : Les procédés de reflation

Toutes les lois votées depuis le mois de mars 1933 et qui comportent des engagements de dépenses extraordinaires, sans recettes budgétaires en regard, peuvent être considérées sous deux aspects, soit qu'on les regarde comme des mesures tendant à remédier à telle ou telle situation particulière, soit qu'on les envisage comme des moyens de reflation. Sans doute, dans quelques cas, ont-elles été surtout décidées en vertu de la première raison ; mais, dans leur ensemble, elles ont joué, et jouent encore, essentiellement un rôle monétaire.

Dans l'interprétation qui sera donnée ici de l'expérience américaine et, à mon sens, dans toute explication rationnelle des événements, c'est le point de vue de la reflation qui domine: ce qui ne veut pas dire qu'aux yeux d'un grand nombre d'Américains, voire même au sein de l’Administration, la question monétaire ne soit pas rejetée au second plan. Mais la logique interne des situations et des faits est plus forte que les opinions et les résistances individuelles.

Les textes relatifs aux crédits hypothécaires et agricoles, au *Civilian Conservation Corps*, à l'assistance aux chômeurs et aux travaux de la vallée du Tennessee, promulgués au début de la législature, ne relevaient pas d'un programme de reflation ; d'ailleurs, à cette époque, l'administration Roosevelt se déclarait encore déflationniste. Des circonstances ou des motifs spéciaux en avaient déterminé l'adoption : revendications des agriculteurs, existence de

jeunes chômeurs turbulents qu'il paraissait sage d'embrigader, nécessité de porter un secours immédiat à la détresse de la population ouvrière, volonté de poursuivre une expérience tendant à la réhabilitation d'une contrée déshéritée.

Néanmoins, toutes ces mesures, du fait des énormes dépenses engagées, participent, quoi qu'en aient pensé leurs auteurs, à la lutte contre la déflation et à l'entreprise de reflation du système monétaire et financier américain.

Il en va de même de l'activité de la *Reconstruction Finance Corporation*, vaste Banque d'état fondée en février 1932 par le président Hoover et qui, en deux ans, a avancé plus de 4 milliars 1/2 de dollars à l'économie américaine, dont 400 millions aux Compagnies de chemins de Fer, autant aux Caisses de Crédit hypothécaires, 87 millions aux Compagnies d'Assurance et près de 1500 millions aux Banques.

Mais les prêts consentis par la R. F. C. aux Compagnies de Chemins de Fer ont, bien entendu, pour effet de les mettre sous la dépendance de l'État, et peut-être de préparer les voies à leur nationalisation dans l'avenir.

Le renflouement des banques

En dehors des prêts dont il avait été question plus haut, la R. F. C. a souscrit et mis en portefeuille des actions de banques. Ces prises de participation véritable ont été autorisées par l'*Emergency Banking Act* du 10 juin 1933, loi qui a pour objet le renflouement des établissements

demeurés fermés depuis le moratoire, et, d'une façon générale, la consolidation de la situation bancaire du pays.

La R. F. C. est ainsi intervenue dans les augmentations de capital d'environ 4.500 établissements (soit plus du quart des banques existant aux États-Unis) au nombre desquels figurent les plus importants . Le plus souvent, la R. F. C. a souscrit des actions de préférence, parfois des *capital notes* gagées sur des actions. L'importance des participations varie beaucoup ; elle représente, dans d'assez nombreux cas, un intérêt de contrôle.

Toutefois, le plus souvent, les statuts des Sociétés n'accordent de droit de vote aux actions de préférence qu'autant qu'il ne leur est pas payé de dividende. Il est donc difficile de dire dans quelle mesure et dans quels cas la R. F. C. possède un pouvoir de contrôle sur les banques américaines. Dans certaines circonstances elle a déjà exercé une influence déterminante sinon dans la gestion, du moins dans la désignation des directeurs de certaines banques.

Pour le moment, c'est avec la plus grande discrétion que la R. F. C. intervient ; le gouvernement se défend même de vouloir exercer autre chose qu'une surveillance lointaine, et prétend ne jamais donner d'ordres, mais tout au plus des conseils.

Mais le seul fait que la R. F. C., c'est-à-dire l'État, soit devenu actionnaire des banques, est en soi un événement gros de conséquences : ce peut être un jour, en effet, le point de départ d'une mainmise complète sur le système bancaire.

Les travaux publics

De tout temps, l'exécution de grands travaux publics a été proposée pour combattre les crises. C'est un remède naturel au chômage, préconisé dans les manuels classiques d'économie politique ; l'école libérale elle-même reconnaît que l'État, en période de dépression, peut se substituer à l'initiative privée pour financer des investissements et donner du travail aux industries de capital.

L'originalité du programme Roosevelt de travaux publics réside dans son envergure ; les sommes engagées sont du même ordre que les dépenses budgétaires d'une année entière. En outre, c'est sans doute la première fois qu'un tel programme est destiné, dans l'esprit de ses auteurs, à jouer un rôle monétaire et à opérer une reflation de crédit.

Or, quelles qu'aient été depuis les vicissitudes de la politique monétaire américaine, c'est bien ainsi qu'il avait été conçu à l'origine, lorsque fut inséré dans la loi du *Redressement Industriel National* (N. I. R. À.) tout un chapitre relatif à l'exécution de 3.300 millions de dollars de travaux publics. La somme fut trouvée énorme à l'époque ; aujourd'hui, elle paraît trop faible, et on l'augmentera sans doute .

L'administration des Travaux publics (P. W. À.) placée sous la haute direction du secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Ickes, a rencontré les plus grandes difficultés dans l'accomplissement de sa tâche.

Elle a dû lutter contre les éléments conservateurs de

l'Administration, et notamment contre les fonctionnaires de la Trésorerie et du Budget qu'effrayait une politique d'emprunts. Surtout, elle a eu le plus grand mal à élaborer des projets de travaux. Si extraordinaire que la chose paraisse, il n'existait pas, aux États-Unis, de programme tout prêt, et pour l'exécution duquel il ne manquait que l'argent. Il a fallu, au contraire, solliciter de chaque État des propositions, et bien entendu l'élaboration en a été souvent retardée par les discussions et les rivalités locales. Chacun des projets a dû ensuite faire l'objet à Washington d'une critique serrée pour barrer la route au gaspillage, au favoritisme, à la fraude et à la corruption. M. Ickes, homme intègre et consciencieux, tenait à ce que son administration donnât l'exemple de la plus sévère probité. Elle éplucha les contrats et n'y laissa rien subsister qui prêtât au moindre soupçon. Mais ce fut aux dépens de la rapidité. On a dit qu'un excès de scrupules avait fait perdre de vue l'urgence de l'entreprise.

Bref, ce n'est qu'à la fin du mois de décembre, plus de sept mois après le vote des crédits, que l'administration des Travaux publics a pu annoncer qu'elle avait engagé intégralement les 3.300 millions de dollars de dépenses prévues. Encore ce résultat n'avait-il été atteint qu'en affectant une partie des crédits à des usages qui n'avaient pas été envisagés tout d'abord. Par exemple, 238 millions ont été employés à la construction de navires de guerre, 100 millions ont été versés aux Caisses de crédit agricole, une centaine de millions a été mise à la disposition du ministère de la Guerre.

An titre des Travaux publics proprement dits, 571 millions de dollars ont été attribués, sous forme de prêts, aux États et aux municipalités, 200 millions de dollars aux chemins de fer, 400 millions sont destinés à la construction de routes, 148 millions à la construction de logements à bon marché.

Les États et les municipalités ont employé l'argent qui leur a été prêté à des travaux d'adduction d'eau, à la construction d'égouts, de ponts, d'hôpitaux, d'écoles, de bibliothèques, à la réfection des rues, etc...

Le gouvernement fédéral lui-même a prélevé sur les fonds de la P. W. À. des sommes importantes pour la continuation et l'achèvement de travaux commencés antérieurement et pour l'amélioration de nombreux services publics. En outre, certains organismes de crise ont eu leurs frais couverts sur les crédits de la P. W. À.

Parmi les postes principaux, on relève les travaux du Boulder Canyon et le réservoir du Grand Coulee, les travaux contre les inondations du Mississipi et de l'Ohio, l'aménagement des ports et des rivières, et surtout l'exécution de programme de la vallée du Tennessee (*Tennessee Valley Authority*), l'organisation et l’entretien du Corps de Conservation civile (C. C. C.).

L'entreprise de la vallée du Tennessee est antérieure à la crise. Pendant la guerre déjà, sous Wilson, l'administration fédérale avait construit sur le Tennessee des barrages, des stations hydro-électriques, des fabriques de nitrate et d'explosifs (à Muscle Shoal). Quelques années plus tard, des journaux et des hommes politiques d'opinions avancées avaient demandé que le gouvernement prît les travaux déjà exécutés pour base et qu'il produisît et distribuât à bas prix la force et la lumière électriques, de manière à concurrencer l'industrie privée et à la contraindre à abaisser ses tarifs.

Avant même de prendre le pouvoir, M. Roosevelt déclara faire sien ce projet. Les experts du *Brain Trust* en poursuivirent la mise au point ; ils le développèrent même jusqu'à en faire un grand programme d'aménagement et

d'enrichissement d'une région couvrant 640.000 milles carrés. La mise en valeur des terres, la production d'engrais, la création de communautés tout à la fois agricoles, artisanales et industrielles, capables de se suffire à elles-mêmes : bref, l'exploitation planifiée des richesses naturelles de la vallée du Tennessee doit non seulement améliorer les conditions d'existence d'une population qui a toujours compté parmi les plus pauvres des États-Unis, mais permettre encore d'y adjoindre des éléments immigrés.

Ce programme est en cours d'exécution. Les installations hydro-électriques produiront bientôt du courant qui sera livré à la moitié, et, dans certains cas, au tiers des tarifs en vigueur à New-York. L'apparition de l'État comme concurrent direct d'une grande industrie privée est un événement dont les conséquences sociales peuvent être considérables et dont les grands intérêts directement menacés s'inquiètent d'ailleurs très vivement.

Au contraire de l'aménagement de la vallée du Tennessee, la création du *Civilian Conservation Corps* est une mesure de crise, prise en vertu d'un vote du Congrès du 31 mars 1933. Le financement en a été assuré par les Travaux Publics. Elle avait pour but immédiat le relèvement matériel et la rééducation morale des jeunes chômeurs de 18 à 25 ans qui, traînant dans les rues ou vagabondant dans les campagnes, constituaient des éléments redoutables d'agitation et de désordre.

Des camps de travail ont donc été institués, au nombre de 1.451, répartis dans 47 États. 250.000 jeunes gens ont été enrôlés, depuis le printemps, revêtus d'un uniforme et soumis à une discipline quasi militaire, sous les ordres d'officiers et de sous-officiers de l'armée. Ils sont employés principalement au reboisement des forêts, mais aussi à l'installation de lignes téléphoniques et à la construction de

routes. Ils travaillent 40 heures par semaine et reçoivent 30 dollars par mois, dont ils doivent reverser 25 à une personne de leur famille. Les loisirs sont occupés par des jeux et des sports organisés.

Les résultats obtenus varient naturellement selon les sujets recrutés, et surtout selon les qualités des chefs de camp. On cite des réussites remarquables et aussi des échecs désastreux, sanctionnés par des désertions en masse.

Le directeur de l'*Emergeney Conservation Corps*, dans son premier rapport semestriel, vante les effets de la vie disciplinée et du travail au grand air sur le physique des recrues .

Il a été payé en six mois 77 millions de dollars de salaires, dont les familles des jeunes gens ont reçu 50 millions. Par l'achat de denrées alimentaires, de vêtements et de fournitures, l'Administration des C. C. C. a versé plus de 150 millions de dollars dans l'économie générale du pays.

Les critiques adressées au C.C.C. sont surtout d'ordre politique. Il est certain que le gouvernement a vu dans cette organisation une mesure de protection contre le risque de mouvements sociaux. Mais c'est aussi bien contre l'agitation fasciste que contre la propagande communiste qu'il a cherché à se prémunir.

***

Contrairement à ce que prévoyaient les plans primitifs, la P. W. À. finance relativement peu de travaux comportant des

commandes à l'industrie de capital, à la métallurgie et au bâtiment. C'est évidemment une grave lacune de son programme, du point de vue du rétablissement général de l'économie.

On ne manquera pas d'être frappé notamment, en parcourant la liste des dépenses engagées, qu'il y en ait si peu qui soient consacrées à l'édification d'habitations à bon marché. Ce n'est pas faute cependant que la nécessité ne s'en fasse sentir ; et il n'y a eu à cet égard ni oubli, ni mauvaise volonté de la part de l'Administration. Mais elle a rencontré des difficultés impossibles à surmonter dans les courts délais qui lui étaient impartis.

Les travaux civils

En novembre 1933, huit mois après l'accession au pouvoir de M. Roosevelt, les grands travaux publics, conçus comme une pièce maîtresse de l'œuvre de redressement économique, étaient à peine commencés. On prévoyait que la mise en train prendrait encore tout l'hiver et le printemps, et qu'ils ne marcheraient à plein qu'à partir de juillet 1934.

Le retard — quelles qu'en aient été les causes — venait déjouer tous les plans de l'Administration. Si faibles étaient les dépenses déjà effectuées, si insuffisantes celles qui allaient l'être prochainement, qu'on n'en pouvait attendre aucun effet de reflation. Les chômeurs dont on avait escompté le réembauchage, grâce aux grands travaux publics, demeuraient sans emploi. Les froids approchaient et c'était un axiome indiscuté que le peuple américain ne supporterait pas un nouvel hiver pareil aux précédents. La

menace, pour être imprécise, n'en était que plus inquiétante.

Un des grands mérites politiques de M. Roosevelt est de savoir prendre au moment psychologique les décisions opportunes. Il n'y a pas de doute que celle de créer la *Civil Works Administration* n'ait presque miraculeusement sauvé la situation.

Le 8 novembre, le président annonçait à la presse qu'un nouveau programme de travaux publics (dits travaux civils) allait incessamment être mis à exécution. Dès le lendemain la P. W. À. mettait 400 millions de dollars à la disposition d'une nouvelle institution, placée sous la direction d'un homme jeune et actif, M. Harry Hopkins, qui avait fait ses preuves dans l'organisation et la gestion de diverses œuvres sociales.

La *Civil Works Administration* se voyait assigner la tâche de dépenser ces 400 millions de dollars en moins de quatre mois et de donner presque immédiatement du travail et des salaires normaux à 4 millions de personnes. Le but déclaré était non seulement de porter remède au chômage, mais de déterminer une « vaste augmentation » du pouvoir d'achat dans le pays et de stimuler le programme de redressement tout entier.

On imagine les difficultés d'une pareille improvisation impliquant l'élaboration immédiate de plans de travail, la création de comités administratifs dans 4.000 comtés et dans toutes les villes de quelque importance, l'embauchage quasi instantané de 4 millions de chômeurs, la distribution des salaires, etc., etc.

On fit naturellement appel aux organisations d'assistance existantes, dont plusieurs avaient déjà organisé des ateliers

; on invita toutes les administrations fédérales à coopérer à l'entreprise. On convia les chômeurs eux-mêmes —et plus spécialement ceux des classes intellectuelles — à présenter des projets : ils devaient comporter un minimum de dépenses de matériel, être de type non rentable, mais d'intérêt public, pouvoir être poursuivis durant l'hiver et terminés à la fin de février.

La hardiesse de la réalisation ne le cède en rien à celle de la conception : dès le 20 novembre, 1.108.692 ouvriers et employés reçoivent un premier salaire. La semaine suivante, on compte 460.000 engagements nouveaux, la troisième 600.000 et au 31 décembre le total atteint 3.600.000.

Les ouvriers travaillent 30 heures par semaine, les employés de bureau et les travailleurs professionnels, 39 heures.

Les salaires sont fixés, en principe, sur la base des taux courants, dans chacune des localités. Les tarifs minima varient de 12 dollars par semaine, pour les employés de bureau non spécialisés, dans le Sud, à 24 et 45 dollars par semaine pour les travailleurs professionnels, dans le Nord.

La C. W. À., il faut le dire, renverse toutes les idées reçues. L'histoire nous offre bien le précédent des ateliers nationaux, mais cette fois, le principe général, sur lequel l'entreprise est fondée, heurte tous les vieux dogmes sociaux. L'objectif n'est plus de faire des économies, mais de dépenser le plus d'argent possible, le plus vite et le mieux possible. Qu'on se figure seulement ce qui se passerait en France si, du jour au lendemain, une pareille règle se trouvait établie, si tous les projets utiles, qu'écartent actuellement des considérations de prix, devenaient subitement réalisables.

L'Amérique a connu ce coup de baguette magique. D'un instant à l'autre, des millions d'êtres, la veille encore rivés à une chaîne de misère, ont connu la joie du travail et du gagne-pain retrouvés. D'innombrables pauvres honteux qui préféraient se laisser mourir de faim et de froid plutôt que de voir leurs noms inscrits sur les listes de l'assistance publique, am osé demander et ont obtenu le moyen de vivre honorablement. L'effet moral fut prodigieux. Un témoin, que ce souvenir remplissait encore d'émotion, me parlait de cris de joie qu'il avait entendus dans les rues de sa ville, des gens qui s'abordaient pour se dire : j'ai du travail! (*I have got a job!*)

Quand même les *Civil Works* n'inscriraient à leur actif que ce bienfait moral, ils mériteraient la reconnaissance du peuple américain et l'on pourrait passer condamnation sur les abus, sur la fraude et la corruption auxquelles ils ont pu donner lieu : on en a naturellement pu relever quelques exemples frappants et dont l'opposition républicaine a, vainement d'ailleurs, essayé de tirer parti auprès de l'opinion .

Mais l'œuvre matérielle n'est pas moins remarquable.

Plus on entre dans le détail du programme de la C.W.À. plus on est pris d'étonnement à considérer le nombre et l'importance des travaux que suggère l'intérêt social, dès que l'obstacle de la dépense cesse de s'opposer à leur réalisation.

Une idée de la diversité des projets exécutés est donnée par la seule énumération des dix catégories dans lesquelles ils sont classés dans les rapports officiels, à savoir :

1° Routes et rues ;

2° Écoles et Universités ;

3° Parcs et champs de sports ;

4° Bâtiments publics et équipement ;

5° Amélioration des terrains publics ;

6° Lutte contre les épizooties et les maladies des arbres et des plantes ;

7° Travaux d'hygiène ;

8° Travaux hydrauliques ;

9° Amélioration des services publics ;

10° Travaux administratifs, professionnels et de bureau.

Pour ne prendre qu'un nombre limité d'exemples, voici dans le domaine de l'hygiène publique, quelques-unes des réalisations les plus intéressantes :

Lutte contre le typhus : 17.000 personnes sont employées à la destruction des rats dans les endroits infestés, et principalement dans les ports.

Lutte contre la malaria : 100.000 ouvriers assainissent les lieux de reproduction des moustiques et font des travaux de drainage.

Suppression d'émanations toxiques : On a cimenté des mines de charbon abandonnées d'où s'échappaient des gaz qui polluaient les eaux.

Recherches médicales : 500 étudiants ont été engagés à l'Université de Columbia pour faire des recherches scientifiques ; un certain nombre d'entre eux poursuivent des travaux sur les toxines de la pneumonie.

Installations sanitaires : La C. W. À. a étudié un modèle d'installation sanitaire et de fosse septique, dont elle est en train de doter 1.500.000 habitations rurales qui en étaient dépourvues.

L'agriculture a pu employer des millions de travailleurs à la destruction d'insectes qui transmettent des fièvres au bétail (*cattle fever tick)*, à la destruction des centres d'infection d'où se propagent des maladies spéciales aux citronniers, aux ormes, aux pommes de terre douces, etc. Les stations et les laboratoires d'agriculture et de sylviculture ont été améliorés, des chercheurs supplémentaires ont été engagés.

Des études sur l'érosion et sur la météorologie, des travaux géodésiques et de triangulation ainsi que de cadastration ont été entrepris. Le réseau des ports aériens a été complété, des cartes aériennes établies.

Des recherches statistiques de toute nature ont pu être poursuivies, pour lesquelles des spécialistes (professeurs et étudiants) ont été engagés : par exemple, sur le coton, sur le pouvoir d'achat des fermiers, sur le chômage, sur le commerce extérieur, etc. Un recensement des habitations agricoles a été pratiqué, ainsi qu'un inventaire des habitations urbaines. Quantité de chiffres et de renseignements ont été recueillis, dont la connaissance sera précieuse à un gouvernement engagé dans la voie de l'économie contrôlée ou dirigée.

Les chômeurs intellectuels ont été l'objet d'une sollicitude particulière : outre les travaux déjà mentionnés, on leur a trouvé des emplois dans les bibliothèques publiques, pour le classement des livres et l'établissement de répertoires et de catalogues . Des recherches d’archéologie américaine ont été entreprises, de nouvelles cartes géographiques établies. Surtout, on a pu rouvrir quantité d'écoles que les autorités locales avaient été contraintes de fermer, et dont elles avaient licencié les maîtres pendant la crise. On a même pu créer de nouveaux collèges et de nouvelles écoles. 40.000 instituteurs et professeurs ont obtenu du travail. Des peintres, des graveurs et des sculpteurs ont été invités à décorer les monuments publics. Des acteurs et des musiciens ont été constitués en troupes et donnent des représentations et des concerts dans les écoles et les hôpitaux.

Convaincu de la portée sociale de l'œuvre de la C. W. À. j'ai tenu à visiter quelques-uns des ateliers qu'elle a créés.

Dans chacun de ceux-ci, aussi bien que dans l'administration centrale, le personnel dirigeant et subalterne — fonctionnaires permanents, volontaires, chômeurs temporairement engagés — m'a frappé par son intelligence, son ardent- et son dévouement. Conscients du rôle bien faisant joué par la C. W. À., ils se donnent leur tâche avec un souci du bien public qui prouve que, même en Amérique, le désir de faire aboutir une entreprise collective et désintéressée peut être un puissant stimulant de l'activité individuelle. Les meilleurs éléments des œuvres philanthropiques locales ont d'ailleurs apporté leur collaboration bénévole à la C. W. À. et ont trouvé leur place dans les cadres de l'organisation.

À Washington, on achevait au mois de février un

magnifique terrain de jeux, dont le besoin se faisait grandement sentir, dans le quartier nègre de la ville. Les bâtiments et la grande piscine en plein air occupaient encore les maçons et les peintres. Les terrassiers poursuivaient le travail de nivellement ainsi que l'installation des courts de tennis. Dans un autre quartier de la ville, un second terrain, plus vaste encore, doté de deux piscines, était en cours d'aménagement. Tous les plans, m'a-t-on dit, avaient été établis en deux semaines au mois de novembre, et les travaux aussitôt commencés afin d'être terminés avant le printemps.

À New-York, dans un quartier pauvre voisin de la 7e avenue, j'ai vu s'ouvrir, avec des moyens de fortune, dans un gymnase, une *Nursery School*. Les œuvres gouvernementales d'assistance (*Federal Emergency Relief Administration*), puis la C. W. À. ont multiplié le nombre de ces sortes de garderies d'enfants, à la fois pour donner du travail à des institutrices, des surveillantes et des infirmières et pour prendre soin gratuitement des enfants des chômeurs . L'organisatrice, une jeune directrice d'école, m'a fait visiter les salles fraîchement repeintes, les toits où se pratiquent les jeux de plein air, m'a montré les jeux (cubes et parallélogrammes de bois) que le charpentier venait d'achever. C'était de bonne heure, le matin. Les enfants arrivaient amenés par leurs parents, la plupart pour la première fois ; les institutrices, monitrices et nurses commençaient par les acclimater individuellement, puis s'employaient à les faire jouer à deux ou en groupes.

Parlant un peu plus tard de l'une des monitrices, la directrice m'expliqua qu'elle n'avait pu soupçonner de quel état de détresse elle venait d'être tirée, jusqu'au moment où, dans la conversation, la jeune fille lui avait dit incidemment : « C'est si drôle de vivre sans lumière et sans feu. ». Il a fait 25 degrés de froid cet hiver à New-York et le

nombre des gens auxquels leur fierté interdit de solliciter un secours est grand. À ceux-là l'administration Roosevelt, en instituant le C. W. À., a littéralement sauvé la vie ; leur reconnaissance se traduit par l'ardeur qu'ils apportent à leur travail.

Voici dans le bas de la ville le bâtiment du *Hamilton Institute* dont les vastes ateliers abritent 200 architectes et ingénieurs. Le chômage en col blanc. Il y a des jeunes gens, une majorité d'hommes mûrs, quelques-uns ayant dépassé la soixantaine. Beaucoup d'entre eux, avant la crise, occupaient une haute situation sociale. Durant des mois, ils ont lutté et espéré. Chacun d'eux a écrit, par centaines, des lettres pour solliciter un emploi : « Plus de 400 pour ma part, me confiait le directeur d'un des ateliers, un ingénieur de grande valeur ». Et il ajoutait : « Quarante sur cent environ m'ont valu des réponses, toutes négatives ».

Ici, le génie inventif des hommes a fait des prodiges. De toutes pièces, a été créé un institut cartographique qui n'a sans doute d'égal qu'en Allemagne. On me montre les cartes en relief, à l'échelle du millionième, des principaux pays du monde. Des moules métalliques permettent de les reproduire indéfiniment et d'en doter les écoles et les universités. Des cartes historiques ont été dressées, avec le concours de géographes et d'historiens, chômeurs eux aussi, bien entendu. Une grande carte de la Gaule de près d'un mètre de haut fourmille de noms. Des plans archéologiques de Rome et d'Athènes ont été tracés sur la base des dernières découvertes et de la documentation la plus récente ; à cette occasion, beaucoup d'erreurs ont été relevées et corrigées. On me montre encore des vues à vol d'oiseau, des tableaux synoptiques et généalogiques ; d'autres où figurent les émissions monétaires de l'antiquité. Dans un des ateliers, on travaille à faire des plans en relief, des modèles de monuments anciens : voici une fidèle

reproduction du pont du Gard, et une merveilleuse réduction du Temple de Karnak, avec ses colonnes décorées, destinée au Metropolitan Museum de New-York. Voici encore un plan en relief d'hôpital modèle dont des exemplaires seront envoyés aux autorités municipales pour qu'elles s'en inspirent.

Des appareils ingénieux ont été mis au point. Telle une règle de concordance des calendriers antiques qui a permis de corriger des erreurs commises par les historiens. Telle encore une règle à calcul qui permet de passer du système anglo-saxon de mesure des longueurs, des superficies et des volumes au système métrique.

Plusieurs de ces réalisations, et notamment certaines cartes, ont fait l'objet de propositions commerciales ; mais, jusqu'à présent, il n'y a pas été donné de suite.

À Greenwich-village, un quartier de New-York, dans un musée de peinture moderne, on centralise les projets demandés aux peintres, aux graveurs, aux sculpteurs, pour la décoration des monuments et propriétés publics : administrations, mairies, gymnases, écoles, hôpitaux, jardins zoologiques. La détresse des 3.000 artistes de New-York est profonde. À en juger par l'abondance des projets et des œuvres déposées, ils ont répondu en grand nombre à l'offre de la C. W. À., bien que le mode de rétribution – le salaire horaire – soit inusité pour eux. Mais on éliminera impitoyablement les œuvres sans mérite et leurs auteurs devront chercher d'autres emplois. Cette première sélection faite, les administrations, mairies, écoles, etc., choisissent elles-mêmes les artistes et les projets. Il n'est pas sûr que leur goût soit très bon. Le comité d'organisation, composé d'amateurs dont les idées en art sont plutôt avancées, se console des erreurs commises, dans certains cas, par la hardiesse manifestée dans d'autres et par la découverte de

talents ignorés. Pour l'avenir, ils espèrent qu'un intérêt aura été éveillé pour l'art dans des milieux où il n'existait pas, et que les diverses administrations continueront de vouloir orner les monuments publics de tableaux et de sculptures, de manière à offrir aux artistes des débouchés permanents .

Non loin de New-York, dans le Comté de Nassau (Long Island) on peut voir le type d'une des plus remarquables œuvres de crise, les *Emergency Colleges*. La création de l'établissement de Nassau remonte au 27 mars 1933 ; il a d'abord été financé au moyen d'un crédit alloué par l'État de New-York sur les sommes reçues du gouvernement fédéral pour l'assistance publique. Grâce à la C. W. À. l'institution a pu être améliorée et développée.

Installé dans les bureaux d'une usine abandonnée, le *Nassau Emergency College* occupe 3 administrateurs, 27 professeurs, et 5 employés. Les élèves se recrutent dans le voisinage : ce sont des jeunes gens des deux sexes de 17 à 20 ans, que leurs parents n'ont plus les moyens d'envoyer à l'Université et qui ne trouvent naturellement pas d'emploi en ce moment. Ils étaient déjà 257 lors de l'ouverture du Collège ; au début de 1934, ils sont 450. Ils suivent les études des deux premières années d'Université. Le tableau des cours est très complet, allant des mathématiques à la sociologie, et comprend quatre langues vivantes.

Les étudiants disposent d'une bibliothèque, d'une salle de récréation, d'un buffet, le tout aménagé de façon simple mais adéquate. Ils ont construit leur station émettrice de radio et éditent leur journal. L'impression générale n'est aucunement d'improvisation, mais d'ordre établi et de fonctionnement régulier. Seul, le ton de ferveur et de fierté, avec lequel les maîtres parlent de leur collège, témoigne encore des difficultés qu'il a fallu vaincre.

***

Ces quelques exemples, ces quelques choses vues montrent la grandeur de l'œuvre accomplie, l'immense réconfort matériel et moral qu'elle a apporté en un moment critique. Mais la C. W. À. a fait davantage encore. La distribution de centaines de millions de dollars sous forme de salaires, en quelques semaines, a, comme il était d'ailleurs prévu, développé le pouvoir d'achat et la consommation. La situation économique générale en a éprouvé les bienfaits d'une façon presque instantanée. Dès le mois de décembre, les ventes au détail marquaient une très vive progression. Les magasins ont embauché des employés et des vendeurs. L'industrie a reçu des commandes. On peut dire que la manœuvre antidéflationniste confiée à la C. W. À. a pleinement réussi, et que son action de démarrage a été puissante.

Cependant, on l'a vu, l'institution n'avait dans l'esprit de M. Roosevelt, qu'un caractère strictement provisoire ; il s'agissait de combler une lacune en attendant que les grands travaux publics marchassent à plein. La période creuse devait se terminer en février.

Mais le calcul pêchait par excès d'optimisme.

La date de l'abolition de la C. W. À. fut donc prorogée, et un nouveau crédit de 950 millions de dollars obtenu du Congrès pour l'ensemble les œuvres d'assistance. L'Administration s'engageait d'ailleurs à mettre fin sans délai à certains abus évidents. On procéda à des licenciements immédiats, notamment dans les régions agricoles où les fermiers se plaignaient que la concurrence de l'État les empêchait de trouver de la main-d'œuvre. Le 31 mars 1934, l'organisation de la C. W. À. a pris fin en tant

qu'institution fédérale, mais elle continue d'exister en fait sous forme d'ateliers locaux gérés par les États, les Comtés et les municipalités avec des fonds fournis par le pouvoir central.

Mais déjà de cette étonnante expérience s'est dégagé pour le peuple américain un enseignement définitif : il a appris la notion du *droit au travail*, par opposition au droit à l'assistance. Le président Roosevelt, avec son intuition du sentiment populaire, l'a compris.

Il y a peu de temps, il voyait encore dans l'institution de la dole, la grande réforme qui se substituerait aux mesures temporaires d'assistance. Le 28 février, on l'a entendu tenir un langage nouveau :

« L'assistance directe, sous forme de distribution de secours en nature ou en espèces ne répond pas aux besoins efficaces des travailleurs. Ils ont, à juste titre, insisté pour qu'on leur donnât l'occasion d'offrir leurs services à la communauté, sous forme de travail, en échange du secours de l'allocation de chômage. Le gouvernement fédéral n'a ni l'intention, ni le désir d'imposer au pays ou aux chômeurs un système d'assistance qui répugne à l'idéal américain, en vertu duquel chacun doit assurer sa propre subsistance. »

En conséquence, M. Roosevelt se propose de dresser un programme de travaux publics, d'un caractère permanent, mais « flexible », c'est-à-dire susceptible, suivant les circonstances, d'être développé ou contracté. Ce seront des travaux que les administrations fédérales ou locales n'entreprendraient pas normalement, mais qui ne sont pas non plus du domaine de l'industrie privée. Les chômeurs seront employés pendant des périodes ne dépassant pas six mois et seront payés à plein tarif. On retrouve les principes généraux de la C. W. À.

C'est bien un pas décisif franchi dans le sens de la reconnaissance du droit au travail. L'Amérique de M. Roosevelt s'apprête à réaliser une grande réforme sociale qu'aucun pays capitaliste n'avait même osé concevoir jusqu'alors.

D'autre part, le président, dans le même message, a envisagé le cas des agriculteurs et des ouvriers qui, par suite de l'évolution économique, ont perdu tout espoir de retrouver leurs anciennes occupations ; il a annoncé la création de colonies agricoles et artisanales, capables de se suffire à elles-mêmes, où ils pourraient s'installer avec leurs familles. L'État leur fournirait le logement et un capital de départ.

C'est le même esprit de réforme qui inspire ce projet. Il apparaît bien que dans la nouvelle Amérique qui est en train de s'édifier, la communauté se reconnaîtra le devoir d'assurer à chaque citoyen le moyen de vivre « décemment » — pour reprendre un mot du président — du produit de son travail.

Mais n'oublions pas deux choses : la première c'est que les expériences, d'où le nouvel esprit est né, ont été commandées par la réforme monétaire. La seconde c'est qu'aucune des réformes sociales qu'inspire le nouvel esprit ne serait applicable, ni même concevable sans la réforme monétaire.

Chapitre V : Réforme agraire

Dans son rapport au président, pour l'année 1933, le secrétaire d'État à l'Agriculture, M. Henry Wallace écrit :

« Une inflation contrôlée est en train de corriger les effets pernicieux d'une déflation incontrôlée. Elle sert la justice sociale en répartissant plus équitablement le revenu national. Elle soulage les fermiers du poids excessif de leurs dettes et de leurs impôts, dans la mesure où elle relève les prix de leurs produits. »

Ces paroles témoignent d'une claire perception de la ligne générale que doit suivre la politique de redressement économique des États-Unis.

« Cependant, poursuit M. Wallace, l'agriculture ne saurait compter exclusivement sur une politique monétaire pour restaurer les revenus de la classe paysanne. »

Le Secrétaire à l'Agriculture n'avance pas cette opinion à la légère. Fils de fermier, fermier lui-même — il possède des terres de culture dans l'Iowa, — directeur d'un journal agricole, technicien de l'économie rurale et auteur de travaux originaux, il a étudié depuis de longues années les conditions de l'agriculture américaine et, mieux que personne, il sait ce dont il parle. C'est un des hommes les plus remarquables de la nouvelle Administration, et qui doit à son indépendance et à son courage politiques un prestige éminent.

Issu d'une famille républicaine — son père avait été secrétaire de l'Agriculture sous la présidence de MM.

Harding et Coolidge — M. Henry Wallace a quitté le parti de M. Hoover, où il figurait d'ailleurs dans les rangs avancés, pour des raisons de principe, parce que convaincu de la nécessité de réformes profondes et de l'impossibilité de les faire accepter et réaliser par ses coreligionnaires politiques.

Avant même l'élection présidentielle de 1932, il avait élaboré un programme agraire qu'il soumit au candidat démocrate et que celui-ci fit ensuite étudier par le Brain Trust.

Quand M. Roosevelt forma son cabinet, il confia le portefeuille de l'Agriculture à M. Wallace, avec mission d'appliquer ce programme. C'est pourquoi, dans l'empirisme général du *New Dea*l, parmi tant de mesures mal coordonnées et même parfois déconcertantes, la réforme agraire apparaît seule comme procédant d'un plan préétabli et raisonné. Un cerveau l'a conçu, une volonté l'applique.

Les motifs, les principes et les buts de la réforme, M. Wallace les a exposés dans des rapports officiels, dans des articles ou dans des discours aux fermiers, avec une franchise qui touche à l'intrépidité, tant ils heurtent les opinions courantes et s'écartent de la ligne de facilité politique. Il n'y a donc qu'à se reporter à ses paroles et à ses écrits pour connaître toute sa pensée.

Pourquoi la crise agraire exige-t-elle d'autres remèdes encore que la crise générale? C'est qu'elle a ses causes propres : le marasme de l'agriculture a précédé de longtemps la dépression commerciale, industrielle et financière. Il date des premières années de l'après-guerre, cependant que les autres branches de l'économie sont restées prospères jusqu'en septembre 1929 ; et il tient à la surproduction des denrées agricoles d'exportation.

Avant la guerre, les États-Unis étaient un pays débiteur : pour payer les arrérages de leurs dettes extérieures, ils livraient principalement les produits de leur sol. Des débouchés s'offraient donc tout naturellement à l'excédent de la production agricole sur les besoins de la consommation nationale.

Pendant la guerre, pour assurer le ravitaillement des Alliés et des neutres, et, sous le double aiguillon de l'intérêt et du patriotisme, les fermiers américains furent incités à développer encore la production et l'exportation du tabac, du coton, de la viande et des céréales. Pour payer ces fournitures, les pays étrangers durent d'abord réaliser leurs créances et leurs titres, puis contracter eux-mêmes des dettes aux États-Unis.

De débitrice l'Amérique était devenue créditrice. Les conséquences normales de cette situation nouvelle devaient être la réduction de la production agricole américaine d'une part, et l'augmentation des importations aux États-Unis, de l'autre.

Au lieu de cela, on réalisa un faux équilibre sur des bases artificielles. Pour continuer de produire et d'exporter, l'Amérique avança aux autres pays, sous forme de prêts à long et à court terme, les sommes destinées à payer les livraisons qu'elle leur faisait.

Et dans le même temps, loin d'admettre les importations étrangères, elle leur opposait des barrières douanières infranchissables, de sorte que, dès 1925, en dépit des milliards prêtés à l'étranger, les fermiers éprouvaient déjà des difficultés à écouler le surplus de leurs récoltes sur les marchés extérieurs. Tant bien que mal cependant, la

prospérité industrielle aidant, ils purent continuer de résister quelque temps encore.

Mais l'année 1930 allait voir s'écrouler le fragile échafaudage qui étayait l'agriculture américaine. Brusquement, par suite de la crise financière, les émissions de titres étrangers et les ouvertures de crédit cessèrent. Masquée jusqu'alors par le jeu des mouvements internationaux de capitaux, la véritable situation fut mise à nu. Elle se résumait ainsi : les États-Unis, chaque année, au lieu d'avoir à payer pour leurs dettes, comme avant la guerre, 200 millions de dollars à l'étranger, ont à en recevoir plus d'un milliard pour leurs créances, et ils exigent le paiement de cette annuité. Où donc les pays débiteurs pourraient-ils trouver les dollars nécessaires tant pour la couvrir que pour payer leurs nouveaux achats, maintenant que le marché financier leur est fermé? Où donc, si ce n'est dans le produit de leurs propres ventes aux Américains. Sans doute, mais les hauts tarifs douaniers les en empêchent…

M. Wallace précise encore son argumentation dans le rapport déjà cité :

« Les autres nations sont contraintes de réduire leurs achats chez nous, d'autant plus que nous ne leur offrons pas de marchés pour leurs produits. Les nations débitrices font effort pour se suffire à elles-mêmes, elles cèdent à la tendance naturelle d'acheter là où on peut vendre ; il est donc inconcevable que la demande de l'étranger pour les produits américains se développe assez, dans un avenir rapproché, pour absorber nos excédents. »

Il poursuit :

« Le pays se trouve en conséquence dans l'alternative soit de modifier sa politique douanière de façon à admettre des

importations en quantités et en valeurs croissantes soit de se résigner à perdre pour toujours une large part de ses débouchés extérieurs. »

Tel est le dilemme en présence duquel M. Wallace met ses compatriotes. Il ne se fait pas d'illusions sur leur état d'esprit actuel et ne le cache pas :

« Les États-Unis sont une nation créditrice avec une psychologie de nation débitrice. L'attitude du peuple américain est encore essentiellement favorable à la politique des hauts tarifs. Il s'est découragé de prêter de l'argent à l'étranger et pourtant ne veut pas permettre aux nations étrangères d'expédier ici leur marchandises pour payer notre blé, notre coton et nos autres denrées exportables. Mais de deux choses l'une, ou bien nous devons modifier notre politique douanière et peut-être aussi notre politique de dettes internationales et de prêts à l'étranger , ou bien il nous faut réadapter notre économie et la placer sur une base plus ou moins nationaliste.

« Le mieux serait de chercher à développer le pouvoir d'achat de l'étranger en rajustant nos tarifs et au besoin en reprenant les prêts extérieurs, en même temps que nous nous montrerions disposés à recevoir certaines marchandises en contre-partie des sommes prêtées.

« L'autre voie, celle sur laquelle nous nous sommes aujourd'hui engagés, répond à une nécessité pressante, mais il faut des efforts surhumains pour y persévérer.

« Les débouchés étrangers étant pratiquement perdus, il faut réduire les ensemencements et, d'une manière générale, la production agricole assez pour que les prix offerts aux fermiers leur permettent de vivre. C'est une tâche d'une difficulté extrême. Il faut cependant adapter ses

forces productives au genre d'univers dans lequel on veut vivre. Mais nous n'avons pas encore décidé le genre d'univers où nous voulons vivre. »

Quel que soit le choix final, il faut faire face aux nécessités immédiates. Comme de toute façon le retour à la liberté des échanges, à la libre circulation des capitaux, et à des conditions économiques normales dans le reste du monde ne saurait être instantané, il est essentiel « de ne plus offrir à la clientèle étrangère infiniment davantage qu'elle ne peut absorber ». La production agricole de l'Amérique doit être réduite dans toute la mesure où l'excédent exportable ne trouve plus de débouchés à l'extérieur.

Décision que M. Wallace ne prend pas sans vaincre de profondes répugnances personnelles. « Nous sommes contraints de faire et de continuer de faire des choses que nous n'aimons pas », écrit-il dans un article de *Foreign affairs* . Il devra même donner l'ordre de détruire des récoltes, mais ce geste, il l'accompagnera du commentaire suivant :

« C'est une chose qui va contre les instincts les plus sains de la nature humaine. »

Il n'ignore pas davantage l'impopularité des mesures qu'il lui faut prendre :

« Instinctivement, les fermiers les détestent ; les chemins de fer et les intermédiaires y sont hostiles parce qu'elles contractent le volume de leurs affaires ; les industriels parce qu'elles comportent des taxes à la transformation ; les consommateurs parce qu'elles font monter le coût de la vie. »

Néanmoins, c'est une nécessité pour l'agriculture américaine de *s'adapter* aux conditions actuelles. La loi qui institue le contrôle de la production rurale aux États-Unis porte d'ailleurs le nom de loi d'*Aide pour la Réadaptation agricole* (À. À. À.). Cette loi, dont la promulgation remonte au 12 mai 1933, comprend toutes les mesures dont l'ensemble constitue la réforme agraire, à savoir le réaménagement des dettes hypothécaires , l'octroi de crédits spéciaux et les autorisations nécessaires à la réglementation dont l'exposé va suivre.

L'objectif est d'obtenir des fermiers la réduction *volontaire* de la production des quatre principales denrées d'exportation : le coton, dont en temps normal plus de la moitié était exportée ; le tabac dont l'exportation atteignait presque la moitié de la production ; la viande de porc, exportée naguère dans la proportion de 33 à 50 % et le blé dont un cinquième était expédié au-dehors.

Pour réduire les quantités produites, en excédent des besoins nationaux, jusqu'au niveau des possibilités d'exportation, l'administration estime que les superficies ensemencées doivent être diminuées de 16 ou même de 20 millions d'hectares.

Mais cet abandon de leurs cultures n'est demandé aux fermiers que parce que la nation américaine, prise dans son ensemble, exige une certaine politique douanière. Il est donc juste que la nation indemnise les fermiers pour le manque à produire et à gagner. Toutes les classes doivent participer au sacrifice. Il est donc institué une taxe à la première transformation des denrées visées (*processing tax*) dont l'incidence atteint les consommateurs en fin de compte et dont le produit est consacré à l'indemnisation des agriculteurs. En second lieu, dans le cas du coton, le

gouvernement offre aux planteurs qui souscrivent aux engagements demandés, une option à bas prix sur ses anciens stocks de coton. Enfin l'administration fédérale procède, sur le marché, à des achats, dont l'effet immédiat est de soutenir les prix, et qui lui serviront ensuite à distribuer des secours en nature aux nécessiteux.

À eux seuls les paiements de la première catégorie ont atteint en 1933 un total d'environ 300 millions de dollars. Ils correspondent en somme à un prélèvement effectué au bénéfice des agriculteurs sur les revenus de la collectivité.

Ces avantages furent offerts aux intéressés sous forme de contrats individuels qu'ils avaient toute liberté d'accepter ou de refuser.

Au moment de la mise en vigueur de l'À. À. À. les ensemencements de coton étaient déjà faits, et comme ils dépassaient sensiblement ceux de l'année précédente, la menace d'une forte récolte venait encore s'ajouter au poids des énormes stocks dont le marché était encombré.

Le Département de l'Agriculture, d'accord avec les associations agricoles, proposa de remettre en jachère plus de dix millions d'acres, soit le quart des surfaces ensemencées. L'indemnité offerte aux planteurs indépendamment de l'option sur les vieux stocks était fixée à 10 dollars 60 par acre ; pour la récupérer, le coton était frappé, à la première transformation, d'une taxe de 4,2 cents par livre, montant qui est censé représenter la différence entre le cours du 15 juin 1933 et le prix normal de la matière première.

Grâce à une active propagande menée par les agents du gouvernement, assistés de 22.000 volontaires, on avait, au mois de septembre, recueilli les signatures de 1.031.000

planteurs. Le succès de la campagne était bientôt démontré par une très importante amélioration des cours.

Pour le blé, la situation au départ était plus sombre encore. Le report des précédentes récoltes représentait le triple du chiffre normal. Aux termes du programme de l'À.À.À., chaque fermier se vit attribuer une proportion déterminée de la production nécessaire à la consommation intérieure. La réduction globale des emblavements devait atteindre 15 %. La taxe à la première transformation était fixée à 30 cents par boisseau ; les indemnités variaient de 7 à 20 dollars par acre.

Une armée de 30.000 volontaires s'employa à faire accepter ces conditions par les producteurs. Sur 1.200.000 fermiers on estime que la moitié a souscrit aux engagements demandés ; ils contrôlent les quatre cinquièmes des cultures. Ici encore les résultats ont été très favorables, à en juger par les cours du blé.

De même pour le tabac où des accords de type différent ont été soumis à l'agrément des planteurs selon les régions et la qualité des produits récoltés.

Pour les porcs la méthode employée a été celle des achats directs du gouvernement, achats qui ont porté sur des animaux de reproduction. Le prix payé par tête a été en moyenne de 5 dollars supérieur au cours du marché. Le financement de l'opération a été assuré par une taxe à la transformation de 50 cents par quintal. Les porcs achetés ont été abattus ; la viande et les conserves sont distribuées aux œuvres d'assistance.

Le Département de l'Agriculture ne pense pas toutefois que la méthode qu'il a dû improviser en 1933 soit suffisamment efficace. L'élevage des porcs est lié à la

culture du maïs qui sert à leur alimentation. On se propose donc de réduire d'un quart l'ensemencement de cette céréale.

En ce qui concerne les autres produits agricoles, l'Administration s'est contentée de favoriser les accords entre producteurs (marketing agreements) ; elle se refuse en effet à envisager le paiement d'indemnités et de subventions dans les cas où la mévente n'est pas due à la perte des débouchés extérieurs. Toutefois les éleveurs de bétail, dont la situation reste grave, font pression sur le Congrès et sur le gouvernement pour obtenir des subsides. M. Wallace qui, s'il cédait, donnerait une entorse à ses principes, résiste énergiquement.

***

Depuis un an l'agriculture américaine est engagée sur la voie de l'économie dirigée. Dans quatre domaines au moins, on peut d'ores et déjà dire qu'elle est planifiée. Jusqu'à présent, c'est sur la base d'accords bilatéraux, que les intéressés sont libres d'accepter ou de refuser, que la tentative s'est poursuivie.

Cependant, l'administration, tout en affirmant que le principe d'une direction et d'une planification est définitivement acquis, reconnaît le caractère provisoire des méthodes appliquées et des-mesures prises jusqu'à ce jour. Les modalités devront être adaptées aux circonstances : par exemple, le futur programme pour le blé ne pourra être fixé que lorsque seront connus les résultats des récoltes et l'avenir des conventions internationales élaborées à Londres.

Mais la permanence de contrôle fédéral est certaine : il a

même toutes chances de devenir plus strict. Déjà l'obligation tend à se substituer au volontariat. Une loi proposée par le sénateur Bankhead et qui a été votée avec l'agrément de l'administration, fixe le maximum de la récolte de coton à 10 millions de balles et prévoit une taxe prohibitive sur toutes les quantités égrénées au delà de ce total.

D'ailleurs, les fraudes, les abus, auxquels l'À. À. À. a déjà donné lieu et qui risquent de se multiplier, contraindront l'État à une surveillance et à des interventions de plus en plus rigoureuses. On a signalé notamment le cas d'agriculteurs qui ont acheté des terrains, à très bas prix et ont réussi à se faire verser des indemnités pour ne pas les cultiver ; d'autres obéissent à la tentation naturelle de concentrer leurs efforts sur les terres restées en culture, et d'employer les subsides gouvernementaux à l'achat d'engrais pour augmenter le rendement.

Un grave problème est, d'autre part, soulevé à propos des terres où les fermiers s'engagent à ne plus planter ni coton, ni blé, ni maïs, ni tabac. Ne risquent-elles pas d'être affectées à d'autres cultures, de sorte que le déséquilibre serait simplement transféré d'une branche à l'autre de la production? Ici encore l'État fédéral devra nécessairement agir. Et déjà on semble s'orienter vers la solution du rachat des champs en jachère suivant un programme où seraient intégrés les plans de reboisement et de lutte contre l'érosion. En fin de compte, seules les meilleures terres resteraient en culture.

La diminution des superficies cultivées pose également un problème démographique. On a vu que le gouvernement envisage la transplantation de certains éléments de la population rurale et son établissement dans des colonies nouvelles.

L'étroite interdépendance des exportations de produits agricoles et dé la politique douanière — interdépendance si lumineusement démontrée par M. Wallace — ne peut que rendre plus nécessaires encore et plus fréquentes dans l'avenir les interventions de l'État en vue d'une planification de l'économie rurale. Toute modification des droits de douane dans un sens ou dans un autre, se reflétera instantanément sur la situation et les perspectives de l'agriculture.

On connaît la position de M. Wallace. Il espère que graduellement le peuple américain se convaincra de l'opportunité d'abaisser les barrières douanières et d'admettre plus de marchandises étrangères, pour pouvoir exporter davantage de produits américains :

« Mon propre préjugé, écrit-il, est international. C'est, chez moi, une attitude innée. Dites qu'elle est semi-religieuse, si vous voulez, mais j'ai le profond sentiment que l'amitié doit régner entre les nations et que cette amitié doit s'exprimer par des échanges internationaux. Si le libre-échangisme triomphe dans le monde, on pourra supprimer les règles qui, par la force des choses, ont été imposées à l'agriculture américaine. »

Mais M. Wallace sait l'improbabilité des solutions absolues :

« Il n'est pas indispensable, poursuit-il, que nos exportations augmentent d'un milliard de dollars par an. Il est possible que nous arrivions à adopter un plan qui permettra un accroissement d'un demi-milliard de nos importations, et alors, la réduction des ensemencements n'aurait plus à porter que sur 20 millions d'acres au lieu de 40. »

La nation américaine n'est peut-être pas encore gagnée aux idées de M. Wallace, mais M. Roosevelt est convaincu. C'est pour les appliquer qu'il a demandé au Congrès de l'autoriser à négocier avec les pays étrangers des traités de commerce d'une validité de trois ans, et à abaisser (ou relever) de 50 % les tarifs en vigueur. Une dure bataille s'engage, dont l'issue est incertaine. Le Congrès tient jalousement à ses prérogatives en matière douanière. Aux résistances politiques s'ajoute l'opposition des grands intérêts industriels, mais l'avenir des populations rurales est en jeu. Tôt ou tard la réforme douanière devra compléter et corriger la réforme agraire.

Chapitre VI : Réforme industrielle (N. R. À.)

Dans le langage courant, les initiales N.R.À. servent parfois à désigner l'ensemble de la politique Roosevelt. C'est une erreur de terminologie qui revient à prendre la partie pour le tout. La N.R.À. n'est qu'un élément du New Deal, élément important, il est vrai, puisqu'il vise à réformer la structure industrielle du pays. Élément d'une extrême complexité, au surplus, et dont le jeu, difficile à analyser, a des répercussions lointaines et imprévues.

Par N.R.À., il faut entendre l'Administration de Redressement National (*National Recovery Administration*), qui est rattachée au Département du. Commerce. Elle a été créée pour appliquer le N.I.R.À. (*National Industrial Recovery Act*) et placée sous la haute direction du général Johnson. Le N.I.R.À. a été promulgué le 16 juin 1933. Il porte en sous-titre :

« Loi tendant à encourager le redressement national, à favoriser la concurrence loyale, à assurer l'exécution de certains travaux publics et à d'autres buts. »

L'application de la loi N.I.R.À. a donné lieu à l'élaboration des codes dits de concurrence loyale, sortes de chartes industrielles rédigées après discussion entre les employeurs, les ouvriers et l'administration, et que les patrons de chaque corporation ont été invités à signer.

En attendant que les codes particuliers puissent être mis en vigueur, le président avait approuvé, le 20 juillet, un code passe-partout (*Blanket Code*), nommé parfois accord

présidentiel de réemploi, et l'avait proposé à l'agrément individuel de tous les employeurs.

Il est extrêmement malaisé de définir exactement les intentions auxquelles répondaient, dans l'esprit de l'Administration et des parties contractantes, le N.I.R.À. et les codes. Mais on peut voir, dans ces textes, le lieu de convergence d'un certain nombre de projets de redressement et de réforme, d'origines diverses et de principes différents.

La N.R.À. est une sorte de creuset où sont venues s'allier des conceptions économiques et des aspirations sociales contradictoires, réactionnaires et conservatrices, réformatrices et révolutionnaires. Les remèdes qu'elle propose à l'économie américaine sont fondés sur des diagnostics et des principes thérapeutiques souvent opposés. D'ailleurs, dans la N.R.À., les efforts pour la *recovery* et pour la *reform* sont étroitement mêlés.

Aux yeux de M. Roosevelt, les deux objectifs sont visés. Mais le redressement vient avant la réforme sociale. Il l'a clairement marqué dans un communiqué à la presse et dans un message explicatif adressé au Congrès :

« Le but de la loi est d'assurer à l'industrie un profit raisonnable et aux travailleurs des salaires suffisants pour vivre, par l'élimination des méthodes tyranniques et des pratiques qui n'ont pas seulement harassé les affaires honnêtes, mais qui ont aussi contribué aux maux du travail... »

« La loi que je viens de signer a été faite pour remettre les gens au travail, pour leur permettre d'acheter en plus grande quantité les produits des fermes et des

manufactures, pour faire repartir nos affaires sur la base de salaires suffisants pour vivre.

« Cette tâche s'accomplit en deux étapes.

« La première étape consiste à replacer plusieurs centaines de milliers de chômeurs sur les feuilles de paye avant la chute des neiges, la seconde est d'organiser un meilleur avenir d'une façon durable. Nous ne négligerons pas la seconde. Mais la première est de toute urgence. Elle a la priorité. »

Ainsi, le but principal de l'Administration était, par le moyen de la réduction des heures de travail et de la fixation de salaires minima, de développer le pouvoir d'achat des masses de manière à augmenter la consommation et à ranimer les échanges.

Dans le monde des affaires et, d'ailleurs, dans l'opinion publique en général, s'affirmait un besoin de réorganisation profonde, dans le sens d'une coordination qui mettrait fin à l'anarchie industrielle. Le haut patronat lui-même s'exprimait avec une singulière hardiesse à cet égard :

Le 1er mai1933, raconte M. Lindley , l'assemblée annuelle de la Chambre de Commerce des États-Unis réunissait 1.400 hommes d'affaires. De tous côtés, s'élevèrent des appels au gouvernement pour l'inviter à réglementer la concurrence.

Sur 49 orateurs, plus de la moitié réclamèrent un contrôle de l'industrie par l'État. Il n'y eut que 9 opposants formels.

Le président de la *Rubber Tire Cy*, M. Field, s'écria : « Nous n'avons pas pris spontanément les mesures nécessaires, il s'ensuit qu'un élément de force, la contrainte gouvernementale, devient nécessaire. L'augmentation

constante du chômage nous mène soit au socialisme d'État, soit à l'anarchie complète. »

Après lui, M. Swope, président de la *General Electric*, fit entendre un avertissement solennel à l'industrie ; il lui annonça que, si elle ne saisissait pas l'occasion de se donner à elle-même des règles avec la coopération du gouvernement, ces règles lui seraient imposées du dehors.

Au vote, la Chambre de Commerce se prononça en faveur d'une planification industrielle préparée et appliquée par des associations corporatives sous la surveillance du gouvernement.

Une délégation fut envoyée au président Roosevelt pour lui soumettre cette résolution et invoquer son aide.

Quelles idées recouvraient ces thèmes favoris de l'anarchie industrielle à combattre, des règles et de l'ordre nouveau à instituer?

Appelés à préciser la nature de leurs doléances, les industriels américains, grands et petits, dénonçaient les « méthodes déloyales » (*unfair practices*), la « concurrence à couper la gorge » (*cut-throat competition*) ; ils y voyaient la cause immédiate de leurs difficultés et de leurs angoisses personnelles, et croyaient même pouvoir y reconnaître non pas la manifestation, mais l'origine de la crise générale.

Or la concurrence a toujours été féroce aux États-Unis, mais on en avait toujours vanté les bienfaits, car elle apparaissait comme la source unique du progrès. La liberté économique, l'idéologie individualiste étaient élevés à la hauteur d'une doctrine nationale.

Comment expliquer un revirement aussi complet? C'est

que, depuis la crise, la concurrence n'était plus un facteur de progrès, mais de décadence. En temps normal, vu la rareté et la cherté de la main-d'œuvre, l'avantage appartenait à l'outillage perfectionné et à la production en masse. Mais, depuis 1930, la main-d'œuvre était devenue surabondante, elle s'offrait à bas prix, la consommation s'était raréfiée : toutes conditions qui favorisaient les usines à faible production, et où l'on employait l'homme à faire le travail de la machine.

Les manufactures du Sud, qui payaient des salaires de famine, chassaient du marché leurs rivales du Nord, auxquelles leur équipement technique et leurs méthodes de fabrication avaient jusqu'alors assuré la supériorité.

Le *sweating system* triomphait graduellement, il gagnait les régions de civilisation économique avancée. Donc, cette fois, par un étrange retour, la concurrence venait frapper et menacer de mort l'élite de l'industrie américaine. Les faillites, les liquidations abaissaient encore les prix de vente par une sorte de surenchère à rebours. Toutes les normes précédemment admises devenaient sans valeur ; à les suivre, l'industriel ne pouvait qu'aller à la perte.

Rien de surprenant qu'il réagît contre ce qui lui apparaissait, à juste titre, un désordre meurtrier.

Dès le moment où l'attention était attirée sur l'*anarchie industrielle*, on en découvrait sans peine d'autres manifestations encore, qui n'étaient pas nouvelles. Telle la coexistence de voies ferrées parallèles, sur lesquelles des compagnies concurrentes se disputaient la clientèle à coups de sacrifices ruineux pour les unes comme pour les autres. Et bien d'autres cas encore.

Dans l'industrie du pétrole, par suite de la sous-

consommation et de la mévente, les producteurs du Texas pouvaient désorganiser le marché, en vendant au-dessous des prix de revient des autres régions. Là aussi, on criait à l'anarchie : « Donnez-nous un tsar », vinrent implorer à Washington les victimes.

Enfin, les industriels et les hommes d'affaires, d'accord sur ce point avec beaucoup d'économistes, s'accusaient eux-mêmes d'avoir pratiqué le surinvestissement, d'avoir englouti des sommes fabuleuses dans des entreprises mal conçues, dans la construction d'usines superflues, condamnées d’avance au désastre. Pour éviter la répétition de ces erreurs, ils jugeaient avoir besoin de conseils et de directives venus de haut.

Nulle part, peut-être, comme dans la patrie de l'individualisme rugueux (*rugged individualism*) ne s'est produite pareille réaction contre les anciens mots d'ordre.

Le général Johnson pouvait un jour se faire acclamer en disant la nausée qu'il avait des fameux lieux communs : liberté du commerce... laissez faire la nature... les accords de restriction sont illégaux... la concurrence est la loi du commerce...

Tout, cependant, n'était pas absolument nouveau dans ces tendances du patronat : sur un point au moins, elles coïncidaient avec une revendication ancienne des grands industriels, qui visait l'abrogation de la législation contre les trusts. L'administration Roosevelt a d'ailleurs su se servir de la suspension du *Sherman Act* comme d'un appât pour induire les hésitants et les récalcitrants à souscrire aux codes.

De leur côté, les représentants de la classe ouvrière arrivaient avec leur cahier de charges traditionnel, en tête

duquel se trouvaient la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires. Ils faisaient valoir que seule la reconnaissance des droits syndicaux permettrait d'arrêter la baisse des salaires et de garantir l'exécution des engagements pris par les employeurs.

La grande majorité du pays était favorable à ces revendications ; et c'est à une forte majorité (55 voix contre 30) que, dès le 6 avril 1933, le Sénat adoptait une proposition de M. Black tendant à instituer la semaine de 30 heures.

Par une rencontre singulière, mais qu'explique la situation spéciale de l'industrie américaine depuis la crise, la majorité des employeurs, menacée par la concurrence des *sweat-shops* , appuyait les ouvriers, du moins en ce qui concerne le salaire minimum et la limitation des heures de travail.

Enfin, les docteurs de l'économie, les réformateurs sociaux de toutes nuances offraient leurs remèdes et leurs projets, qui tous impliquaient un contrôle de l'industrie.

Les conservateurs, ceux qui voient dans la surproduction générale la cause de la crise, proposaient, pour résoudre le problème du chômage, des mesures destinées à répartir le travail entre un plus grand nombre d'ouvriers.

Les partisans du régime corporatif et ceux de l'économie dirigée et planifiée présentaient des systèmes variés visant la réglementation de la production.

Les progressistes de la vieille école demandaient l'amélioration de la législation du travail et son extension aux États rétrogrades de l'Union.

Enfin, les jeunes économistes socialisants insistaient sur

la nécessité de corriger la répartition défectueuse du revenu national, cause de la sous-consommation et du surinvestissement. De 1922 à 1929, pouvaient-ils arguer, tandis que la valeur de la production augmentait de 3,5 % les salaires réels ne progressaient que de 2,1 % ; mais les profits s'accroissaient de 6,8 % .

La crise, loin de remédier à cette situation, n'a fait que l'aggraver.

M. Walter Lippman l'a montré à l'aide de quelques chiffres :

En 1929, les salaires industriels représentaient 21,2 % du revenu patronal.

En 1932, ils en représentaient 14 %.

Du cinquième d'un total considérable, ils étaient tombés au septième d'un total beaucoup plus faible.

Les traitements, bien que moins importants, avaient conservé leur position relative (7,1 % en 1929, 6,9 % en 1932).

Le revenu total des dividendes et intérêts augmentait dans l'intervalle. Il avait été de 15,1 % en 1929. Il atteignait 17,3 % en 1932.

À l'intérieur de ce groupe, une grosse augmentation de la proportion payée sous forme d'intérêts avait plus que compensé la réduction dans la proportion payée sous forme de dividende.]. Ainsi, une minorité privilégiée avait été la principale bénéficiaire du progrès économique ; son pouvoir de consommation étant limité, elle n'avait pu faire autre chose de ses profits accrus que les investir dans de

nouvelles entreprises, dont développer l'outillage et la production ; cependant, les masses, seules capables d'offrir des débouchés à celle production supplémentaire, en étaient empêchées, faute d'une augmentation correspondante de leur pouvoir d'achat.

Pour prévenir le retour d'un pareil état de choses, on préconisait l'augmentation des salaires et la limitation des profits.

***

De tous ces besoins et tendances diverses, l'administration Roosevelt a tenté la synthèse dans la loi N.I.R.À., dans l'accord présidentiel de réemploi et dans les codes.

D'une manière générale, ces textes réglementent la durée du travail qui est fixée, suivant les professions, à 32, 36 et 40 heures ; ils stipulent un salaire minimum. Ils interdisent le travail des enfants ; ils enregistrent la reconnaissance de droits syndicaux plus étendus qu'auparavant .

D'autre part, pour empêcher que les avantages matériels accordés aux salariés ne soient immédiatement compensés par une augmentation du coût de la vie, ils prévoient souvent des limitations de prix à la hausse.

En sens contraire, afin de prévenir la concurrence « déloyale », ils interdisent d'ordinaire la vente au-dessous du prix de revient. Le contrôle de ces prix de revient, par les soins de l'association corporative, est stipulé dans certains cas.

Quant aux sanctions, en cas de violation des

engagements, on est frappé par leur faiblesse. Les amendes sont infimes. Il est vrai que la loi et les codes prévoient l'octroi et le retrait éventuel de licences, pour l'exercice d'une profession déterminée. Mais cette clause soulève un problème constitutionnel épineux. Le Gouvernement central n'a le droit d'intervenir que dans le commerce entre États (Interstate Commerce) : pour qu'il pût interdire à quiconque de fabriquer ou de commercer sur le territoire des États, il faudrait qu'ils abdiquassent une souveraineté dont ils sont extrêmement jaloux. En fait, la clause relative aux licences paraît devoir être abandonnée avant d'avoir jamais été appliquée.

Les sanctions prévues par la N.R.À. sont, en réalité, illusoires. L'Administration le sait bien, et c'est pourquoi elle a fait appel au public pour contrôler l'application des codes, en l'engageant à boycotter les réfractaires.

***

La politique N.R.À., telle qu'elle était définie dans la loi du 16 juin 1933, ne se bornait pas à réglementer des conditions de travail et de prix. Un point essentiel, et sur lequel on n'a pas suffisamment attiré l'attention, c'est que la loi N.I.R.À. se divise en deux titres. Le premier est relatif au « redressement industriel », c'est-à-dire aux codes. Le second a trait aux « projets de travaux publics et de construction ». C'est, en effet, dans le N.I.R.À. que sont prévus le programme et le financement des 3 milliards 300 millions de travaux à entreprendre sous la direction de l'*Administration fédérale exceptionnelle des Travaux publics* (P. W. À.).

L'inclusion dans le même texte législatif de deux séries de mesures, en apparence si distinctes, répond en réalité à une vue d'ensemble, à un plan général.

En effet, la loi était bien destinée, dans l'esprit de ses auteurs, à préparer une nouvelle répartition du revenu national, à en attribuer une plus large part à la classe ouvrière et à exiger de la classe capitaliste un sacrifice sur ses profits. Mais, au moment où le N.I.R.À. entrait en vigueur, les industries étaient encore déficitaires dans leur majorité. C'eût été un non-sens que de vouloir pratiquer un prélèvement sur des profits qui n'existaient pas.

C'est précisément pour résoudre cette difficulté que le programme des grands travaux publics venait compléter la nouvelle réglementation des salaires. Les marchés que l'Administration allait passer avec les industriels constituait des objets d'échange et des moyens de pression. Ils allaient leur assurer des bénéfices: on pouvait donc leur demander, au moment de passer contrat, qu'ils en abandonnâssent une partie à leurs ouvriers.

D'une manière générale, les grands travaux publics devaient ranimer l'économie, rendre *profitables* les entreprises privées ; il était légitime que le pouvoir central, source des profits, en contrôlât la répartition, de manière à assurer une prospérité durable.

Telle était la conception d'origine. Mais telle ne fut pas la méthode d'exécution. En fait, la simultanéité ne fut point observée ; les travaux publics, confiés à une autre administration que la N.R.À., ne furent entrepris qu'avec un retard de plusieurs mois .

Les plus graves mécomptes qu'ait éprouvés l'expérience Roosevelt, sont dus au décalage qui s'est produit entre la date d'application du titre I du N.R.À. et celle du titre II.

Au départ déjà, l'Administration eut d'autant plus de

difficultés à faire accepter les codes par les employeurs qu'elle manquait de monnaie d'échange. Les négociations avec l'in-dustrie lourde eussent pris une tout autre tournure si le Gouvernement avait disposé de l'appât de commandes immédiates. Il lui restait heureusement celui de la suspension des lois contre les trusts, et les grands patrons, désireux de pouvoir se réunir et conclure des ententes, sans risquer l'amende et l’emprisonnement, n’y furent pas insensibles. Mais sur la question des droits syndicaux, l'Administration fut loin d'obtenir tous les résultats qu'elle aurait pu. Dans bien des cas, elle dut faire des concessions, accepter des formules équivoques, source de conflits futurs.

Plus grave encore est la modification qu'a dû subir le plan de redressement économique N.R.À., privé de son corollaire, le programme des travaux publics.

Ce plan a été popularisé grâce à une campagne menée par le général Johnson, avec toutes les ressources de la publicité américaine, campagne qui a mérité le qualificatif péjoratif de *ballyhoo*.

Le public était invité à coopérer à la N.R.À. à un double titre ; d'abord pour faire respecter les codes en n'achetant que les produits munis de l'emblème de l'aigle bleu ; en second lieu, pour déterminer, par des achats massifs et immédiats, un démarrage rapide de toute l'économie.

On expliquait que le retour à la prospérité dépendait entièrement du succès de la N.R.À. L'augmentation des feuilles de salaires allait développer le pouvoir d'achat global. Chacun devait « acheter maintenant », avant la hausse.

L'augmentation de la consommation permettrait bientôt aux entrepreneurs d'augmenter la production et de

compenser par la fabrication en masse, qui tend à faire baisser les prix de revient, la hausse résultant de l'augmentation des feuilles de salaires. En attendant, il leur était demandé de faire l'avance nécessaire à cette augmentation.

Construction fragile, puisque privée de son plus solide soutien, à savoir les dépenses de l'État, auxquelles on substituait les ressources hypothétiques d'entrepreneurs appauvris ou même ruinés par la crise ; puisque aussi l'équilibre dépendait de l'ordre et de la vitesse d'intervention de facteurs incontrôlables.

Le général Johnson et son état-major n'en prophétisaient pas moins le retour au travail de 6 millions de chômeurs avant l'automne, par la seule vertu de la N.R.À.

La campagne de propagande souleva dans le pays un élan d'enthousiasme. Le terrain était d'ailleurs préparé par les heureux effets de l'abandon de l'étalon-or. Sous la pression de l'opinion publique, la contagion de la confiance aidant, au début et dans l'ensemble, chacun coopéra de son mieux à l'expérience. La plupart des intéressés recevaient d'ailleurs quelque satisfaction spéciale.

Du point de vue du redressement économique, les résultats sont difficiles à apprécier. En tous cas, comparés aux prévisions officielles, ils sont décevants, puisque le nombre des chômeurs n'a diminué jusqu'à l'automne que du tiers du chiffre annoncé par le général Johnson. Encore, est-il malaisé d'apprécier ce qui est dû à la N.R.À. et ce qui est l'effet de la dévaluation.

Néanmoins, on ne saurait contester que la réduction des heures de travail a obligé beaucoup de patrons à engager de nouveaux ouvriers et employés ; que le relèvement des

salaires minima a amélioré les conditions d'existence de la partie la plus malheureuse de la classe ouvrière.

Il est moins sûr que les employeurs ne se soient pas rattrapés de l'augmentation des salaires les plus bas en en diminuant d'autres ; certaines statistiques tendent à l'indiquer, qui montrent que le salaire moyen de l'ouvrier américain n'a que peu varié. Les chiffres sont, il faut le dire, incertains, et, à l'encontre de ce qui précède, le rapport de l'U.S. *Steel* déclare que la moyenne des salaires a augmenté de 24% depuis l'entrée en vigueur du Code de l'acier. Mais la grosse métallurgie, en l'absence de commandes pour les travaux publics, n'a dû à la N.R.À. proprement dite aucun regain d'activité. Elle s'en plaint très vivement.

Certaines industries, par contre, ont retiré de la N.R.À. de grands avantages : celles du pétrole, par exemple, où la réglementation de la production et des prix a mis fin à un état de choses intolérable.

Dans le textile, la transformation a été radicale. Le *sweating system* y sévissait dans toute son horreur. On cite le cas des usines de Knoxville, dans le Tennessee, où les ouvriers étaient payés 4,91 dollars pour 55 heures de travail ; le code a porté le salaire minimum à 12 dollars pour 40 heures. La concurrence des *sweatshops* du Sud-Est avait ruiné les usines de la Nouvelle-Angleterre. La N.R.À. a rétabli leur situation. Le nombre des ouvriers employés dans le textile a considérablement augmenté, ainsi que le montant global des salaires. Naturellement, les prix de revient et les prix de vente s'en sont ressentis, et c'est le consommateur qui a finalement payé les frais. Mais il est plus exact de dire qu'il a cessé de bénéficier de l'exploitation éhontée de la main-d'œuvre.

La N.R.À. a fait faire un pas décisif à la législation sociale

aux États-Unis. Toute l'Amérique libérale a salué avec joie la suppression du travail des enfants, pour laquelle elle avait vainement lutté durant de longues années : à plusieurs reprises dans l'histoire, le Congrès et le Président avaient essayé d'imposer cette mesure aux États qui ne l'avaient pas encore inscrite dans leur propre législation : chaque fois, cette intervention fédérale avait été jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême. La N.R.À. et les codes ont triomphé de la difficulté ; de même, ils ont imposé la réduction de la période d'apprentissage ainsi que l'interdiction du travail à domicile dans un grand nombre d'industries.

Progrès également, en ce qui concerne les droits syndicaux qui n'étaient pas reconnus partout, et auxquels des procédures juridiques, comme celle de l'*injunction* faisaient obstacle. Désormais, les salariés ont le droit de s'organiser et de négocier collectivement. La loi et les codes laissent subsister toutes les anciennes possibilités de conflit sur les principes du *closed shop* (obligation pour les patrons de n'employer que des ouvriers syndiqués) et des *Company Unions* (droit pour le patron de traiter avec des syndicats d'entreprises). De même la « clause de mérite », qui existe dans certains codes et qui permet aux patrons de favoriser des ouvriers à leur gré, reste une source de difficultés.

Mais l'administration de la N.R.À. et le *National Labor Board*, créé le 5 août 1933 et composé d'un nombre égal de représentants des ouvriers et des patrons et d'un président désigné par M. Roosevelt, veillent du moins à ce que les ouvriers puissent constituer les associations de leur choix.

D'ailleurs, l'augmentation des effectifs syndicaux, qui a suivi l'institution de la N.R.À. témoigne de ses effets. D'août à octobre, l'*American Federation of Labor* a gagné, près de 2 millions d'adhérents. L'*United Mine Workers* en compte

600.000, alors que le recensement de 1930 indiquait un maximum de 627.000 membres possibles. Chez les ouvriers de la confection, l'affiliation au syndicat a passé de 35.000 à 150.000. Une nouvelle association ouvrière dans l'industrie du cuir a groupé d'emblée 75.000 membres.

Cependant même au sein de la classe ouvrière, certaines catégories de travailleurs ont été lésées par la N.R.À.

Les employeurs, dans l'obligation de relever les salaires minima, ont renvoyé le personnel dont le rendement était plus faible et qui, pour ce motif, était moins payé, pour le remplacer par des ouvriers et des employés plus habiles et plus actifs. À un homme âgé, qu'on payait 8 ou 10 dollars par semaine, et dont le salaire devait être porté à 12 ou 15 dollars on a préféré substituer un homme plus jeune, engagé au nouveau tarif .

De même pour la main-d'œuvre noire. On cite l'exemple de l'industrie du bois dans le Sud-Est, où le salaire horaire n'était que 5 à 6 cents. Il a été porté par le code à 20 cents. Les patrons ont aussitôt renvoyé les nègres et engagé des blancs.

Ici, la N.R.À. ne fait peut-être que découvrir une plaie ancienne. Le problème noir était et demeure la plus grave menace qui plane sur l'avenir des États-Unis. La coexistence sur le même territoire de deux races, aux besoins à ce poilu inégaux, pose à tout moment des questions angoissantes.

N.R.À. a suscité d'autres plaintes encore.

On a entendu celles de l'industrie lourde. Mais il suffira d'une accentuation de la reprise générale des affaires pour que leur objet disparaisse.

Les doléances des fermiers sont plus sérieuses. Généralement parlant, ils ont vu dans la N.R.À. un facteur de hausse des prix industriels, donc des objets qu'ils achètent, sans hausse correspondante des denrées qu'ils vendent. Forme nouvelle de l'éternelle dispute entre ruraux et urbains. On pouvait répondre — et on n'a pas manqué de le faire — qu'à l'À.À.À., ensemble des mesures prises en faveur des agriculteurs, il était juste d'adjoindre la N.R.À. pour relever parallèlement la condition des citadins.

Mais revenant à la charge, les fermiers ont montré que la hausse des salaires, dans les petites villes, avait une répercussion sur la main-d'œuvre agricole ; or, dans les conditions présentes, il est impossible de payer davantage les ouvriers des champs.

Satisfaction a été donnée aux fermiers en exemptant des règles N.R.À. les petites agglomérations.

Plaintes encore, et non moins vives, de la part des très petites entreprises, de celles qui n'ayant qu'un capital insignifiant, un faible chiffre d'affaires et point de liquidités, ne peuvent augmenter la feuille de paye à la fin de la semaine.

Là aussi des concessions ont été faites. Les règles de la N.R.À. sont par définition élastiques. Les cas particuliers sont réputés toujours susceptibles de révision et de réadaptation.

Mais l'Administration, tout en se déclarant prête à admettre les exceptions justifiées, n'en maintient pas moins le principe qu'une entreprise, incapable de payer à ses employés des salaires « décents », est condamnée et doit disparaître.

« Il est évident à mes yeux, répétait encore le général Johnson, le 18 janvier dernier, qu'aucune entreprise, dont l'existence n'est possible qu'à condition de payer des salaires inférieurs à ceux qui sont nécessaires pour vivre (*less than living wages*) n'a de droit à continuer d'exister dans ce pays. »

Principe dont la justesse est partout reconnue, mais qui, au milieu d'une tourmente économique, ne peut évidemment être appliqué qu'avec des tempéraments.

Mais les administrateurs de la N.R.À. prétendent que les difficultés du « little man», du petit entrepreneur ont été exagérées, et qu'en tous cas les soulagements qu'on lui a accordés sont suffisants. Ils produisent, à l'appui de cette affirmation, la statistique comparée des faillites de 1928 à 1933 ; elles indiquent que c'est dans la catégorie des petites entreprises que l'amélioration a été la plus accusée depuis le New Deal.

Cependant quoi qu'on puisse faire dire aux chiffres, c'est l'évidence même que les codes sont plus faciles à observer par les entreprises financièrement les plus fortes, les mieux outillées et employant relativement moins de main-d'œuvre. La N.R.À. les favorise ; son action s'exerce donc dans le sens de la concentration industrielle.

Mais le problème le plus délicat, peut-être, est celui des fraudes et des infractions. Tout le système repose, en réalité, sur la bonne foi des contractants, bien plutôt que sur la crainte des pénalités. De toutes les sanctions, la meilleure, celle de l'opinion, perd graduellement de son efficacité, parce que l'intérêt et la vigilance du public s'émoussent.

Reste le contrôle des associations ouvrières. L'administration Roosevelt fait tout ce qui est en son pouvoir

pour fortifier le syndicalisme américain.

Mais que faire si des patrons brisent la résistance ouvrière et refusent de se soumettre à l'autorité fédérale ?

Le retrait des licences, bien que prévu par le N.I.R.À., soulèverait des difficultés légales telles qu'on n'ose même pas les aborder. Sans doute, il semble exister à la Cour suprême une majorité d'une voix pour reconnaître le caractère constitutionnel des mesures incluses dans le New Deal. Mais l'épreuve n'a été tentée qu'à propos de litiges d'ordre mineur. Qu'adviendrait-il si la question de la souveraineté des États était posée devant la Cour suprême le jour où le pouvoir central aurait interdit à un citoyen l'exercice de sa profession ?

Au sein de la N.R.À. on hésite à prendre un pareil risque. D'aucuns suggèrent de tourner la difficulté et d'amener chacun des États individuels à promulguer une législation copiée sur le N. I. R. À. Mais quelle probabilité y a-t-il que les quarante-huit États y consentent? Et même que les quarante-huit lois qu'ils feraient voter constituent un ensemble qui ne soit pas discordant ?

Et si cette solution est reconnue impraticable, est-il vraisemblable que les règles de la N.R.À. puissent continuer longtemps d'être appliquées, ou de nouvelles règles être établies simplement en comptant sur la bonne volonté, le désir d'entente, l'esprit de conciliation des parties, et même sur la puissance des syndicats? Une autorité supérieure, munie de pouvoirs réels ne devra-t-elle pas intervenir? Pourra-t-on la créer sans une véritable révolution politique, sans le bouleversement, voire la destruction du système fédératif, éternel obstacle aux grandes réformes ?

Ce sont là des questions que ne manquent pas de se

poser les auteurs et les dirigeants de la N.R.À. L'avenir les préoccupe d'autant plus qu'ils croient fermement — et une grande partie du peuple américain le croit avec eux — qu'ils ne font pas œuvre purement temporaire, et qu'une direction, une coordination de l'économie industrielle demeureront des nécessités permanentes.

Ils voient les fissures d'une construction hâtive. Les cas de violation des codes sont innombrables. Non seulement la lecture des journaux, mais la vie quotidienne les révèle à l'observateur : il suffit, par exemple, d'interroger un garçon de café à New-York pour apprendre que la règle du salaire minimum n'est pas observée dans sa corporation.

Pourtant ce serait une erreur de croire que la N. R. À. soit en voie de disparition, ni même en décadence. La souplesse de l'institution, encore qu'elle réduise sa force et ses pouvoirs lui confère une vitalité toute spéciale. Elle est toujours prête à s'adapter à des conditions mouvantes. En ce moment, la révision générale des codes, peut-être accompagnée même d'une nouvelle réduction des heures de travail, est à l'ordre du jour.

La vérité, c'est que la N.R.À. est vivante parce qu'elle répond à des besoins réels. Elle les a en partie satisfaits, ou elle tend à le faire.

En même temps, elle imprime à l'économie américaine des directions que personne n'avait peut-être prévues à l'origine. Essayons d'esquisser à grands traits les résultats acquis et les répercussions plus lointaines.

Il y a l'action psychologique du début, l'impression de confiance donnée à une collectivité en plein désarroi économique, et qui s'est tout à coup senti reprise en mains et dirigée. Il y a le progrès énorme réalisé soudain dans le

domaine de la législation du travail et de l'organisation des syndicats. La classe ouvrière a reçu des armes grâce auxquelles elle pourra revendiquer une part de plus en plus importante du revenu national.

Il y a le soutien immédiat donné à quantité d'entreprises chancelantes, et que la concurrence à couteaux tirés menaçait de mort prochaine. La N.R.À. a déclaré une sorte de trêve sur un champ de bataille que la crise avait jonché de cadavres.

Mais, à longue échéance les industries les plus fortement organisées, les mieux outillées, celles où le machinisme est le plus développé sont naturellement favorisées par la réduction des heures de travail et l'institution du salaire minimum. Ainsi la N.R.À. tend à restituer au marché de la main-d'œuvre sa rigidité ancienne, donc à encourager la recherche des *labor saving devices* (méthodes économisant le travail humain) et à réorienter l'économie américaine dans sa direction traditionnelle, définie par les trois termes : cherté de la main-d'œuvre, perfectionnement de l'outillage, production massive.

Dans le même ordre d'idées, et malgré les tempéraments apportés dans l'application des codes, la N.R.À. pousse à la concentration industrielle qu'elle favorise, d'autre part, par la suspension du *Sherman Act*. On note déjà des tendances très nettes à la cartellisation et le gouvernement s'inquiète à juste titre des progrès du monopolisme dans certaines industries.

La limitation des profits, l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat des masses ne peuvent que favoriser le développement des industries produisant des biens de consommation, aux dépens des industries de capital. Les investissements sont ralentis, l'importance relative de

l'industrie lourde réduite.

Enfin, la N.R.À. cherche à égaliser les conditions de travail et d'existence sur un immense territoire aux climats divers et qu'occupe un extraordinaire mélange de peuples et de races.

Elle fait donc œuvre d'unification nationale. En quoi elle répond à une nécessité historique.

Pour le comprendre, qu'on imagine un continent, d'Europe, par exemple, à l'intérieur duquel n'existerait aucune barrière douanière. Entre la France et les Balkans le commerce serait libre, sans tarif, sans contingents ; survient une crise ; l'usine de Sofia ou de Tirana aux très bas salaires, ruine celle de Lyon : l'ouvrier bulgare ou albanais impose à l'ouvrier français son standard de vie.

Toutes choses égales il existait une situation de ce genre aux États-Unis. Si la N.R.À. parvient à y mettre fin sans création de cordons douaniers intérieurs, au moyen d'un nivellement des conditions d'existence par le haut et non par le bas, ce ne sera pas la moindre des révolutions que Roosevelt aura accomplie.

Chapitre VII : Pronostics

Toute classification comporte une systématisation arbitraire. De l'ordre dans lequel cette analyse a présenté les réformes du *New Deal*, on aurait tort de conclure à la préexistence, ni même à l'existence actuelle d'un plan d'ensemble selon lequel la Révolution américaine serait conduite.

C'est forcé par les circonstances, souvent même à regret, et non sans des retours en arrière, on l'a vu, que l'administration Roosevelt pratique une politique de dévaluation et de reflation monétaire. C'est pour satisfaire à des besoins et des désirs divers et contradictoires qu'elle entreprend une œuvre encore imprécise de réorganisation industrielle. Il n'est pas jusqu'à la réadaptation agricole qui, bien que les grandes lignes en aient été tracées à l'avance, ne demeure indéterminée dans son avenir. Parmi toutes les mesures prises depuis le mois de mars 1933, il y en a bien peu dont on ne pourrait, montrer qu'elles répondaient à une nécessité du moment, soit matérielle, soit psychologique.

Quoi d'étonnant dans ces conditions que des témoins de ces expériences considèrent les remèdes appliqués à l'économie américaine comme une série de piqûres, qui ont pu rendre provisoirement ,vigueur au malade et lui donner l'illusion de la guérison? À leurs yeux, les effets de ces coups de fouets successifs ne peuvent avoir qu'un temps. D'ici quelques mois, il faudra se rendre à l'évidence, et la rechute sera d'autant plus terrible que le traitement aura éveillé de plus grandes espérances.

D'autres — et leur attitude reflète sans doute celle d'une

grande partie du peuple américain — ne cherchent ni à comprendre ni à prévoir. Ils constatent simplement l'indéniable amélioration présente. À l'évocation de périls futurs, ils répondent par l'éternel postulat humain qui préfère à la mort la prolongation de la vie, fût-elle dangereuse. Qu'un mieux-être ait pu se produire, qu'on jugeait impossible, n'est-ce pas d'ailleurs une raison suffisante pour douter des prophéties pessimistes? De cette résistance au défaitisme, il n'y a qu'un pas jusqu'à l'espoir et même aux démarches habituelles de la confiance. Il s'en faut cependant qu'un pareil comportement ait la valeur d'un jugement sur l'avenir.

Critiques et suiveurs ignorants ont cela de commun qu'ils se refusent à reconnaître aux actes du gouvernement Roosevelt la logique interne, le plus souvent inconsciente, qui les commande, les coordonne et les oriente dans une direction déterminée. Ce ne serait pas la première fois cependant que l'instinct de conservation prendrait les mêmes voies que la raison. Voies où l'Amérique peut d'autant mieux s'engager que les hommes qui la gouvernent ont fait litière de beaucoup de préjugés et surmonté bien des inhibitions, qu'une bonne volonté ardente les anime, et qu'ils sont prêts à entreprendre plutôt qu'à temporiser et à freiner.

Peut-être les faits qui ont été dégagés ici et l'interprétation qui en a été donnée permettront-ils maintenant de distinguer où ces voies conduisent. Est-ce à un redressement durable de l'économie, et les remèdes guériront-ils? Sera-ce en même temps ou plus tard à un ordre nouveau et de quelle nature?

On aimerait répondre d'abord à la première question par un oui ou par un non, avant d'aborder la seconde. Mais en fait on ne saurait les examiner séparément, car le

redressement peut être favorisé ou entravé par les réformes, et le choix des réformes est à son tour limité par l'impérieuse nécessité de poursuivre le redressement.

Le redressement économique par la reflation

À l'actif de l'expérience Roosevelt, au nombre des résultats acquis, il faut inscrire la victoire remportée sur la thésaurisation. Cette victoire était la condition primordiale du redressement. En France même, ne nous répète-t-on pas chaque jour que le rétablissement de notre économie dépend du retour des capitaux thésaurisés à la circulation? En Amérique, le mal était beaucoup plus grave encore. Il a été guéri par la dévaluation qui a provoqué la hausse des prix et qui a, par conséquent, pénalisé et découragé les thésauriseurs . Mais la crainte des défaillances bancaires pouvait encore justifier l'accaparement de la monnaie fiduciaire. La garantie donnée aux dépôts l'a rendue sans objet.

La victoire est-elle temporaire ou définitive? En d'autres termes, la thésaurisation est-elle destinée ou non à renaître dans un avenir plus ou moins lointain? Impossible de répondre à cette question avant de savoir si l'Amérique saura plus tard diriger son dollar, de manière à maintenir le niveau des prix qu'elle aura choisi, à empêcher les baisses générales qui donnent à la monnaie l'attrait d'un refuge. Ce n'est que si elle y parvient qu'elle aura vraiment réussi à accomplir la réforme monétaire. Réforme qui assurerait au progrès économique une marche régulière, sans l'accélération des booms et le recul des crises. Réforme qui ne va pas sans une modification fondamentale des idées de

chacun sur la monnaie, désormais réduite au rôle de simple instrument d'échange, à pouvoir d'achat constant, et non plus richesse désirable en soi.

Quelles que soient les incertitudes d'un plus lointain avenir, un point est acquis : les États-Unis se sont mis en mesure de diriger leur dollar, puisque c'est le gouvernement qui a pris en mains le levier de commande monétaire. Ailleurs, il est tenu par la Banque centrale qui n'en le plus souvent que l'expression des grandes puissances d'argent. En Amérique, maintenant, *l'État est maître de sa monnaie*. Événement capital, véritable révolution.

Pour le moment, l'orientation donnée est celle de la *reflation*, indispensable au redressement, et qui fut trop longtemps retardée. Pour l'avoir négligée pendant les six premiers mois, l'Administration Roosevelt a connu les graves déboires de septembre et d'octobre, l'arrêt de la reprise et presque la rechute. Pour avoir, depuis novembre, amorcé l'expansion monétaire par le moyen des grandes dépenses, extrabudgétaires, elle a pu ranimer l'activité du pays et repartir de l'avant. Toute hésitation nouvelle, tout ralentissement trop marqué des dépenses gouvernementales d'ici que la reflation ait été obtenue rouvrirait l'ère des difficultés.

Il est possible, voire probable que l'administration de Washington, soit par timidité, soit au contraire par excès de confiance, suspende prématurément son effort ; mais on connaît assez les méthodes de M. Roosevelt pour savoir qu'il reviendrait vite sur une décision dont les effets apparaîtraient nocifs. Il n'y a donc guère de doute à cet égard : *en fin de compte la reflation sera poursuivie jusqu'à rétablissement du niveau des prix de 1926. Toutefois entre temps peuvent se produire des arrêts ou des ralentissements dont l'économie se ressentirait aussitôt* .

Mais, disent les uns, c'est une illusion de croire que la reflation puisse s'opérer sur commande. Et quand même ce serait chose praticable, ajoutent les autres, il est alors impossible de s'arrêter en chemin et la reflation dégénère vite en inflation pure et simple.

La première objection a contre elle le précédent de la guerre. L'expansion de crédit fut, en Amérique, à la fois la condition et la conséquence du financement par l'emprunt d'énormes dépenses de l'État. Que l'État engage donc de grandes dépenses et qu'il emprunte pour les couvrir, l'expansion de crédit s'en suivra forcément. Mais cette fois, au lieu de servir à payer des engins de destruction, elle permettra l'exécution de travaux d'utilité publique.

Les Américains n'ont point de peine à se représenter la crise comme un fléau semblable à la guerre. Ils ont gagné la seconde à coup de milliards, c'est à coup de milliards qu'ils vaincront la première. Sur un dessin publié par un journal de San Francisco, on pouvait voir un géant en armes, porteur d'un pesant sac d'or avec l'inscription : *35 milliards, ou ce qu'a coûté aux États-Unis la guerre de destruction*. À côté, un personnage en veston, symbolisant le réformateur de 1933, tient un sac beaucoup plus petit : ce sont les *10 milliards consacrés aux besoins humains dans la guerre de reconstruction*.

C'est en effet à près de 10 milliards que, dans son message de janvier 1934, M. Roosevelt évalue l'excédent des dépenses sur les recettes pendant les deux premières années de sa présidence, soit 7 milliards 300 millions pour l'exercice 1933-34 et 2 milliards pour celui de 1934-35. À ce moment, la dette fédérale atteindra environ 32 milliards. Rappelons qu'elle n'était que de 1.225 millions en 1916, qu'elle avait dépassé 25 milliards en 1920 pour retomber à

près de 16 milliards en 1930, et remonter à 22 milliards et demi au début de 1933.

Le 1er janvier 1934, l'Administration Roosevelt n'avait encore déboursé que 1300 millions sur les crédits extraordinaires autorisés. D'après ses propres prévisions, il lui restait 7 milliards 700 millions à dépenser *hors budget*, jusqu'au 30 juin 1935, pour combattre la crise par la reflation. La réserve de munitions n'est pas prête de s'épuiser. Quant à la dette publique, on aurait tort de s'en inquiéter. À 32 milliards, elle n'atteindra pas, par tête, la moitié de ce qu'elle représente aujourd'hui en France.

De tout ce qui précède, il résulte que les grandes dépenses gouvernementales doivent réussir à provoquer la reflation, et que les moyens dont dispose M. Roosevelt à cet égard sont suffisamment puissants. On a vu toutefois au chapitre III qu'actuellement l'expansion s'opère beaucoup plus lentement qu'il ne faudrait, parce que le système bancaire américain ne s'emploie pas à maintenir dans la circulation les crédits nouvellement créés et à en faire bénéficier les entreprises privées.

C'est une question qui préoccupe vivement l'Administration Roosevelt. Depuis des mois, le président de la *Reconstruction Finance Corporation*, M. Jessie Jones, insiste auprès des établissements financiers pour qu'ils fassent preuve d'une grande libéralité dans l'octroi des crédits à leur clientèle. Les banques répondent que les entreprises solides ont des disponibilités et n'en cherchent pas d'autres, et que celles qui sollicitent des ouvertures de crédit n'offrent pas des garanties suffisantes.

L'objection est valable. Cependant, au stade présent de la reprise, il y a nombre d'affaires dont la situation s'est déjà beaucoup améliorée et que de nouvelles ouvertures de

crédit auraient toutes chances de rendre bénéficiaires. On comprend que les banques n'osent pas, dans ces conditions, engager l'argent de leur clientèle. C'est un cercle vicieux qu'il est urgent de rompre.

Le gouvernement peut le faire en prenant lui-même tout ou partie des risques, risques faibles puisque toute sa politique, qui mène à la hausse des prix, doit rendre solvable et profitable la grande majorité des entreprises. On avait projeté, à cet effet, la création d'un ou de plusieurs instituts d'État d'assurance crédit qui eussent garanti les banques contre une très forte proportion des pertes éventuelles.

Mais l'Administration songe plutôt à créer, sous le contrôle de la R. F. C., de véritables banques industrielles de crédit, dont elle souscrirait le capital et qui auraient le droit d'émettre des obligations. Ces établissements, au nombre de douze, pourraient, dans leurs districts respectifs, accorder des prêts, ou acheter des obligations à court et moyen terme (5 ans au maximum) d'entreprises industrielles et commerciales. Par ailleurs, elles seraient aussi autorisées à garantir les crédits ouverts par les banques de crédit particulières, mais seulement jusqu'à 20 % de leur montant-pourcentage qui paraît faible .

Quoi qu'il en soit, le problème est nettement posé, les données en sont relativement simples ; on en est maintenant à la recherche des solutions pratiques et il n'y a aucune raison théorique pour qu'on ne les trouve pas.

***

La seconde objection à la politique de reflation prétend que l'expansion des crédits finirait fatalement par échapper

à tout contrôle et par se transformer en une inflation désordonnée.

Danger lointain, en tous cas ; et à l'antipode des difficultés présentes. Mais non pas crainte chimérique, car il peut en effet arriver un jour que, réglant à des pressions démagogiques, le gouvernement américain abuse de ses pouvoirs.

Mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas, bien au contraire. M. Roosevelt pousse au plus haut degré le souci de contrôler la reflation et de prévenir la répétition des erreurs de la période de prospérité. Pour empêcher que les crédits nouveaux ne trouvent le chemin des marchés spéculatifs, comme en 1928 et 1929 , une nouvelle réglementation du Stock Exchange va entrer en vigueur, qui relève les marges requises pour les achats de valeur à terme. Wall Street proteste bien entendu avec véhémence, mais le président a pour lui l'opinion publique ; elle n'a pas oublié le krach, ni les révélations qui l'ont suivi sur les agissements des financiers ; elle nourrit contre eux un ressentiment tenace et n'admet plus qu'ils imposent leur loi. La Bourse est déchue de sa puissance ; elle n'est même plus un baromètre exact de l'économie.

Ainsi, des précautions sont prises pour que la reflation de crédit ne se développe pas dans une direction indésirable. De même des dispositions efficaces sont d'ores et déjà arrêtées pour le cas où le volume de l'expansion menacerait de dépasser les limites de sécurité .

Les freins qu'on peut appliquer au mécanisme de la reflation sont puissants. C'est affaire de sagesse et de volonté, de la part du gouvernement, de savoir en user au moment voulu – ni trop tôt, ni trop tard.

Les investissements : socialisme d'état ou capitalisme privé

À supposer, comme il est d'ailleurs probable, que la reflation s'opère normalement, c'est-à-dire à une vitesse suffisante, et sans excès, le problème de la circulation des capitaux ne sera pas encore complètement résolu.

Par l'obtention de crédits à *court* et à *moyen terme*, l'industrie et le commerce ne seront assurés que du fonds de roulement nécessaire à leur marche courante. Mais ce n'est qu'au moyen d'emprunts à *long terme* que les entreprises peuvent entretenir ou développer leurs immobilisations (édifices, machines, outillage).

D'autre part, les individus ne consacrent qu'une partie de leurs revenus à l'achat des marchandises nécessaires à leur consommation. Le reste est *épargné*, et l'épargne, pour rentrer dans la circulation, doit se placer, *s'investir*, donc souscrire aux actions et obligations émises précisément par les entreprises en quête de capitaux à long terme pour des travaux de construction, pour la rénovation ou l'entretien de leur outillage.

Bref, à une *demande* de capitaux de la part de l'industrie, correspond une *offre* de l'épargne. Entre cette demande et cette offre une communication doit s'établir, faute de quoi l'équipement industriel, au lieu de progresser, se dégrade et les fabrications de construction et d'outillage s'arrêtent, tandis que les capitaux demeurent stagnants et inactifs. La machine économique tend à s'enrayer. Le rôle du marché des capitaux est d'assurer cette communication. Sous le *New Deal* il ne le remplit que très imparfaitement.

Les émissions sont presque exclusivement limitées aux emprunts de l'État, lequel offre des bons à courte échéance, et ne rapportant qu'un intérêt minime : 1/16 % pour 6 mois . L'attrait pour le public en est nul : autant vaut laisser les capitaux en dépôt, sans intérêt, dans les banques. Ce sont donc les banques qui souscrivent, en leur propre nom, avec les fonds de leur clientèle.

Le produit des emprunts sert principalement à financer les entreprises de secours direct aux classes ouvrières et paysannes dont il développe le pouvoir d'achat et la consommation. Une faible part seulement en va, sous le titre des travaux publics, aux industries de construction et d'outillage. Il en résulte que les épargnes mobilisées par l'État arrivent bien à stimuler les industries de consommation, mais n'alimentent qu'insuffisamment les industries dites de capital.

Le circuit se referme, mais sans qu'ait été effectué tout le parcours habituel : un domaine entier de l'économie est mal irrigué et reste anémié.

Pour assurer et compléter le redressement économique de l'Amérique, il faut, et sans doute même suffit-il aujourd'hui que la fonction circulatoire des capitaux soit rétablie.

Pourquoi, malgré la reprise des affaires, n'y a-t-il pas d'émissions privées. Pourquoi le marché des capitaux reste-t-il paralysé? C'est la faute de la nouvelle loi sur la protection de l'épargne, le *Federal Securities Act*, répondent les financiers et la plupart des économistes. Qu'on en revise le texte, ou qu'on en donne pour le moins une interprétation libérale, et tous les obstacles seront levés. L'Association des banquiers a imaginé une solution ingénieuse : elle se

chargerait de faire elle-même la police, et veillerait à l'application d'un code, où seraient incorporées toutes les règles du *Federal Securities Act*, mais qui admettrait l'excuse de la bonne foi et dont les sanctions seraient moins draconiennes.

C'est un choix décisif que l'Administration Roosevelt aura bientôt à faire : ou bien rouvrir le marché des capitaux aux initiatives privées, ou bien en conserver le contrôle et se charger elle-même du financement à long comme à court terme de l'industrie américaine. Dans le premier cas, ce serait le retour au capitalisme privé. Dans le second, le gouvernement fédéral, exerçant le monopole des émissions, placerait ses bons sur le marché pour en affecter le produit à la souscription de valeurs industrielles. Ce serait le triomphe du capitalisme ou socialisme d'État, puisque l'État deviendrait graduellement le principal, puis l'unique actionnaire de toutes les entreprises.

À première vue, c'est vers ce régime que le *New Deal* est orienté. Déjà le contrôle du pouvoir central s'étend sur les banques ; ce sont des organismes d'État qui assurent la distribution du crédit à court terme ; la production agricole est dirigée par Washington, et l'administration trouverait sans peine dans la N.R.À. l'instrument de ses interventions futures dans la gestion des industries.

Mais entre le retour pur et simple à l'ancien capitalisme privé et l'institution du socialisme d'État, il existe une solution intermédiaire et c'est la plus probable.

Quand ce sont moins des doctrines qui s'affrontent que des expériences qui se poursuivent, toutes les chances sont en faveur du compromis. On imagine sans peine la coexistence en Amérique du capitalisme d'État et du capitalisme privé, chacun régnant dans un secteur plus ou

moins nettement délimité. Le premier comprendrait, avec les chemins de fer qui sont déjà placés sous la haute direction d'un « coordinateur » et dont la nationalisation est envisagée dans les rapports officiels, un certain nombre de services publics. Peu à peu pourraient s'y adjoindre les mines et les industries exploitant des ressources naturelles. Les autres branches seraient laissées ou rendues aux initiatives privées, auxquelles une interprétation libérale des textes législatifs permettrait de s'adresser au marché des capitaux, sous le contrôle immédiat des organisations corporatives et sous la surveillance plus discrète du pouvoir central.

La nouvelle idéologie américaine

Il n'est pas exclu, certes, qu'un jour les États-Unis poursuivent leur évolution jusqu'à l'Étatisme intégral, puis jusqu'au socialisme proprement dit. À l'heure présente, ces systèmes ne comptent qu'une poignée de partisans.

Au gouvernement, Mr. Rex Tugwell, secrétaire adjoint à l'Agriculture, est le seul à faire du capitalisme une critique destructive et à ne pas croire qu'une forme intermédiaire puisse être viable.

Quelque ébranlement qu'aient subi depuis la crise ses idées traditionnelles, l'Amérique reste encore fermement attachée aux principes individualistes. Elle n'en admettra le

sacrifice, même partiel, que dans la mesure où la nécessité lui en sera prouvée par les faits.

La doctrine américaine de l'effort individuel et de la récompense qu'il doit recevoir sous la forme du profit matériel a sa source historique dans l'épopée de ces pionniers qui, au XIXe siècle, ont achevé la conquête d'un immense territoire. Un grand peuple colonisateur y a puisé, cent cinquante ans durant, des leçons d'énergie consacrées par de prodigieux succès. Sa conception de la vie en était imprégnée. Et les mots, dont un Théodore Roosevelt s'est servi pour l'exalter, gardent encore leur résonance ; les désillusions et les humiliations de la crise ne l'ont pas étouffée.

D'aucuns vont jusqu'à penser que le tempérament américain ne saurait s'accommoder d'une autre doctrine ; ils en déduisent que le retour à l'individualisme intégral est inéluctable. On entend souvent dire aux États-Unis que, si la prospérité est rétablie, toute la construction étatiste sera balayée en un instant. On cite en exemple toutes ces organisations du temps de guerre qui, après la conclusion de la paix, furent anéanties de quelques traits de plume. On ajoute que l'esprit particulariste des États est si puissant qu'aussitôt le péril conjuré, il fera table rase des règles et des institutions fédérales nées de la crise.

La force de ces facteurs traditionnels est certaine : elle est suffisante pour empêcher la révolution, si faire se peut, d'aller jusqu'au socialisme. Mais comment croire qu'elle puisse déterminer une réaction totale? On n'imagine pas d'ailleurs un retour si complet à la prospérité que la réglementation qui l'aurait fait renaître puisse être abolie impunément. Si, par hasard, dans l'élan d'un optimisme inconsidéré, l'Amérique rétablissait purement et simplement les conditions anciennes, on verrait vite réapparaître les

mêmes déséquilibres qui causèrent la crise. Il faudrait recommencer à pied d'œuvre, et c'est alors que les solutions les plus radicales s'imposeraient sous le coup de la déception et de la colère.

Mais il existe dès maintenant, dans la mentalité américaine, des freins assez puissants pour rendre improbable une revanche, même momentanée, de l'individualisme intégral.

Le meilleur baromètre de l'opinion aux États-Unis c'est sans doute le président Roosevelt. Son prestige et son succès tiennent pour une large part, à sa connaissance exacte des pensées de la nation, à la concordance intime et presque instantanée de ses paroles et de ses actes avec les aspirations et les désirs du peuple. Or, M. Roosevelt nous a montré comment ont pu se transposer, au cours des dernières années, les tendances et même les traditions de l'Amérique.

Le parti démocrate, comme on sait, professe l'idéal jeffersonien, celui de la liberté des individus et des États, par opposition aux empiétements de l'autorité fédérale. N'est-ce pas une chose singulière que l'auteur du New Deal, qui a poussé dans toutes les directions, en étendue et en profondeur, les tentacules du pouvoir central, se réclame de la doctrine de Jefferson ?

Ouvrons le livre de M. Roosevelt, *Regards en avant* : dès le premier chapitre qui porte le titre significatif de « Réestimation des valeurs », nous le verrons résoudre la contradiction :

« Jefferson, écrit-il, avait craint les empiétements du pouvoir sur les individus. Pour Wilson, la puissance financière constituait le nouveau danger. Il comprit que le

système économique de grandes concentrations était le despote du XXe siècle, dont dépendait la sécurité des individus et dont l'irresponsabilité et l'avidité — si on n'exerçait sur elles aucun contrôle — pourraient réduire les masses à la misère et à la famine. En 1912, la concentration de la puissance financière n'était pas encore ce qu'elle est devenue de nos jours... »

Ainsi l'ennemi, pour le disciple moderne de Jefferson, ce n'est plus l'État central, c'est l'oligarchie financière. Voilà une transposition doctrinale qui répond aux sentiments les plus profonds de la nation. Jadis, objets d'une vénération mêlée d'envie, les magnats de Wall Street n'ont pas seulement perdu tout prestige depuis 1929. Le krach les a fait apparaître comme des illusionnistes ignorants et dangereux ; la révélation des scandales Mitchell et Wiggin les a couverts d'opprobre ; elle a soulevé contre eux la haine et le mépris.

Tout cela ne tombera pas dans l'oubli. La mémoire en sera perpétuée par les traces et le souvenir des souffrances endurées, par la survivance d'une littérature, par toutes sortes de manifestations dans l'ordre spirituel, par l'enseignement donné par des maîtres qui, depuis cinq ans, sont penchés sur l'étude des faits économiques et sociaux. L'idée de rendre pleine liberté aux gens de finance, ferait bondir d'indignation l'immense majorité des Américains.

Il n'est pas jusqu'à la vieille ambition de faire fortune qui ne rencontre des limitations, qu'exprime le mot d'ordre populaire : « plus de millionnaires ». Nul sans doute ne l'entend pour lui-même, mais il suffit que chacun l'applique à son voisin.

On raconte qu'au début de la N. R. À., comme M. Roosevelt discutait le code des mines avec les grands

patrons, M. Schwab, de la Bethlehem Steel, argua de ses devoirs envers les actionnaires de la compagnie. Le président l'interrompit : « Est-ce à vos actionnaires que vous pensiez lorsque vous payiez des millions de dollars de gratification à votre président, mon ami Gene Grace ». Et à la fin de l'entretien, M. Roosevelt revenait à la charge « Mes meilleurs souvenirs à mon ami Gene Grace, mais dites-lui bien de ma part qu'il ne lui arrivera plus jamais de gagner un million par an. »

Cette hostilité foncière au gain facile se retrouve dans les manifestations de « l'esprit punitif » du gouvernement. En poursuivant avec ostentation les fauteurs de malversations, les corrupteurs, en annulant brutalement des marchés onéreux, il entretient dans l'opinion l'idée qu'il y a une limite au profit honnête, limite au delà de laquelle le modeste citoyen, « l'homme oublié », est frustré de son dû.

C'est ainsi qu'au nom même de l'individualisme, le *New Deal* inculque au peuple américain la notion du contrôle des grands intérêts privés par l'État.

Autrefois, explique encore le président Roosevelt, dans ses *Regards en Avant*, l'individu pouvait échapper aux rigueurs d'un système trop dur pour les petits : « au moment le plus critique, on avait toujours la ressource de s'embarquer pour l'Ouest, où des prairies incultes accueillaient les hommes auxquels l'Est n'avait pu procurer un gagne-pain ». Mais aujourd'hui, on peut appliquer aux États-Unis, le mot de Paul Valéry. Ils sont devenus *un monde fini*. Il n'y a plus, pour les pionniers, de terres à défricher. Et voici que M. Roosevelt transpose aussi l'esprit du pionnier, et l'applique à l'exploration du monde social, à la recherche de règles meilleures et plus harmonieuses.

Ici encore la tradition sert l'esprit nouveau et s'adapte à

lui.

Quant à la vieille opposition des États et du pouvoir central, elle demeurera un facteur important dans l'évolution de l'Amérique. Mais dans cette lutte déjà plus que séculaire, une loi historique veut que l'autorité fédérale étende graduellement son empire. Cette fois, d'ailleurs, un fait nouveau s'est produit, d'une portée incalculable : la crise a ruiné les finances des États. Il a fallu que le gouvernement de Washington vînt au secours de leurs chômeurs, payât leurs fonctionnaires, assurât le service de leurs emprunts. Les dettes des États envers l'Union sont énormes. La situation de débiteurs à créancier les met en condition d'infériorité. Ils ne peuvent pas récupérer tout ce qu'ils ont perdu de leur souveraineté.

***

Un pas a été franchi sur lequel il n'y a plus de retour possible. Si l'on hésite encore à le croire, qu'on écoute seulement les adversaires politiques de M. Roosevelt.

L'Université de Columbia est dirigée par un républicain, M. Nicholas Murray Butler. Il a présidé à la rédaction d'un rapport qui porte la signature des plus éminents économistes, et où on lit textuellement que la politique du laissez-faire est morte. Il a, avec ses collègues, approuvé, sous certaines réserves, le principe des codes et celui du contrôle des salaires et des profits ; il s'est prononcé en faveur de la surveillance des grandes corporations industrielles, pour une politique de travaux publics et pour une monnaie-or, mais *dirigée*.

Quant au leader du parti républicain, l'ancien secrétaire d'État, Ogden Mills, s'il ne manque pas bien entendu,

d'attaquer l'administration, il concède que le principe de la N. R. À. est bon ; tout en déclarant excessives les dépenses du gouvernement, il admet qu'elles sont peut-être nécessaires pour remettre l'économie en marche. Enfin, il se dit partisan de l'assurance contre le chômage.

Ainsi parle le chef des conservateurs sociaux. On juge par là de l'évolution de l'esprit public.

Où mène cette évolution? Quel idéal de vie proposent au citoyen américain ceux qui ont sa confiance? Reportons-nous aux textes. Nous n'y verrons tracé ni l'ancien idéal du capitalisme individualiste, ni l'idéal socialiste, mais bien celui d'une forme intermédiaire qui emprunte à gauche et à droite ses principes directeurs.

« Chaque homme a le droit de vivre, dit M. Roosevelt, c'est-à-dire qu'il a le droit de se constituer une vie agréable. Il peut, par paresse, ou à l'encontre de tout devoir moral, renoncer à ce droit, mais ce droit ne peut lui être refusé. Notre gouvernement, sous une forme officielle ou non, par des mesures économiques ou politiques, doit ouvrir à chaque individu une voie qui le conduise, s'il travaille, vers la possession de ce qui est nécessaire à ses besoins. Chaque homme a en outre un droit sur ce qu'il possède individuellement, autrement dit un droit qui lui garantit dans la plus large mesure la sécurité de ses gains. Sans ce droit, il ne pourrait traverser les périodes difficiles de la vie, durant lesquelles, pour des raisons naturelles, il lui est impossible de travailler : l'enfance, la maladie, la vieillesse. Dans toute idée de propriété ce droit est considérable, il domine tous les autres. Si, par respect pour ce droit, nous devons imposer des restrictions aux opérations du spéculateur, du manieur d'argent et même du financier, j'estime que nous devons admettre ces restrictions comme

indispensables pour protéger l'individualisme et non pour l'entraver ».

Autrement dit, c'est pour assurer la sécurité de l'existence et de la propriété qu'il est devenu nécessaire d'abolir d'anciens privilèges, et par conséquent de faire une révolution :

« Les vieux jours sont passés, s'écrie M. Ickes, un des membres les plus influents du cabinet, les vieux jours du gouvernement du riche et du puissant, pour le riche et le puissant, aux dépens de la grande masse du peuple.

« Ils sont passés pour toujours, espérons-le. Je crois que nous sommes à l'aurore d'une ère où l'homme, la femme, l'enfant moyen auront la possibilité d'une vie plus riche, et plus heureuse. Il est juste et désirable qu'il en soit ainsi. Après tout, nous ne sommes pas dans ce monde pour travailler comme des galériens durant de longues heures à des tâches pénibles pour accumuler aux mains de deux pour cent de la population les quatre-vingts pour cent de la fortune nationale. »

Un journaliste américain, dont les sympathies pour l'œuvre de M. Roosevelt s'accompagnent de réserves, a tenté de figurer le régime social vers lequel tend le *New Deal*. Commentant la promesse, faite par le président, d'une « vie plus abondante », M. Arthur Krock peint le tableau que voici :

« Le citoyen aura plus de sécurité dans son emploi. Il consacrera moins de temps au travail et gagnera un salaire suffisant pour vivre. Il sera à l'abri de l'exploitation des professionnels de la finance. Et si, sans qu'il y ait de sa faute, il perd sa situation, le gouvernement lui donnera du travail ; il n'aura donc pas à recourir à la charité privée. Il ne

connaîtra pas les années de boom, mais non plus celles de crise. Il aura droit à une pension après un certain nombre d'années de services qu'il aura fidèlement donnés à ses patrons ou à l'État.

« Le confort de la vie lui sera offert à des prix équitables, sous la surveillance du gouvernement, y compris les services modernes de lumière, de force et de transport.

« Le citoyen du *New Deal* ne se verra sans doute pas garantir le luxe de chemises de soie ni la possession de deux automobiles par famille. Mais il aura toujours à manger, encore que la poule au pot ne doive pas nécessairement figurer au menu de chacun de ses repas. Il y aura beaucoup moins de pauvreté, mais, en contrepartie, le gouvernement ne pourra admettre qu'un petit nombre d'individus fassent d'énormes profits et se transmettent de vastes fortunes. En d'autres termes, la loi contrôlera la distribution de la richesse et de la propriété.

« Si le citoyen à la vie plus abondante est un fermier, il sera placé sur un plan d'égalité économique avec ceux auxquels il achète et auxquels il vend. Si c'est un habitant de la ville, on s'efforcera de lui garantir la propriété de la maison qu'il aura acquise et la conservation de l'emploi auquel il se consacrera avec ardeur...

« Mais comment se traduira la vie plus abondante pour l'employeur, l'homme d'affaires, l'homme riche? La seule restriction qui lui sera imposée sera la limitation de son revenu à un niveau compatible avec la sécurité du corps social tout entier. Il sera protégé contre les risques de boom, d'expansion excessive et par conséquent contre le danger de voir disparaître son entreprise et son capital en temps de crise profonde, car il n'y en aura plus. La nouvelle structure sociale le garantira contre la violence politique, lui et ses

enfants. Il sera entouré de travailleurs heureux, bien payés, aux loisirs assurés. Dans ses affaires, grâce à des ententes raisonnables avec ses rivaux, il n'aura pas à redouter la concurrence aveugle, cause de gaspillage et de ruine.

« Il aura sa part légitime dans l'activité économique ; part qu'il pourra développer en raison de ses capacités et de sa bonne fortune, dans toute la mesure où l'admettra le plan général. »

Idéal de vie trop statique, trop sédatif sans doute pour représenter exactement les tendances d'un peuple ardent et brutal à qui répugne la monotonie. Le tableau de M. Krock est à dessein trop poussé ; il vise à provoquer la réaction des vieux instincts individualistes.

Cependant quelques-uns des nouveaux principes semblent bien avoir conquis leur droit de cité définitif.

Dominant tout le reste il y a la conception que *le progrès technique ne doit pas se traduire par des restrictions ou des privations mais par une augmentation générale du bien-être*.

En découle immédiatement la notion d'une *distribution équitable des revenus* et d'un contrôle permanent de cette distribution. Elle est déjà incluse dans le nom donné à l'expérience Roosevelt : le *New Deal*, c'est la Nouvelle Donne, et par ces mots, il ne faut pas seulement entendre que l'État procédera à une nouvelle répartition, mais qu'il veillera à ce que les jetons ne puissent plus être accaparés dans les mêmes mains.

La réforme monétaire qui est intervenue en faveur des débiteurs, la révision des hypothèques qui a secouru les petits propriétaires, la réadaptation de l'agriculture qui

revient à un prélèvement au profit des fermiers, les codes qui augmentent la part de la classe ouvrière ont rendu cette notion familière et populaire à la fois. Elle entraîne d'une part, celle de la *limitation des profits*, d'autre part la *réduction des heures de travail* et le droit à un *minimum de salaire* qui permettent de vivre une existence « décente » ; et enfin, l'*extension du droit syndical*, moyen de contrôle et d'exécution. Toutes idées que la politique de la N. R. À. et sa propagande ont fait pénétrer profondément dans l'esprit de chacun.

Du même principe, procède encore le *droit au travail* dont l'institution de la C. W. À. fut une première application et qui s'est à ce point imposé, que le président le place maintenant à la base de ses projets d'assurance contre le chômage. Si dans l'avenir, la crise une fois résolue, l'État continue d'embaucher les chômeurs et les emploie à des travaux d'intérêt collectif, tout en leur payant des salaires normaux, il devra pour couvrir cette dépense, effectuer un prélèvement sur les revenus de la communauté par la voie de l'impôt .

Changements de structure - Activités futures

À de tels changements dans les objectifs et les règles de vie, ainsi que dans la psychologie de l'*homo economicus*, doivent naturellement correspondre des modifications profondes dans la structure sociale et dans l'aspect démographique du pays.

On peut prévoir de vastes transferts de populations ; migrations géographiques et migrations professionnelles.

Il y en aura de voulues et d'organisées : le gouvernement fédéral va créer de grandes colonies destinées à se suffire à elles-mêmes et à l'intérieur desquelles devra s'établir un équilibre des productions (agricoles, industrielles et artisanales) et des prestations de service.

On y dirigera les habitants des campagnes et des villes où le redressement économique est impuissant à faire renaître les activités anciennes ; soit qu'elles étaient consacrées à des productions désormais réglementées et limitées par l'À.À.À. ou par certains codes industriels, soit qu'elles s'étaient développées de façon excessive pendant la période de fausse prospérité, soit enfin que les récents progrès techniques les condamnent à une disparition définitive.

D'autres transferts s'opéreront automatiquement parce qu'en même temps que se fermeront certains débouchés, d'autres vont s'ouvrir.

La limitation des profits de la classe capitaliste est destinée à imprimer aux investissements un rythme moins rapide qu'avant la crise, et par voie de conséquence la quantité des instruments de production augmentera moins vite. Mais, simultanément, l'accroissement du pouvoir d'achat des masses développera la consommation courante.

L'industrie lourde, l'industrie dite de capital occuperont sans doute moins de main-d'œuvre qu'autrefois. Au contraire, l'industrie de consommation offrira des places et du travail à un plus grand nombre de techniciens, d'employés et d'ouvriers. En même temps, l'amélioration des conditions d'existence dans le peuple accroîtra, suivant un processus depuis longtemps observé, la demande pour les services ; d'où encore création d'emplois.

Mais de ce développement inégal on aurait tort de conclure que les industries de capital sont d'ores et déjà vouées à la décadence, ou même que l'état de stagnation où elles se trouvent actuellement, soit destiné à se perpétuer. L'industrie des machines, par exemple, sera stimulée par le rétablissement des hauts salaires qui poussent à la découverte et à l'application des procédés économisant le travail humain (*labour saving devices*).

De nouvelles inventions ont été mises au point, ou vont l'être, qui peuvent ranimer des branches actuellement délaissées de la production industrielle. Dans les chemins de fer, où d'ailleurs tout l'outillage est à renouveler, la construction d'automotrices ultra-légères et à marche extrêmement rapide offre, pour un pays où les distances sont si grandes, un intérêt capital. Une industrie nouvelle est en train de se créer pour le « conditionnement » (purification, chauffage, refroidissement, humidification) de l'air.

Mais il est un champ presque illimité à l'activité d'une des principales industries de capital, celle du bâtiment. À tel point qu'elle y peut trouver non seulement une compensation à toutes les déficiences, mais les bases d'une extraordinaire prospérité qui gagnerait immédiatement les industries voisines pour s'étendre bientôt à toute l'économie. On assisterait alors à un phénomène analogue au développement de l'industrie électrique, au début du XXe siècle, ou à celui de l'industrie automobile depuis la guerre.

Aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les Américains sont d'une façon générale extraordinairement mal logés. Dans les classes moyennes où à certains égards, on jouit d'un luxe inconnu dans les milieux correspondants

en Europe, où par exemple les autos, les appareils frigorifiques sont choses courantes, l'habitation est le plus souvent misérable. Partout, même au milieu des cités modernes, ou trouve de vieilles maisons de bois. Les classes pauvres vivent dans d'affreux taudis. Les loyers sont d'ailleurs exorbitants et absorbent le quart ou même le tiers du revenu. D'où un déséquilibre dont on ne saurait exagérer la gravité et qui se reflète sur toute l'économie du pays.

La solution du problème du logement ne transformerait pas seulement les conditions d'existence des Américains ; mais l'édification de maisons neuves par centaines de mille donnerait directement et indirectement du travail à des millions de chômeurs.

Or cette solution, qui serait aussi celle de la crise, dépend en partie de progrès techniques qui abaisseraient le prix de la construction : ils ne sont certes pas hors de la portée du génie inventif de l'Amérique. Mais dans les centres urbains le problème est compliqué par la cherté inouïe des terrains. Il y a là une situation absolument anormale, dont la spéculation est la cause première, et à laquelle il est urgent de mettre fin, quitte à recourir à l'expropriation.

Il n'y aurait rien d'étonnant que les prochains mois ou les prochaines années vissent s'accomplir en Amérique une révolution immobilière urbaine comparable à la révolution immobilière rurale en France, à la fin du XVIIIe siècle.

Démocratie ou dictature

Toutes les transformations qui s'opèrent dans l'ordre spirituel, économique et social, s'accompagnent-elles ou

seront-elles suivies d'une révolution politique ?

En un sens au moins, on est tenté de répondre par l'affirmative. On voit mal, en effet, comment la vieille constitution, de forme fédérative, pourra à la longue résister à la pression qu'elle subit. L'unité de commandement a été nécessaire dans la bataille contre la crise. Ne le sera-t-elle pas davantage encore pour prévenir la rechute et pour maintenir l'ordre nouveau, dès qu'avec le retour à la santé, se réveilleront les particularismes locaux et les appétits privés? Rien ne prouve cependant que, pour asseoir définitivement la suprématie du pouvoir central, doive intervenir une rupture brusque et violente avec le passé. En dépit du précédent historique de la guerre de Sécession, le marchandage, le compromis, l'adaptation graduelle sont plus conformes à la tradition.

Mais le grand problème politique est beaucoup moins celui de la lutte entre le fédéralisme et la centralisation, que de savoir si la révolution économique et sociale est compatible avec le maintien du régime démocratique.

On a dit qu'aux États-Unis, règne une dictature : et l'on cite souvent le nom de Roosevelt à côté de ceux de Mussolini et d'Hitler.

Erreur grossière, confusion ridicule.

L'art du président, son génie politique c'est précisément d'avoir su imprimer sa direction au gouvernement de l'Amérique, dans le respect absolu des formes démocratiques.

Sans doute, des pouvoirs plus étendus et nouveaux lui ont été confiés. Mais ils demeurent limités, et comme l'écrit M. Lindley, les objectifs pour lesquels ils peuvent être

utilisés, sont nettement définis. Le Parlement qui les a délégués, peut à tout moment les reprendre. Nulle atteinte n'a été portée aux droits du citoyen : la liberté de la presse et de l'opinion, le droit d'association et de réunion demeurent entiers.

Ses pouvoirs, M. Roosevelt les exerce avec l'accord d'une nation presque unanime : le secret de cet assentiment, c'est que le but qu'il poursuit est de toute évidence le mieux-être du plus grand nombre, et que les seules disciplines qu'il demande visent à atteindre cet idéal. De tels appels au sentiment, à la raison, s'ils sont lancés par un homme probe et loyal, énergique et éloquent, pourquoi n'emporteraient-ils pas la sympathie et la conviction populaire ?

M. Roosevelt a donc confiance dans la démocratie. Il a su établir avec elle un contact intime et permanent. Il la tient constamment au courant de ses actes et de ses intentions, grâce à cet admirable instrument de liaison que peut être la presse, et il réserve le discours radiodiffusé pour les grandes occasions, pour les temps critiques, quand il lui faut user de tout son ascendant afin de rassurer et de convaincre.

Deux fois par semaine, le président réunit dans son cabinet les journalistes accrédités à la Maison Blanche. Ces conférences se tiennent dans une atmosphère de camaraderie véritable ; c'est à peine si la cordialité est nuancée d'un peu plus d'autorité chez l'un, d'un peu plus de déférence chez les autres. Il règne entre les interlocuteurs une confiance absolue : le président sait qu'aucune de ses paroles ne sera déformée, ni tendancieusement interprétée et que rien de ce qu'il aura dit sous le sceau de la confidence ne sera rapporté. Les journalistes savent de leur côté qu'ils ne seront pas induits en erreur, ni engagés sur de fausses pistes. Après qu'il a fait connaître ses plus récentes décisions, leurs motifs et leurs buts, le président se soumet à

un interrogatoire, d'où aucun sujet n'est à priori exclu. Il répond à toutes les questions, quitte à avouer, dans certains cas, son ignorance présente, à invoquer, dans d'autres, l'impossibilité actuelle d'aboutir à une conclusion.

Le soir même ou le lendemain, paraissent dans tous les journaux non point un compte-rendu de la conférence de presse, donné comme tel, mais, sous chaque rubrique spéciale, les nouvelles de la Maison Blanche.

Un pareil système ne pouvait être instauré que dans un pays où la presse, dans sa majorité, a la conscience de son devoir professionnel, qui est de donner des informations exactes et de réserver la critique pour les commentaires éditoriaux. Ces conditions existent en Amérique.

M. Roosevelt a su en profiter. Jamais aux États-Unis, et jamais sans doute dans aucun autre pays, l'opinion n'a été mieux renseignée, presque jour par jour, sur ce que l'Exécutif fait et sur ce qu'il cherche à faire. Quant au président lui-même, il peut à son tour étudier les moindres réactions de l'opinion, diriger en conséquence son effort de propagande et parfois modifier sa propre attitude.

C'est ainsi qu'a été restauré, à l'échelle d'un continent le régime de l'*agora* athénienne .

Quant au Congrès, il conserve pour paralyser l'action du président tous les moyens dont il n'a cessé d'user dans l'histoire. S'il s'abstient à présent de le faire, c'est qu'il n'est, après tout, lui-même, que l'expression de l'opinion publique. Aussi longtemps qu'elle restera favorable à la politique de M. Roosevelt, le Congrès, sauf quelques révoltes passagères, soutiendra cette politique. Mais qu'un changement intervienne dans le sentiment populaire, aussitôt

l'opposition du Parlement contrecarrera les initiatives présidentielles.

Ce régime essentiellement démocratique a maintenant fonctionné depuis plus d'un an.

Loin d'entraver la lutte contre la crise, loin d'empêcher la réforme sociale, il les a favorisées l'une et l'autre. Il n'est besoin que de comparer pour s'en convaincre.

De l'autre côté de l'Atlantique, un peuple renaît à la vie sans qu'il ait fallu le nourrir d'une mystique de violence.

Annexes

Les idées monétaires sur lesquelles sont fondées, dans cet ouvrage, l'interprétation des faits récents et les pronostics d'avenir ont reçu dans le passé une vérification. Elles ont permis en effet de prévoir dès 1931 que les États-Unis seraient acculés au moratoire général et à l'abandon de l'étalon-or ; d'une manière générale elles ont fourni une explication satisfaisante des principaux événements d'ordre économique et financier dont l'Amérique a été le théâtre.

La reproduction en annexe de quelques passages d'articles anciens ne servira pas seulement à justifier les vues de l'auteur ; elle aidera à faire comprendre l'évolution de l'Amérique, la situation à laquelle M. Roosevelt a dû faire face.

L'article suivant a paru le 31 octobre 1931 dans La Lumière sous le titre : le Maintien de l'étalon-or aux États-Unis dépend entièrement de l'évolution prochaine des prix*. Il est consécutif au voyage de M. Laval à Washington et à la publication d'un communiqué où les gouvernements français et américains affirmaient leur commun attachement à l'étalon-or. Il se réfère à une note technique publiée par le* Bulletin de la Société d'Études et d'Informations économiques*.*

L'auteur de cette note commence par déclarer que le dollar n'a pas grand'chose à craindre ni des retraits de fonds appartenant à l'étranger, ni d'une fuite des capitaux. Il y a là matière à une discussion qui nous entraînerait assez loin. Je dirai seulement que, sans être aussi affirmatif que le *Bulletin*

Quotidien, j'incline à me ranger à sa manière de voir sur ce point. Passons donc.

Le danger extérieur étant écarté, reste le danger intérieur, celui qui peut provenir de la situation bancaire aux États-Unis.

Supposons que le mouvement de retraits de fonds et de thésaurisation se poursuive. Les banques, on le sait, ne sont jamais en mesure de rembourser tous leurs déposants. Les banques américaines pas plus que les autres. Il y a aux États-Unis 52 milliards de dollars de dépôts. La circulation monétaire n'est que de 5 milliards, chiffre qui, en poussant à l'extrême la capacité d'émission des banques de réserve, pourrait atteindre 9 à 10 milliards En cas de run généralisé, le moratoire s'imposerait donc. Le *Bulletin Quotidien* ajoute qu'il prendrait vraisemblablement la forme d'un cours forcé du chèque.

Nous ferons remarquer qu'entre le dollar-chèque à cours forcé et le dollar-billet convertible en or, s'établirait nécessairement une différence de valeur, au moins sur le marché des changes pour commencer. Sérieuse entorse, en tout cas, au système de l'étalon-or.

Mais le *Bulletin Quotidien* poussant plus loin son analyse, se demande si les banques américaines sont, à l'heure actuelle, dans leur ensemble solvables. En d'autres termes, leur actif est-il supérieur à leur passif ?

Considérant pour exemple les derniers bilans de 7.800 banques faisant partie du système de réserve, le B. Q. mesure leur passif composé de 40 milliards de dépôts et d'engagements divers, contre un actif de 45 milliards, constitué par diverses sortes de placements et représentés

pour les deux tiers environ par des immeubles, des hôtels et des stocks de marchandises.

Qu'est devenu cet actif depuis le début de l'année 1931 ? Il s'est déprécié dans une proportion énorme. Pour en donner une idée, le *B. Q.* publie le petit tableau que voici et qui montre la baisse enregistrée en 9 mois environ.

	Début 1931	Sept. 1931	Pourcentage de dépréciation
Valeurs à revenu variable 1913=100	430	180	— 55,4%
Blé (cents p. bushel)	129	59	— 54,3%
Maïs (id.)	96	51	— 40,9%
Coton (cents par livre)	172	58	— 60,3%
Cuivre	176	72	— 58,9%

On observera ici l'étonnante concordance du coefficient de dépréciation entre des choses aussi diverses que des titres de Bourse, des céréales, une matière textile et un métal. Est-il preuve plus flagrante que, conformément à ce que nous avons toujours soutenu, c'est en réalité l'étalon de valeur, donc la monnaie, c'est-à-dire l'or, qui s'est « apprécié » vis-à-vis de toutes les marchandises?

Pour en revenir au bilan des banques, les 40 milliards qui figurent au passif sont payables en monnaie ; ils restent par

conséquent ce qu'ils étaient, c'est-à-dire 40 milliards de dollars.

Si donc les deux tiers environ de l'actif se sont dépréciés de plus de 50 %, tandis que le passif ne variait pas, la solvabilité des banques américaines est devenue plus que douteuse.

Elle ne pourrait être rétablie que si les avoirs figurant à l'actif reprenaient de la valeur, c'est-à-dire si les prix des titres, des immeubles et des matières premières remontaient.

La solution du problème bancaire américain, conclut très justement le *B. Q.*, *est d'aboutir à une hausse des prix*.

Nous avons toujours soutenu ici que c'était la solution de la crise en général. Nous enregistrons avec satisfaction la confirmation apportée à notre thèse par l'analyse du *B. Q.* qui n'a pas accoutumé de développer des idées subversives.

L'auteur de l'étude ne manque point d'observer que les autorités américaines, ayant reconnu le danger, s'emploient actuellement à faire monter les prix. Nous avons montré ici que c'était là toute la portée de la dernière proclamation de M. Hoover.

En souscrivant ensuite à la déclaration relative au maintien de l'étalon-or, le Président des États-Unis n'a pas perdu de vue son objectif essentiel. Sans doute il ne demande pas mieux que de l'atteindre, tout en conservant l'étalon-or. En d'autres termes, il désire faire monter les prix exprimés en or, c'est-à-dire dévaluer l'or par rapport aux marchandises.

Mais s'il n'y parvient pas ? Si la thésaurisation de la

monnaie-or, la raréfaction de l'or se poursuivent? Si la France exige — pour continuer de se solidariser avec le dollar — une politique déflationniste de la part de la Federal Reserve Board, politique déflationniste aboutissant à une nouvelle baisse des prix ?

Dans ce cas, le Président Hoover n'aura qu'une seule ressource pour sauver le système bancaire et social de son pays : ce sera de dévaluer le dollar, en rompant son amarre avec l'or.

Nous ne serons donc pas grands prophètes en prédisant l'avenir de la manière suivante :

Ou bien les mesures à tendance inflationnistes récemment prises en Amérique, réussiront en respectant le système de l'étalon-or, à faire monter les prix des matières premières essentielles, ainsi que des valeurs immobilières et mobilières, ce qui revient à une dévaluation de l'or, et l'Amérique, sauvée du krach bancaire, voyant se résoudre la crise économique, demeurera fidèle à l'étalon-or.

Ou bien ces efforts auront été vains. Et l'Amérique n'hésitera pas à dévaloriser son dollar en reniant à son tour l'étalon-or par un geste délibéré.

***

L'article suivant, paru le 26 décembre 1931 précise encore davantage :

Nous y montrions (dans l'article du 31 octobre précédent), chiffres à l'appui, que même au niveau actuel des prix, les banques américaines sont, dans leur ensemble, insolvables : car ce qu'elles doivent à leurs déposants est représenté par

une quantité d'espèces égale à celle qui leur a été confiée ; tandis que ce qu'elles possèdent et qui est représenté, en fin de compte, par des immeubles, des titres et des stocks de marchandises, a subi une dépréciation colossale ; en d'autres termes, leur actif est inférieur à leur passif.

À cette situation banqueroutière, qu'un run des déposants risque, à tout moment, de faire apparaître en pleine lumière, il n'existe, avons-nous expliqué, qu'un seul remède imaginable : la hausse générale, des prix qui restituerait à l'actif des banques sa valeur ancienne. Donc, ajoutions-nous, toute la politique américaine doit tendre à la hausse des prix. S'il est possible de la réaliser dans le cadre de l'étalon-or, les États-Unis y demeureront attachés. Si la tâche s'avère impossible, force leur sera d'abandonner le gold standard.

Deux mois se sont écoulés depuis. Le gouvernement américain a tenté un grand effort : voyons-en les résultats avant d'examiner les moyens employés et ceux qu'on se propose d'appliquer encore.

Les marchés de matières premières avaient paru un instant répondre aux mesures anti-déflationnistes. Une hausse s'était dessinée ; elle n'a pas duré. Et tout ce dont on puisse se flatter, c'est d'avoir enrayé la baisse.

Par contre, la dégringolade des titres s'est poursuivie : valeurs immobilières, actions et obligations des chemins de fer et de l'industrie se sont encore dépréciés.

Dans l'ensemble donc, aggravation des éléments essentiels de la situation économique et financière. Toutefois, on a pu bénéficier d'une sorte de répit grâce à l'amélioration de certains facteurs psychologiques : le public a témoigné d'une moindre méfiance envers le système

bancaire. Amélioration purement temporaire et qui paraît être en train de prendre fin, à en juger par les derniers krachs, de sorte qu'un retour de panique peut à tout moment transformer un état de choses catastrophique en une catastrophe tout court.

Il faut prendre de nouvelles mesures puisque les premières n'ont pas suffi. Un mot sur celle-ci.

Il y a deux mois environ, le président Hoover était venu en aide aux banques par la création de la *National Credit Corporation* dont le capital d'un demi-milliard de dollars était destiné à secourir les établissements menacés par des retraits de dépôts. L'intervention de la *National Credit Corporation* a incontestablement servi à rassurer, pendant un temps, l'opinion ; On lui doit le répit de quelques semaines auquel nous faisons allusion plus haut. Il faut noter toutefois que ce sont les banques elles-mêmes qui ont souscrit le capital du nouvel institut, de sorte qu'il n'a pas encore été mis d'argent frais à la disposition du système bancaire pris dans son ensemble.

Les nouveaux projets du président Hoover sont infiniment plus audacieux.

Pour venir en aide à l'industrie, à l'agriculture, et au commerce d'exportation, il sera créé un nouvel organisme intitulé la *Reconstruction Finance Corporation* ; pour secourir les chemins de fer, un second intitulé le *Railroad Credit Corporation*. D'autre part, une série de douze nouveaux établissements, les *Federal Home Loan Discount Banks*, autorisés à escompter les prêts hypothécaires, auront pour tâche de protéger les petits propriétaires d'immeubles et de favoriser les constructions.

L'innovation, dont il est à peine besoin de souligner la

gravité, c'est que le capital-actions de ces institutions nouvelles sera entièrement souscrit par l'État, et que c'est encore l'État, qui donnera sa garantie pour les émissions d'obligations. Or, il s'agit de sommes énormes : rien que pour la *Railroad Credit Corporation* 1/2 milliard de dollars, et pour la *Reconstruction Finance Corporation*, 1 /2 milliard d'actions et 1 milliard ½ d'obligations.

Où le gouvernement des États-Unis trouvera-t-il cet argent? Les caisses publiques sont vides. Le déficit budgétaire, pour l'exercice clos, l'exercice en cours et l'exercice suivant atteindra 4 milliards 1/2 de dollars et sera tout juste réduit à 2 milliards 1/2 après le vote des nouveaux impôts projetés. De sorte que les besoins de la Trésorerie, tant pour les dépenses courantes que pour le financement des projets destinés à sauver l'économie américaine, sont de l'ordre de quatre ou cinq milliards de dollars — 100 à 125 milliards de francs qu'il va falloir obtenir par voie d'emprunts. Somme qui ne tient pas compte des besoins des municipalités, des comtés et des États.

La question est de savoir si l'épargne publique et les banques voudront et pourront fournir les fonds, c'est-à-dire s'il sera possible de mobiliser des capitaux existants, actuellement thésaurisés et stériles, ou s'il faudra créer de toutes pièces de nouveaux capitaux par une inflation proprement dite.

Depuis que la crise a éclaté, les épargnants n'ont pas été sollicités directement. On retrouve dans le portefeuille des Banques à peu près tous les titres émis par le gouvernement fédéral, sous forme de Bons à très court terme qui viennent à renouvellement tous les trois ou six mois, ajoutant chaque fois leur poids à celui des émissions nouvelles. Du 30 juin 1929 au 30 juin 1931, la valeur des titres du gouvernement fédéral détenus par les Banques a passé de 4.144 millions

de dollars à 5.343 millions ; celle des obligations des comtés, municipalités et États s'est élevée de 1.144 millions à 1.535. Pour faire les fonds nécessaires à ces souscriptions, les Banques ont rejeté sur le marché au moins autant d'actions et d'obligations industrielles. Ce n'est pas là une des moindres causes de la persistance et de l'aggravation de la crise boursière et financière.

Au point de dépression où l'économie américaine et le marché des valeurs, en particulier, sont arrivés, comment imaginer que le même processus puisse se poursuivre jusqu'à absorber quatre ou cinq milliards de titres nouveaux émis par le Gouvernement? Pareillement, comment croire que le public pourrait prélever une telle somme d'argent frais sur les épargnes liquides thésaurisées afin de souscrire à des emprunts à long terme...

Si les capitaux existants se refusent à alimenter le Trésor-Public, il ne restera qu'une ressource ; *en créer de nouveaux*. Les Banques du Federal Reserve System devront *fabriquer* la monnaie et le crédit qui serviront à combler le déficit budgétaire et à édifier les organismes chargés de sauver l'économie américaine. Elles le feront par les procédés connus : achats de titres sur le marché, réescompte. Pure inflation : il en faudra des milliards de dollars.

Mais dès que les premiers signes de cette inflation apparaîtront, le retrait des capitaux étrangers se précipitera. En même temps qu'elles émettront de nouveaux billets et de nouveaux crédits, les Banques de Réserve Fédérales verront fuir l'or de leurs caisses. À ce moment, le dénouement sera proche ; il est facile de l'imaginer dès maintenant. Sous prétexte de protéger l'encaisse métallique et la couverture, on mettra l'embargo sur l'or ; en qui, en

bon français, voudra dire suppression de la convertibilité et abandon de l'étalon-or.

Tel est le scénario probable, sans qu'on doive exclure une étape intermédiaire toujours possible: le moratoire général, qui s'imposerait en cas de panique et de run sur les Banques. Mais le moratoire lui-même ne saurait, en tout état de cause, avoir d'autre issue que l'inflation.

***

Un article daté du 30 juillet 1932 pose de nouveau le problème, à la suite des premières mesures de reflation prises par le président Hoover, et annonce la situation devant laquelle se trouvera dix mois plus tard la Conférence économique et monétaire de Londres :

Les risques de dévaluation du dollar ne résultent pas seulement des mesures d'expansion de crédit, que le gouvernement fédéral est obligé de prendre pour permettre les émissions d'emprunts destinés soit à couvrir les dépenses publiques, soit à venir en aide à l'économie privée et à empêcher l'écroulement des banques ou des compagnies de chemins de fer ou des principales entreprises industrielles.

Mais la menace essentielle réside bien plutôt dans l'impossibilité où se trouvent d'une façon générale les débiteurs privés de faire face à leurs engagements. Cette situation a pour cause l'avilissement des prix. Le salut ne peut donc venir que d'une hausse et *cette hausse, si elle ne se réalise pas avec l'étalon monétaire actuel, il faudra l’obtenir par une altération de cet étalon*. *C'est là le grand problème en présence duquel se trouvera la future Conférence internationale (monétaire)...*

Comment croire que les États-Unis viendront à la Conférence dans des dispositions d'esprit favorables aux thèses déflationnistes chères aux bureaux du ministère des Finances et à la Banque de France ?

***

Dans la seconde quinzaine de février 1933 les prédictions commencent à se réaliser. L'État de Michigan proclame le moratoire. Dès le 25 février la suite des événements ne fait plus guère de doute :

Malheureusement, comme nous en exprimions la crainte, la thésaurisation s'est développée aussi rapidement, ou même plus vite, que l'inflation ; il n'y a eu ni hausse des prix, ni reprise des affaires. Les débiteurs se sont endettés davantage et sont devenus moins solvables encore. Dans les campagnes, la situation n'a pas tardé à prendre un tour tragique : les fermiers s'opposent par des moyens insurrectionnels à la mise en vente de leurs propriétés ; ils ont réussi à imposer une sorte de moratoire hypothécaire de fait. Le Congrès est en train d'élaborer une législation sur les faillites qui ajourne les procédures d'exécution aussi bien pour les entreprises industrielles et commerciales que pour l'agriculture.

Mais il va de soi que la situation des créanciers — en particulier celle des banques — s'aggrave en même temps que celle de leurs débiteurs et se ressent de toutes les concessions faites.

Ces derniers jours, on redoutait quelque désastre dons les régions agricoles. Mais voici qu'un État industriel a pris les

devants. C'est dans le Michigan, pays de l'industrie automobile, que vient de s'écrouler le premier pan de l'édifice financier américain. Du jour au lendemain, 550 banques ont clos leurs guichets. Un moratoire a été édicté ; il ne vient d'être levé que de façon très limitée.

Le danger d'une pareille situation, c'est la contagion de l'exemple. Pourquoi le déposant de l'Illinois ou de la Pennsylvanie ne prendrait-il pas peur en constatant le sort fait à son frère du Michigan? Pourquoi ne courrait-il pas au guichet de sa banque pour retirer son argent ?

S'il le fait, si le run se déclare, à l'instar de celles du Michigan, toutes les banques américaines devront fermer leurs portes. *La menace du moratoire général plane sur l'Amérique*.

Or, l'issue du moratoire, à moins d'adopter les méthodes rigoureusement déflationnistes à la manière allemande — méthodes qui répugnent profondément à l'Amérique — c'est l'inflation monétaire massive pour payer à guichets ouverts dès leur réouverture.

Mais l'inflation monétaire massive, ou la seule crainte de cette inflation, c'est aussi le retrait et la thésaurisation privée de l'or, c'est l'exode des capitaux et l'exportation de l'or.

L'Amérique risque donc, à bref délai, d'être amenée à prendre des mesures destinées à sauvegarder les réserves métalliques des banques fédérales : suspension de la circulation des pièces d'or et de la convertibilité intérieure de la monnaie, suspension de la convertibilité extérieure, c'est-à-dire abandon de l'étalon-or ou dévaluation délibérée du dollar à une nouvelle parité, ou encore taxe à

l'exportation de l'or, qui n'est qu'une dévaluation camouflée.

Mesures qui peuvent être imposées par la nervosité, mais qui répondraient également aux voeux de toute une partie de l'opinion, laquelle escompte, non sans raison, que la dévaluation provoquerait la hausse des prix de gros et une reprise économique.

***

Le 4 mars 1933 le moratoire général et l'embargo sur l'or sont proclamés. Mais les économistes et les financiers d'Europe et d'Amérique, M. Roosevelt lui-même se refusent encore à admettre la nécessité de la dévaluation et de la reflation. Un article paru le 11 mars, soit plus d'un mois avant l'abandon officiel de l'étalon-or, prévoit le cours inéluctable des événements :

Qu'ils l'avouent ou non, les États-Unis abandonnent l'étalon-or, à moins qu'ils ne se décident à dévaluer le dollar à une nouvelle parité. Le gouvernement de M. Roosevelt a beau jeter le manteau de Noé sur ce geste impudique, la Banque d'Angleterre et la Banque de France, également effrayées (quoique pour des raisons différentes) des conséquences d'une chute du dollar, ont beau tenter de masquer la réalité ou d'arrêter le cours inéluctable des choses. Rien n'y fera.

Nous en sommes encore à la première étape prévue par nous : le moratoire général. Demain ou après-demain, ce sera l'inflation. Ceux qui croient que les États-Unis pourraient imiter l'Allemagne, faire de la déflation et maintenir longtemps un cours fictif du dollar, se trompent singulièrement.

Les conditions psychologiques — l'impatience du peuple américain, ses habitudes d'indépendance, son absence de résignation — le rendent a priori réfractaire à une discipline, à laquelle le peuple allemand lui-même ne s'est soumis qu'en souvenir d'une expérience purement personnelle et par crainte de voir se reproduire la grande catastrophe de 1922.

De même les conditions matérielles. Rien ne serait résolu en Amérique par les mesures restrictives et par la déflation : ni l'insolvabilité des banques, des entreprises industrielles ou commerciales, des agriculteurs et des débiteurs privés. Ni la mévente, ni le chômage, ni la question des prix de revient. Ni celle du budget, ni surtout celle de la Trésorerie. Bien au contraire, la situation ne cesserait de s'aggraver.

M. Roosevelt ne pourra pas hésiter longtemps entre quelques vagues scrupules de doctrine ou de bienséance et les aspirations, voire les exigences de tout un peuple : déposants et ouvriers, agriculteurs et commerçants ou hommes d'affaire.

Sans nous arrêter aux tergiversations du moment, voyons donc l'avenir.

L'inflation, indispensable à l'Amérique — mais dont on peut craindre néanmoins qu'elle devienne excessive et échappe à un sage contrôle — va régler le problème des dettes privées, par le jeu de la hausse des matières premières et des prix de gros ainsi que de la revalorisation des actifs. Elle encouragera l'investissement et développera la consommation ; elle ranimera les échanges ; elle fera disparaître les stocks. Bref, elle rétablira l'économie.

Les États-Unis en sont donc à la fin de leur crise...